

# Manuel d'exploitation

Projet de Graduation IESS

## Glossaire et acronymes

ACM - Assurances du Crédit Mutuel  
AGR/IGA - activités génératrices de revenus/income-generating activities  
AMG - Assistance Médicale Gratuite  
BCT - La Banque Centrale Tunisienne  
BMC/CME - canevas de modèle d'entreprise/Business model canvas  
CES - Conservation des Eaux et Sols  
CLC - Comité Local de Coordination  
CLD - Conseil de développement local  
CNC - Comité national de coordination  
CNEA - Centre national d'éducation des adultes  
CRCP - Comité régional de coordination et de pilotage  
CRDA - Commissariat régional du développement agricole  
OSC - Organisation de la société civile  
CTV - Cellules territoriales de vulgarisation  
DRAS - Direction Régionale des Affaires Sociales/Regional Directorate of Social Affairs  
DT/TND - Dinar tunisien  
DWS/SPP - systèmes de puits profonds /Deep well systems  
FN - Familles Nécessiteuses/Needy Families  
FRL - Familles aux revenus limités/Families of Limited Revenue  
GALS/SALG - Système d'apprentissage par l'action sur le genre/Gender action learning system  
GDA - Groupes de développement agricole  
GIZ - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit  
IESS - Insertion Économique, Sociale et Solidaire  
FIDA - Fonds international pour l'agriculture et le développement  
FMI - Fonds monétaire international  
INDC/CDN - Intended Nationally Determined Contribution /contribution prévue déterminée au niveau national)  
l'UNFT - Union Nationale de la Femme Tunisienne/National Union of Tunisian Women  
M&E/S&E - Suivi et évaluation/Monitoring and evaluation  
MALE - Le Ministère de l'Environnement  
MARHP/MAEP - Ministère de l'agriculture, de l'eau et de la pêche/Ministry of agriculture, water and fisheries  
MAS - Le Ministères des Affaires Sociales

MDICI - Le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale  
MF - Le Ministère des finances  
MFI/IMF - Institution de micro finance/Microfinance Institution  
MIS/SIG - système d'information de gestion/Management information system  
NDC/CDNN - contribution déterminée au niveau national/ Nationally Determined Contribution  
OEP - Office de l'Elevage et des Pâturages  
ONFP - Office Nationale de la famille et de la population  
ONG/NGO - organisation non gouvernementale/ Non-governmental organisation  
PDR/RCP - Rapport de conception de projet/Projet design report  
PIM/MMP - Manuel de mise en œuvre du projet/Project implementation manual  
PME - petites et moyennes entreprises  
PNAFN - Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses/National Program of Assistance to Needy Families (Programme national d'aide aux familles nécessiteuses)  
SHGs/GE - groupes d'entraide/Self-help groups  
SMIG - Salaire minimum interprofessionnel garanti/Guaranteed Minimum Interprofessionnel Salary (salaire minimum interprofessionnel garanti)  
SSR - santé sexuelle et reproductive  
SWOT/FFOM - forces, faiblesses, opportunités, menaces / Strengths, weaknesses, opportunities, threats  
TOT FDF- training of trainers/Formation des formateurs  
TVET/EFTP- Enseignement et formation techniques et professionnels /Technical and Vocational Education and Training)  
UGO - l'Unité de Gestion par Objectif  
UGP – l'Unité de Gestion du Projet  
UTAP - Union Nationale de l'Agriculture et de la Pêche  
UTSS - Union Nationale de Solidarité Sociale/Union Tunisienne de Solidarité Sociale  
VS/EV - enquête de vérification/Vérification survey  
VSSCs/CSSVs - Comités de solidarité sociale des villages /Village social solidarity Committees  
WASH /EAH - eau, assainissement et hygiène/water, sanitation and hygiene

# Table des matières

Introduction	8
L'approche de Graduation	9
Aperçu du projet de Graduation de l'IESS	9
Structures contractées pour la réalisation du projet	11
Niveau national	12
Fonds international pour le développement agricole (FIDA)	12
Comité national	12
Ministère de l'agriculture, des ressources en eau et de la pêche (MARHP)	13
Ministère des affaires sociales (MAS)	13
Niveau régional	13
Union Tunisienne de Solidarité Sociale (UTSS)	14
Commission régionale pour le développement agricole (CRDA)	14
Direction régionale des affaires sociales (DRAS)	15
Initiative BRAC pour la Graduation pour les Ultra-Pauvres (UPGI)	15
Mécanisme de coordination du partenariat	16
<b>Structure opérationnelle</b>	<b>16</b>
UTSS Régional	17
Animateurs de la Graduation de l'UTSS	17
Coordonnateur(s) de la Graduation de l'UTSS	18
DRAS régional	19
Officiers du DRAS "Graduation	19
CRDA régional	20
Structure hiérarchique du personnel	20
Formation du personnel	21
<b>Mise en œuvre du projet de Graduation</b>	<b>22</b>
Processus de ciblage	23
Choix du site	23
Profil du participant	24
Processus de ciblage	24
Enquête de vérification	26
Mécanisme de redressement des griefs	26
Protection sociale	26
PNAFN	27
Assistance Médicale Gratuite I	28
Admissibilité aux programmes gouvernementaux	29
Jardins de cuisine ou jardins potagers	30
Interventions au niveau des infrastructures	30
Des routes à l'épreuve du climat	30

Accès à l'eau potable	31
Centres d'éducation préscolaire	31
Promotion des moyens de subsistance	31
Évaluation du marché	32
Paquets de moyens de subsistance	33
Acquisition et transfert d'actifs	37
Formation des participants sur les moyens de subsistance	38
Gestion des risques	38
Interventions au niveau des infrastructures	39
Création de trois télécentres	39
Inclusion financière	39
Groupes d'épargne	40
Formation à la littératie financière	43
Micro-crédits des groupes d'épargne	44
Autonomisation sociale	45
Formation mensuelle sur les compétences de vie	46
Formation et protocoles du Comité de solidarité sociale du village (CSV)	50
GALS - Autonomisation des ménages et des communautés	51
Liens avec les programmes d'éducation nationale des adultes	54
Formation professionnelle	54
Alphabétisation des adultes	55
Accès aux centres d'éducation préscolaire	56
Coaching et mentorat	56
Charges de dossiers	56
Formations pour les participants	57
Renforcer la résilience climatique	58
Alignement des activités de Graduation sur les interventions au niveau des infrastructures	60
Impacts du changement climatique sur l'eau dans la région	60
Amélioration de la disponibilité et réduction des coûts de l'eau potable	62
Activités de conservation de l'eau et du sol/Conservation de l'Eau et du Sol (CES)	62
Combattre l'érosion tout en créant des moyens de subsistance grâce à la culture de figues de Barbarie	63
Routes d'accès rurales à l'épreuve du climat pour les transports	64
Maintenance	64
<b>Suivi et apprentissage</b>	<b>64</b>
Théorie du changement du projet	64
Cadre logique du projet	65
Critères de Graduation	69
Justification des critères de Graduation	70
Préparation de la Graduation	74

Maintenir les résultats de Graduation	75
Suivi des progrès des ménages et du programme	76
Suivi des ménages	77
Suivi du programme	78
Collecte de données numériques	80
Apprentissage et perfectionnement opérationnel	83
<b>Annexe</b>	<b>84</b>

# 1. Introduction

Le manuel d'opérations fournit des conseils sur la façon de planifier et de mettre en œuvre la sous-composante 1.2 : Renforcement des capacités des ménages ruraux défavorisés du projet IESS-Kairouan (projet d'Insertion Économique, Sociale et Solidaire dans le Gouvernorat de Kairouan) qui adopte l'approche mondialement reconnue de la Graduation pour construire des moyens de subsistance durables et résistants au climat parmi 6 300 familles à faible revenu (FRL) et familles nécessiteuses (FN) à Kairouan, en Tunisie. Le manuel est un élément clé de l'appui technique que l'Initiative BRAC pour la Graduation pour les Ultra-Pauvres (UPGI) fournit au Fonds International pour l'Agriculture et le Développement (FIDA), à l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale (UTSS), au Commissaire Régional au Développement Agricole (CRDA), et à la Direction Régionale des Affaires Sociales (DRAS) afin d'atteindre l'objectif du projet de réduction de la pauvreté et de renforcement de la résilience climatique à Kairouan, en Tunisie.

Ce manuel pour la composante 1.2 s'appuie sur le manuel de mise en œuvre du projet (MIP) et le rapport de conception du projet (RDP) pour l'ensemble du projet IESS-Kairouan. Le MIP et le PDR traitent des politiques et procédures de mise en œuvre de la composante 1.2 à un niveau élevé, tandis que ce manuel fournit des directives opérationnelles plus granulaires pour les responsables de la mise en œuvre du projet. Il est destiné à aider le personnel chargé de la mise en œuvre du projet (animateurs, coordinateurs et superviseurs de projet régionaux et nationaux) à rendre opérationnel et à exécuter un projet de Graduation adapté au contexte de Kairouan. Il s'agit d'une ressource à la fois préparatoire et vivante qui comprend des considérations clés, des meilleures pratiques et des outils qui aideront le personnel à mettre en œuvre les différentes étapes du projet Graduation.

Il est important de noter que, dans sa forme actuelle, ce manuel est conçu pour guider la mise en œuvre de la phase pilote du projet de graduation IESS-Kairouan. En tant que tel, ce document sera fortement révisé et développé dans les itérations futures, car les besoins, les réalités et les priorités de la mise en œuvre évolueront au fur et à mesure que le projet se développera. C'est pourquoi chaque section de ce manuel comprend des encadrés signalant les principales questions en suspens relatives aux politiques, procédures et pratiques opérationnelles du projet, qui seront abordées dans les itérations futures. Ce document est également susceptible d'être modifié en fonction des contributions de tous les partenaires.

Le manuel d'opérations est organisé comme suit :

1. **Supervision du programme et rôles des partenaires** : Cette section met en évidence les rôles clés du CRDA, de l'UTSS, de la DRAS, du FIDA et de BRAC UPGI dans la mise en œuvre du projet Graduation.
2. **Structure opérationnelle** : Cette section met en évidence les rôles du personnel et les structures hiérarchiques au sein de l'UTSS, l'organisation dans laquelle le personnel de première ligne du projet est logé.
3. **Mise en œuvre du programme de la Graduation** : Cette section fournit des conseils au personnel de mise en œuvre sur la manière de rendre opérationnelles les

interventions clés en matière de protection sociale, de promotion des moyens de subsistance, d'inclusion financière, d'autonomisation sociale et de résilience climatique,

4. **Suivi et apprentissage:** Cette section propose un cadre de suivi pour suivre les progrès des ménages et les activités du programme.
5. **Annexe:** L'annexe comprend les résultats de l'enquête de vérification, le rapport sur l'aménagement paysager des ressources communautaires et des exemples de formulaires de suivi.

## L'approche de Graduation

Lancée par le BRAC au Bangladesh en 2002, l'approche de la graduation est un ensemble d'interventions à facettes multiples conçues pour s'attaquer à la nature multidimensionnelle de l'extrême pauvreté. Ces interventions sont adaptées au contexte local et comprennent généralement la mise en relation des participants avec la protection sociale pour répondre à leurs besoins de base, la fourniture de formations et d'actifs pour la génération de revenus, l'éducation financière et le soutien à l'épargne, ainsi que l'autonomisation sociale par l'engagement communautaire et la formation aux compétences de vie - le tout facilité par un accompagnement en personne. L'approche de la graduation permet aux participants de développer des moyens de subsistance durables qui les mettent sur la voie de la mobilité économique ascendante. Ils sont également mieux intégrés dans la société, développent des liens sociaux, améliorent leur estime de soi et jouent un rôle actif dans leur communauté.

## Aperçu du projet de Graduation de l'IESS

La sous-composante 1.2 du projet IESS-Kairouan est un investissement de 11,874 millions de dollars US dans la création de moyens de subsistance durables et résilients au climat pour les familles vulnérables dans les collines rurales de Kairouan, en Tunisie, de 2020 à 2026. Le projet est mis en œuvre par le biais d'une approche collaborative et interministérielle avec le ministère de l'agriculture, de l'eau et de la pêche (MARHP) et le ministère des affaires sociales (MAS). Le Commissariat régional au développement agricole (CRDA), la Direction régionale des affaires sociales (DRAS) et l'Union tunisienne de solidarité sociale (UTSS) sont des partenaires stratégiques dans la mise en œuvre au niveau régional. Le FIDA est le principal bailleur de fonds.

Dans sa phase pilote, le projet cible une cohorte d'environ 180 familles dans trois micro zones (Soudan 1, Soudan 2 et Soudan 3). Il est prévu d'étendre le projet pour soutenir 2 100 familles nécessiteuses et 4 200 familles à revenus limités dans 40 secteurs administratifs et 7 délégations au fur et à mesure de sa mise en œuvre. Il s'appuie actuellement sur le soutien de 14 animateurs relevant du superviseur de projet de l'UTSS pour le projet IESS afin de mettre en œuvre le programme. Au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet, davantage d'animateurs seront recrutés afin d'offrir les interventions du projet à davantage de ménages dans les micro-zones ciblées.

Le projet s'appuie sur l'approche de la graduation en intégrant des interventions d'inclusion sociale et économique dans les programmes nationaux de protection sociale en Tunisie, y



compris le Programme National d'Assistance aux Familles Nécessiteuses (PNAFN) et l'*Assistance Médicale Gratuite* (AMG), avec un accent particulier sur le soutien aux femmes et aux jeunes ruraux. Dans le contexte de Kairouan, les interventions de graduation ont été conçues pour renforcer la capacité des participants à améliorer leurs moyens de subsistance grâce à des pratiques environnementales durables et à acquérir les compétences et le soutien nécessaires pour s'adapter aux risques liés au climat, en reconnaissant la vulnérabilité particulière de la région à l'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, aux changements de température et de précipitations et à l'augmentation de l'érosion des sols. À la fin du projet pilote, les participants sont censés atteindre des critères clés liés à la sécurité alimentaire, à la diversité des revenus, à la résilience économique et climatique et à l'inclusion sociale, afin de fournir une base solide pour une trajectoire continue de sortie de la pauvreté.

Les interventions suivantes sont fournies aux participants du projet IESS Graduation dans un temps limité et de manière séquentielle. De plus amples informations et des directives pour le personnel du projet afin de mettre en œuvre ces interventions sont fournies dans la section 4 : Mise en œuvre du projet de Graduation :

#### **1. Protection sociale**

- a. Inscription au PNAFN et à l'AMG
- b. Soutien à la nutrition et à la santé
  - i. Livre de soins PNAFN
  - ii. Accès à l'eau potable\* (par la composante 1.1 du projet IESS complet)
  - iii. Jardins de cuisine
  - iv. Accès aux centres d'éducation préscolaire\* (par la composante 2 du projet IESS complet)
- c. Amélioration de l'accès aux zones éloignées par l'amélioration des routes d'accès rurales\* (par le biais du volet 2 du projet IESS complet)

#### **2. Promotion des moyens de subsistance**

- a. Formation technique sur les moyens de subsistance
- b. Fourniture d'actifs productifs et d'intrants techniques
- c. Liens avec les services de soutien
- d. Création de deux télé centres dans la zone de mise en œuvre du projet pour promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes\*.

#### **3. Inclusion financière**

- a. Épargne
- b. Éducation financière
- c. Accès au microcrédit

#### **4. Autonomisation sociale**

- a. Formation aux compétences de vie
- b. Intégration de GALS
- c. Liens avec les programmes nationaux d'éducation des adultes
- d. Accès aux centres d'éducation préscolaire\*

#### **5. Coaching et mentorat**

- a. Charges de dossiers
- b. Formations des participants
- 6. Renforcer la résilience climatique**
  - a. Jardins de cuisine
  - b. Adaptation des moyens de subsistance sensibles au climat
  - c. Amélioration de l'accès aux zones reculées par le renforcement de la résilience climatique des routes d'accès rurales\* (par le biais du volet 2 du projet IESS complet)
  - d. Formation aux compétences de vie sur la résilience climatique

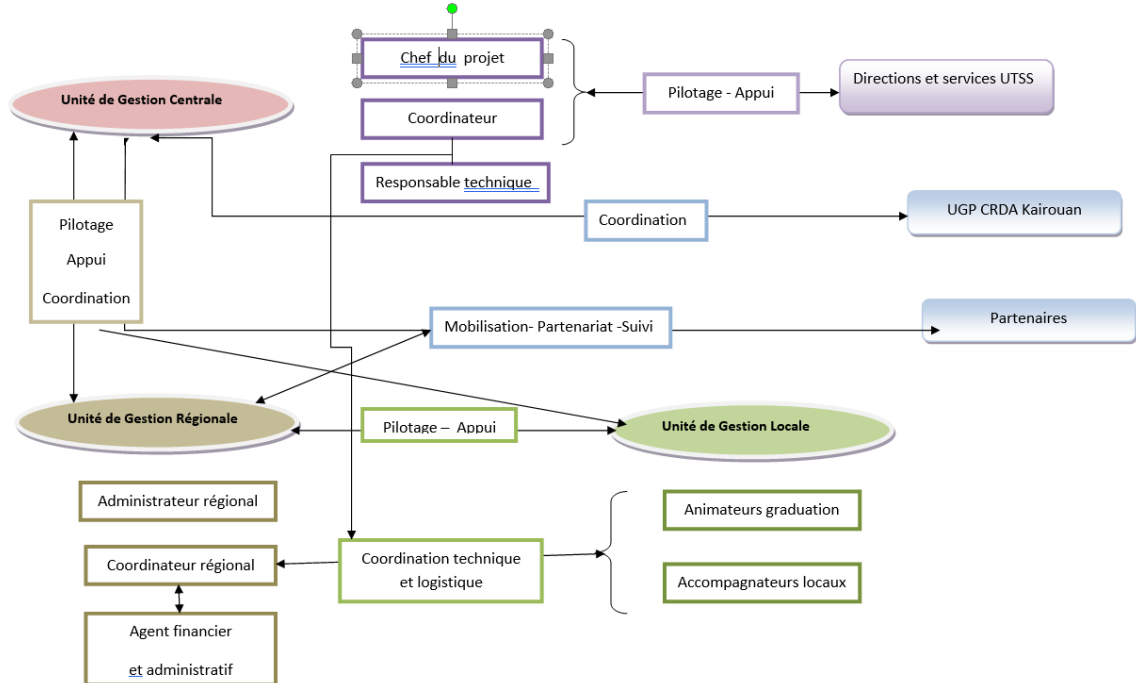
*\* Indique une intervention au niveau des infrastructures régionales par opposition à une intervention au niveau des foyers.*

## **2. Structures contractées pour la réalisation du projet**

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de la Pêche et le Ministère des Affaires Sociales à travers l'UTSS, le CRDA, et le DRAS au niveau régional sont les agences d'exécution responsables de la mise en œuvre du projet IESS-Kairouan Graduation. Le FIDA est la principale agence de financement du projet Graduation, fournissant une supervision de haut niveau pour la conception, la planification et la mise en œuvre du projet. BRAC UPGI est le fournisseur d'assistance technique de l'UTSS pour soutenir la réalisation des interventions de graduation dans le cadre de la composante 1.2 du projet.

Le projet est conçu sur la base de partenariats stratégiques (MAS, UTSS) et de partenariats opérationnels avec les acteurs publics. Il sera mis en œuvre au niveau du gouvernorat de Kairouan en collaboration étroite et concertation avec le gouvernorat, les délégués, les comités locaux de développement et les communes. Les partenariats d'affaires privés et les institutions financières (ACM, FMI ; banques) seront associés. Des structures de pilotage et de coordination sont créées au niveau central, régional et local.

**ORGANIGRAMME EQUIPE UTSS**



## Niveau national

### Fonds international pour le développement agricole (FIDA)

Le FIDA est responsable du financement du projet IESS-Kairouan avec le gouvernement, y compris la sous-composante 1.2. Le Fonds assure une coordination et un suivi de haut niveau aux partenaires régionaux et nationaux pour planifier et mettre en œuvre le projet.

### Comité national

Le Comité National de Coordination (CNC) est chargé de la supervision générale du projet IESS, de faire le suivi des objectifs, l'application de son approche d'intervention, l'intégration des programmes et stratégies des divers secteurs dans la région, et veille au suivi des mesures institutionnelles et à la maîtrise des échéances de réalisation, ainsi qu'à l'efficacité et l'efficacé dans la mise en œuvre. Le CNC assure la supervision à travers la Direction Générale du Financement et de l'Investissement, et invite les structures techniques centrales du MARHP, le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI), le Ministère des finances (MF), le Ministère des Affaires Sociales (MAS), le Ministère de l'Environnement (MALE), le Commissariat Régional du Développement Agricole-Kairouan (CRDA-Kairouan), l'Unité de Gestion par Objectif (UGO), la Direction Régionale des Affaires Sociales (DRAS), Union Nationale de Solidarité Sociale (UTSS), Union Nationale de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP), et la Banque Centrale Tunisienne (BCT). Le FIDA est représenté par son Point Focal comme observateur.

## Ministère de l'agriculture, des ressources en eau et de la pêche (MARHP)

Au niveau national, le rôle principal de MARHP est d'être mis à jour à un haut niveau sur les progrès du projet IESS-Kairouan Graduation, y compris les principales leçons et implications politiques du projet. Au niveau régional, le rôle et les responsabilités de MARHP sont décrits dans la section pertinente pour CRDA.

## Ministère des affaires sociales (MAS)

Au niveau national, le rôle principal de MAS est d'être mis à jour à un haut niveau sur les progrès du projet IESS-Kairouan Graduation, y compris les principales leçons et implications politiques du projet. Au niveau régional, le rôle et les responsabilités du MAS sont décrits dans les sections pertinentes pour l'UTSS et le DRAS.

## Niveau régional

**Comité Régional de Coordination et de Pilotage (CRCP)** assure le suivi des activités, la coordination de la planification et de l'approche d'intervention du projet, encourage l'échange et le partage des expériences et la dissémination des bonnes pratiques, la collaboration et la synergie avec d'autres projets et programmes similaires au niveau de la région. Le CRCP est présidé par le Gouverneur et représenté par la structure de gestion du projet (UGO), les Directions techniques régionales, le CRDA Kairouan et UGO, la DRAS, l'UTSS, l'URAP et les partenaires du projet.

**Le Comité Local de Coordination (CLC)** constitué au niveau de chacune des sept Délégations dans la zone du Projet IESS-Kairouan, joue un rôle de coordination sur terrain, contribue au choix des bénéficiaires au niveau des localités, à la résolution des problèmes techniques et socio-économiques rencontrés ; et l'accompagnement de l'installation des activités génératrices de revenus (AGR) et de petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que leur encadrement. Le CLC est présidé par le Délégué et composé du personnel technique des cellules territoriales de vulgarisation (" CTV "), des structures locales des affaires sociales, des représentants locaux de l'UTSS, des représentants locaux des partenaires, des présidents des conseils d'administration des OP, de représentants de la structure régionale de gestion (UGO). En outre, le CLC sera établi dans chacun des sept secteurs de la zone du projet. Elle sera présidée par le Délégué du CRDA et composée du personnel technique des cellules de vulgarisation du CRDA (CTV), des représentants locaux des affaires sociales, des représentants locaux de l'UTSS, des représentants locaux des partenaires, des présidents des conseils d'administration des OP, des représentants de l'UGP régionale. Pour assurer la durabilité, notamment en ce qui concerne les infrastructures de base, les municipalités feront partie des CLC et seront impliquées dans le processus de planification et de suivi de la mise en œuvre. Les CLC se réuniront au moins une fois par trimestre et s'attacheront à assurer : (i) la coordination des missions de terrain et contribueront à la sélection des bénéficiaires locaux ; (ii) l'appui aux organisations socioprofessionnelles ; (iii) l'identification et la résolution des problèmes techniques et socio-économiques rencontrés lors de la mise en œuvre du projet ; et

(iv) l'appui à la mise en place d'activités génératrices de revenus (AGR) et leur encadrement tout au long du processus de production.

## **Union Tunisienne de Solidarité Sociale (UTSS)**

Les rôles et responsabilités de l'UTSS dans le cadre du projet IESS-Kairouan Graduation sont décrits comme suit :

L'UTSS est désigné comme le maître d'ouvrage de la graduation au projet l'IESS-Kairouan. Spécifiquement l'UTSS va Organiser, coordonner et entreprendre l'ensemble des activités permettant de mettre en œuvre les AGR selon l'approche adoptée et les modalités requises (conception, sélection des bénéficiaires, coaching pour préparer les fiches de projet, acquisition et mise à la disposition des bénéficiaires des équipements et fournitures nécessaires à la réalisation de leurs AGR, suivi et accompagnement rapproché des bénéficiaires et des projets, mobilisation et implication des acteurs concernés pour assurer l'appui technique nécessaire aux bénéficiaires, évaluation des AGR et diffusion des résultats.

Le rôle de l'UTSS, au niveau régional et local est construit autour de la première composante sur la Mobilité sociale et l'amélioration des conditions de vie des ménages ruraux défavorisés selon une approche d'intervention de Graduation.

Ses principales responsabilités sont les suivantes : favoriser l'inclusion financière des ruraux pauvres (FN-FRL) dans le tissu économique local et régional, Mener une enquête de Vérification du ciblage des bénéficiaires et analyse des résultats, Identification / la cartographie des partenaires potentiels dans les piliers de l'approche graduation (protection sociale, de moyens de subsistance, d'inclusion financière et d'autonomisation sociale) ; la facilitation de la présélection des micro zones d'intervention cible de la composante 1 ; La sensibilisation de la communauté et des foyers à l'approche de graduation ; Le renforcement des capacités et coaching des ménages cibles selon l'approche (GALS) ; la promotion et suivi des AGR en collaboration avec DRAS et CRDA. Suivi rapproché et individualisé des familles par des visites régulières, des réunions etc. ; Soutenir la création de trois centres d'éducation préscolaire, d'amélioration de la nutrition et de la santé implantés dans les délégations cibles (Echibika, Hajeb El Ayoun, Ain Jloula) pour servir au mieux les enfants appartenant aux FN et FRL ; Implantation et animation des (2) télé centres visant à apporter l'appui nécessaire des jeunes, en particulier les filles (gradués, ou en rupture scolaire), habitants des zones rurales éloignées des services sociaux à trouver des emplois.

## **Commission régionale pour le développement agricole (CRDA)**

CRDA est un partenaire stratégique principal dans la mise en œuvre du projet IESS-Kairouan. Son rôle est de fournir des structures techniques pour la mise en œuvre des activités du projet, comme établi dans un accord opérationnel entre le CRDA et l'UTSS.

Les rôles et responsabilités du CRDA dans le cadre du projet IESS-Kairouan Graduation comprennent :

Le CRDA de Kairouan est le maître d'ouvrage du projet IESS-Kairouan au niveau régional avec son Unité de Gestion par Objectif (UGO) qui participe à la programmation des actions et à suivre l'exécution. L'UGO contribue au ciblage des familles, et il est responsable du suivi et évaluation des résultats de la graduation et de la vérification des progrès de familles nécessaires vers leur autonomisation.

Le responsable de l'inclusion sociale de l'UGO supervisera l'exécution du programme et assurera la liaison entre les spécialistes techniques, le personnel sur le terrain et les prestataires de services externes.

Le CRDA joue un rôle principal dans la Modernisation et gestion des Infrastructures sociales comme l'amélioration de l'accès à l'eau potable par la réhabilitation des réseaux et l'extension des branchements individuels. Il coopère à la sélection des micro zones avec (DRAS -UTSS), contribue à l'amélioration des conditions de vie des foyers ruraux défavorisés par une mobilisation des services techniques du CRDA (CTV) pour aider les porteurs de projet (AGR) à préparer leurs mini-plans d'affaires, il appuie les ménages pour s'adapter au changement climatique.

## **Direction régionale des affaires sociales (DRAS)**

La Direction Régionale des Affaires Sociales (DRAS) supervise la mise en œuvre des interventions de l'approche de "graduation". Elle fournit une base de données des familles (FN, FRL) dans le registre national et appuie l'identification conjointe des micros zones avec (l'UTSS CRDA), assure la liaison avec le personnel local de la DRAS, aussi appelé " animateur de la DRAS ou Travailleur/Travailleuse Social/e, Soutien à la préparation d'AGR et participer au suivi des bénéficiaires.

Appui à l'alphabétisation des femmes rurales dans les zones d'intervention du Projet en favorisant l'alphabétisation fonctionnelle en complémentarité et en relation avec des thèmes répondant aux besoins prioritaires des femmes (l'hygiène, l'éducation sanitaire et nutritionnelle, l'éducation financière..) faciliter aux groupes cibles l'accès aux services sociaux pertinents de leurs domaines d'intervention (paiement de la pension, accès aux services de santé, etc.).

## **Initiative BRAC pour la Graduation pour les Ultra-Pauvres (UPGI)**

BRAC UPGI est le conseiller technique pour la phase de planification et de mise en œuvre du projet IESS-Kairouan Graduation. Grâce à son équipe de spécialistes de la graduation, elle fournit des conseils stratégiques au FIDA, à l'UTSS, au CRDA et à la DRAS pour planifier et exécuter l'exécution du programme. Dans le cadre du projet "Graduation", l'UPGI sera chargé de :

- Mise en place de la méthodologie et des outils pour le programme de Graduation
  - Développement d'un manuel d'opérations comprenant des méthodologies et des outils intégrant l'adaptation au changement climatique et adaptés au contexte du projet, notamment :

- Recommandations pour l'amélioration de la conception
- Soutien et conseils pour le ciblage, l'enquête de base, le recrutement et la gestion des partenariats.
- Création d'outils comprenant un plan de travail opérationnel, des termes de référence pour l'embauche, le développement de programmes de formation, l'évaluation du marché et le rapprochement des entreprises.
- Développement d'un cadre de suivi et d'évaluation avec des critères et indicateurs de graduation clairement définis et mesurables.
- Soutien à la mise en œuvre initiale et à l'affinement du programme de graduation
- Formation de formateurs (TOT) sur l'approche de la Graduation et sur le manuel opérationnel (réalisée peu avant le début du soutien aux familles vulnérables)
- Soutien et suivi des formateurs sur le terrain, avec des ateliers d'accompagnement et des conseils et un soutien à distance pour la mise en œuvre.
- Élaboration d'un document de politique sur l'adaptation au changement climatique par le biais de programmes de graduation, de stratégies de genre et de stratégies à l'échelle nationale.
- Accueillir un atelier de projet régional (MENA) et une visite d'immersion

## Mécanisme de coordination du partenariat

La Graduation est un programme pratique qui exige des partenaires dévoués qu'ils travaillent ensemble à différents niveaux. La complexité du programme exige des lignes de rapport, de retour d'information et de gestions claires, du niveau central au niveau du terrain, et vice versa. Cela permet de s'assurer que les changements opérationnels peuvent être effectués en temps réel pour avoir un impact positif sur la mise en œuvre du programme.

Le mécanisme central de communication et de collaboration entre toutes les parties prenantes du projet de graduation de l'IESS-Kairouan est le **groupe de travail**. Cet organe est composé de la DRAS, du CRDA, de l'UTSS, du FIDA et de l'UPGI du BRAC. Il se réunit régulièrement pour discuter et collaborer sur les activités clés du projet et partager les mises à jour pertinentes. Cette réunion régulière permet de s'assurer que les activités du projet sont réalisées en temps voulu et en collaboration. Le conseiller du projet BRAC UPGI, Afef Zaddem, est le coordinateur principal du groupe de travail du projet pendant la phase de planification au nom du BRAC.

## 3. Structure opérationnelle

Cette section met en évidence les rôles du personnel, les responsabilités et les structures de rapport au sein de l'UTSS, DRAS et CRDA pour les étapes de planification et de mise en œuvre du projet IESS-Kairouan Graduation. Il intègre les contributions du PIM et du PDR, et vise à expliquer la distinction entre les qualifications et les responsabilités des différents membres du personnel afin d'assurer une clarté totale des fonctions dans le programme de graduation.

Comme cette section est actuellement adaptée au contexte de la phase pilote du projet, un certain nombre d'informations relatives à l'élargissement de la mise en œuvre du projet seront nécessaires pour s'assurer que le manuel reste un guide pertinent pendant toute la durée du projet. Ces questions clés sont reprises dans l'encadré ci-dessous.

## UTSS Régional

Comme un élément clé du rôle de l'UTSS dans le projet IESS-Kairouan Graduation est de coordonner les activités de terrain de première ligne, la structure opérationnelle du projet est principalement logée au sein de l'agence. Les principaux responsables de la mise en œuvre sont les animateurs de Graduation, un ou plusieurs coordinateurs de Graduation et le responsable de l'inclusion sociale de l'UGO. Mme Fatma Ben Mahmoud de l'UTSS est responsable à la fois de l'UGO inclusion sociale qui se trouve au sein du CRDA de Kairouan, et de l'UGO inclusion financière qui peut se trouver dans l'équipe du FIDA.

## Animateurs de la Graduation de l'UTSS

Dans le projet de graduation IESS-Kairouan, les animateurs seront le principal point de contact pour les ménages participants et s'engageront avec eux sur une base régulière. Il incombe aux animateurs de guider les participants au cours du programme en les encadrant, en leur donnant confiance, en les mettant en relation avec les services existants, en renforçant la formation et la gestion, et en suivant leurs progrès. Un animateur gèrera idéalement une charge de travail moyenne de 60 ménages et rendra compte au coordinateur de Graduation et au responsable de l'inclusion sociale d'UGO.

Les qualifications recommandées pour un animateur comprennent un minimum d'une licence en études de développement, en travail social ou dans un autre domaine d'études pertinent, avec de solides compétences en formation, en gestion de cas, en mentorat et en travail direct avec les communautés (en particulier les populations vulnérables/pauvres). Une année d'expérience professionnelle pertinente au sein d'un programme gouvernemental est également souhaitée, ainsi qu'une expérience antérieure dans les domaines d'intérêt de Graduation tels que la promotion des moyens de subsistance, l'autonomisation sociale et l'inclusion financière. Étant donné l'engagement direct requis avec la communauté, les candidats doivent avoir une bonne connaissance de l'arabe et résider idéalement dans la zone de mise en œuvre qui leur est assignée ou dans les environs.

Leurs rôles et responsabilités pour les différentes étapes du Programme de Graduation sont détaillés ci-dessous :

Phase de planification et de préparation
<ul style="list-style-type: none"><li>● Réaliser une cartographie des ressources communautaires des opportunités disponibles pour les participants au projet dans les zones de mise en œuvre, y compris les services complémentaires traitant de la pauvreté et de la vulnérabilité, des moyens de subsistance et de la dynamique du marché, des ressources naturelles et de l'amélioration de l'accès aux services.</li><li>● Réaliser une enquête de vérification (EV) auprès des ménages ciblés dans les micros zones pilotes afin</li></ul>



de vérifier leur éligibilité à participer au projet et de recueillir des informations supplémentaires sur des vulnérabilités spécifiques, telles que la sécurité alimentaire, la santé et l'hygiène, la préparation aux situations d'urgence et les conflits entre partenaires intimes.	
<b>Phase de mise en œuvre</b>	
<b>Cibler</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribuer au ciblage et à la sélection des ménages</li> </ul>
<b>Assortiment des moyens de subsistance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer les compétences et les capacités des participants pour les guider dans leur choix de moyens de subsistance parmi les options identifiées par l'étude de marché.</li> </ul>
<b>Mentorat et formation des participants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effectuer des visites dans les foyers pour encadrer les participants et les guider sur la gestion des moyens de subsistance, l'épargne, les comportements d'hygiène, l'éducation des enfants, la confiance en soi, une vision positive du monde, etc.</li> <li>• Faciliter ou conduire des réunions de groupes d'épargne pour la collecte de l'épargne et la distribution de l'allocation de consommation.</li> <li>• Proposer des formations sur des sujets clés (par exemple, les compétences de vie, la gestion des moyens de subsistance, l'alphabétisation financière).</li> <li>• Résoudre les problèmes liés aux moyens de subsistance ou aux problèmes personnels rencontrés par les participants.</li> </ul>
<b>Faciliter les liens</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aider à identifier les besoins de base des ménages et mettre en relation les participants avec les mécanismes/services de protection sociale appropriés (par exemple, santé, éducation, cartes d'identité nationales, transferts d'argent du gouvernement, etc.)</li> </ul>
<b>Suivi et apprentissage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôler les progrès par rapport aux critères de Graduation pendant les visites des ménages.</li> <li>• Fournir un retour d'information régulier aux superviseurs de l'UTSS pour améliorer la conception du programme et la progression des ménages.</li> </ul>

## Coordonnateur(s) de la Graduation de l'UTSS

Les coordonnateurs de la Graduation superviseront les animateurs et veilleront à la mise en œuvre des interventions du programme sur le site du projet assigné. Ils jouent un rôle crucial dans le programme de Graduation par le biais d'activités telles que l'acquisition et la distribution de biens, la gestion courante des animateurs, l'organisation de formations et le suivi des performances du programme des ménages et du personnel.

Les qualifications recommandées pour un coordonnateur de la Graduation sont au minimum une licence (de préférence une maîtrise) et au moins cinq ans d'expérience dans la gestion de projets, les opérations et/ou le suivi. Les coordonnateurs d'études ont une expérience de travail sur les programmes gouvernementaux ainsi qu'une expérience avérée dans la réduction de la pauvreté, l'inclusion économique ou le développement communautaire. Une bonne compréhension du contexte local est requise.

Leurs rôles et responsabilités pour les différentes étapes du projet Graduation sont détaillés ci-dessous.

<b>Phase de planification et de préparation</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>N/a ; le(s) coordinateur(s) de la Graduation n'existe(nt) pas encore pour la phase pilote.</li> </ul>	
<b>Phase de mise en œuvre</b>	
<b>Gérer les animateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Superviser et encadrer les animateurs de Graduation afin qu'ils puissent s'acquitter efficacement de leurs tâches.</li> </ul>
<b>Organiser des formations sélectionnées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Former les animateurs de Graduation sur les objectifs du programme, le processus de mise en œuvre et les résultats attendus</li> </ul>
<b>Superviser la mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vérifier la sélection des ménages lors du ciblage</li> <li>Diriger l'acquisition des actifs et coordonner la distribution des actifs aux participants.</li> <li>Assurer la coordination entre le personnel des finances, des programmes, de l'administration et de la direction.</li> <li>Évaluer les conditions du marché et du climat pour s'assurer que les moyens de subsistance restent viables.</li> </ul>
<b>Faciliter les liens</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier les services de base, notamment la santé, l'éducation, le gouvernement et le soutien communautaire, avec lesquels les participants peuvent être mis en relation.</li> <li>Mettre en relation les participants avec les acteurs du marché, notamment les acheteurs et les fournisseurs, avec le soutien du CRDA.</li> <li>Agir en tant que représentant du programme auprès des dirigeants locaux</li> </ul>
<b>Suivi et apprentissage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Effectuer des contrôles ponctuels des ménages pour suivre les progrès et résoudre les problèmes.</li> <li>Contrôler les activités du programme et rechercher les réactions des parties prenantes locales et des animateurs pour assurer une mise en œuvre efficace.</li> </ul>

## DRAS régional

### Officiers du DRAS "Graduation"

La Direction Régionale des Affaires Sociales (DRAS) supervisera la mise en œuvre des interventions de l'approche de "graduation". La DRAS mobilisera son personnel local notamment les travailleurs sociaux qui apporteront un soutien rapproché et régulier à l'équipe des animateurs de l'UTSS.

## CRDA régional

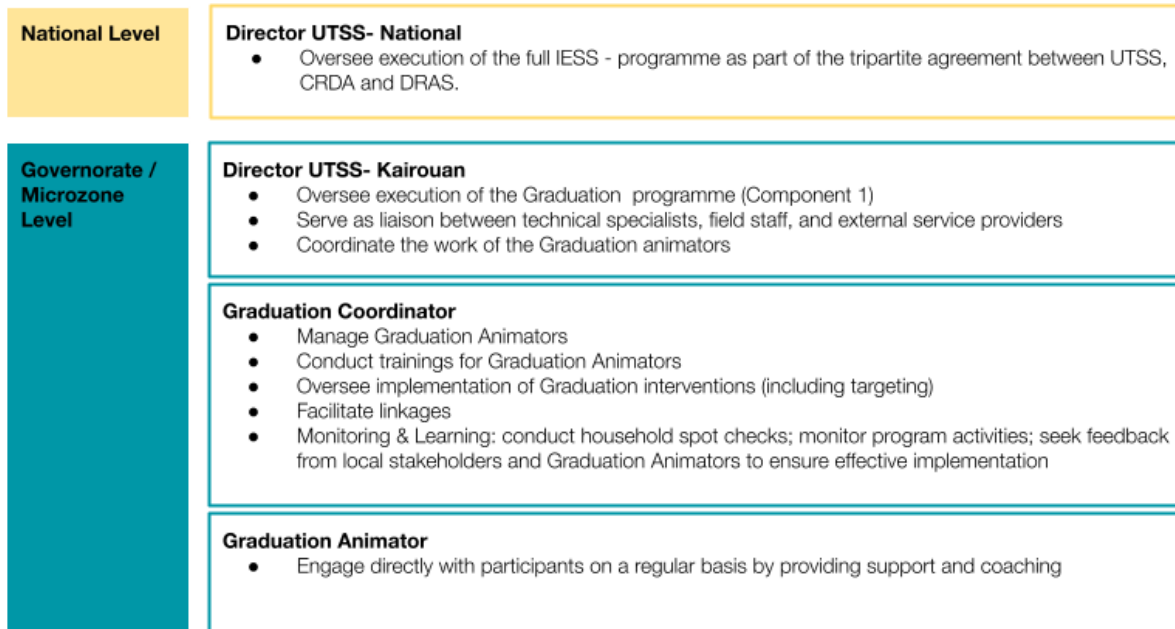
Le responsable de l'inclusion sociale de l'UGO est chargé de superviser la mise en œuvre du programme de graduation, y compris la gestion des performances de l'animateur et du coordinateur de graduation.

En bref, les responsabilités du/de la responsable de l'inclusion sociale de l'UGO sont les suivantes :

- Assurer la liaison entre les spécialistes techniques, le personnel sur le terrain et les prestataires de services externes.
- Coordonner le travail des animateurs de la cérémonie de Graduation.
- Fournir des conseils sur la conception des interventions du programme sur la base de l'évaluation sur le terrain et de la collaboration avec le personnel technique.
- Évaluer et diffuser les leçons du programme pour assurer l'apprentissage et le développement opérationnel.
- Gérer le budget du programme et suivre les dépenses liées à la mise en œuvre.
- Soutenir les activités externes liées au projet, notamment les examens des donateurs, les réunions avec les parties prenantes et les événements d'apprentissage.

## Structure hiérarchique du personnel

Pour la phase pilote du projet, le graphique ci-dessous décrit la structure du personnel.

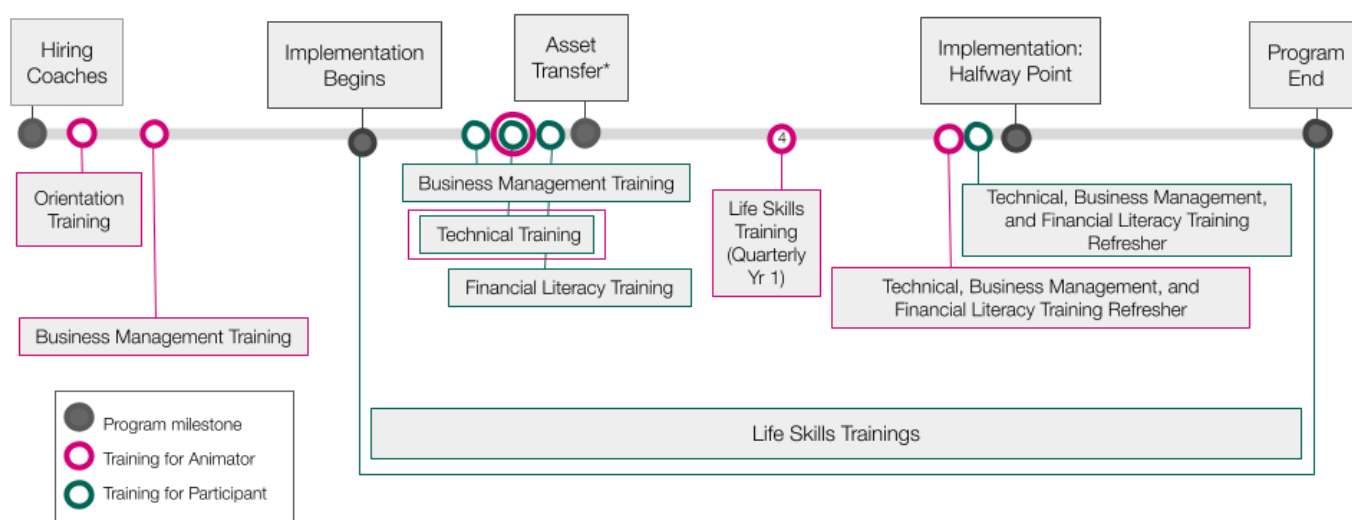


Voici le calendrier mensuel proposé pour les réunions en personne, mais il est susceptible d'être ajusté en fonction des besoins du programme, des contributions des parties prenantes et de l'impact de facteurs externes tels que le COVID-19.

## Formation du personnel

Afin de permettre une mise en œuvre efficace des interventions de Graduation, il est impératif que les projets de Graduation suivent un calendrier solide et clair pour la formation des participants et du personnel. Le graphique ci-dessous présente une vue d'ensemble de haut niveau des formations nécessaires pour le personnel et les participants à un projet de Graduation, que le personnel de mise en œuvre du projet IESS-Kairouan devrait utiliser comme ligne directrice pour la planification de la formation dans ce projet.

### Sample Timeline: Trainings



En préparation de la mise en œuvre de la phase pilote du projet IESS-Kairouan Graduation, BRAC a dispensé une formation de renforcement des capacités aux animateurs UTSS existants sur les compétences clés pour effectuer les activités préliminaires du projet. Les sujets abordés comprennent des aperçus de l'approche de la graduation, les interventions du projet IESS-Kairouan à travers chacun des cinq piliers, et le rôle du personnel de terrain en tant que coachs de première ligne. Les animateurs ont également été formés à l'utilisation d'outils pour mettre en œuvre les activités préliminaires de mise en œuvre, telles que l'enquête de vérification et la cartographie de l'aménagement paysager et des ressources.

La formation des formateurs (TOT) pour les animateurs de la graduation comprendra le renforcement de la capacité du personnel à exécuter les interventions clés dans chaque pilier de la graduation. Cette formation comprendra à la fois les animateurs nouvellement recrutés et ceux qui ont participé à la formation précédente afin de renforcer les compétences existantes et de s'assurer que le projet dote tous les animateurs de connaissances et de compétences similaires.

- **Formation sur la protection sociale**

- Inscription au PNAFN et à l'AMG
- Liens avec d'autres programmes gouvernementaux et services de base
- **Formation à la promotion des moyens de subsistance**
  - Mise en place d'ensembles de moyens de subsistance, avantages et inconvénients de diverses options de moyens de subsistance, demande des consommateurs et saturation du marché pour chaque option de moyens de subsistance, potentiel des moyens de subsistance collectifs.
  - Comment faire correspondre les ménages à des moyens de subsistance appropriés (évaluation des ressources et des compétences, et analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT)).
  - Comment former les participants sur les moyens de subsistance, y compris les compétences commerciales, l'acquisition d'actifs et le processus de transfert par rapport au soutien des transferts d'argent, et la gestion des risques.
- **Formation sur l'inclusion financière**
  - Options pour la gestion de l'épargne et des prêts, y compris la création de groupes d'épargne.
  - Gestion des groupes d'épargne, structure des réunions, évaluation de la capacité de prêt, gestion de l'endettement existant.
  - Accès aux services financiers formels
- **Formation à l'autonomisation sociale**
  - Formations aux compétences de vie, thèmes recommandés pour les compétences de vie sur la base des enquêtes de base et de vérification.
  - Élaboration d'un plan de coaching et détermination de la fréquence des visites à domicile
  - Formation aux techniques de communication et à la mobilisation communautaire par le biais de divers mécanismes.
- **Formation sur la résilience climatique**
  - Risques climatiques et adaptation au climat dans le contexte de Kairouan et impacts sur les populations vivant dans l'extrême pauvreté
  - Présentez des cartes pour mettre en évidence la distribution de l'eau, la topographie et l'isolement des communautés cibles.
  - Couvrez les implications du changement climatique sur la santé, l'éducation, le tourisme, l'agriculture, WASH (eau, assainissement et hygiène).
  - Interventions liées au climat soutenues par les animateurs (des moyens de subsistance résilients, jardins potagers, formation des femmes à l'utilisation et à l'entretien des réservoirs et des citernes de collecte des eaux de pluie)

## 4. Mise en œuvre du projet de Graduation

Cette section se concentre sur le paquet complet d'interventions pour les ménages participants, y compris l'assistance fournie directement par le projet Graduation ainsi que les liens avec les ressources existantes du gouvernement ou des ONG. Comme l'UTSS, le CRDA et le DRAS offrent une gamme de programmes différents à travers Kairouan, ces interventions de

graduation sont conçues pour converger les services existants de développement des moyens de subsistance et de la résilience climatique disponibles dans les sites de mise en œuvre. Cela fait référence aux animateurs locaux disponibles, aux régimes de protection sociale existants, aux cliniques de santé et aux services d'éducation, tout en introduisant de nouvelles interventions avec la régularité et l'intensité requises pour que les ménages développent des moyens de subsistance durables et résistants au climat.

La mise en œuvre d'un programme de Graduation est un processus intensif et itératif qui implique l'opérationnalisation des activités clés dans la sélection des participants et les interventions à travers les quatre piliers, ainsi que le suivi constant des progrès du programme et des ménages et l'ajustement des activités en conséquence. Le calendrier type de la graduation comprend six mois de finalisation de la conception et d'activités de planification, suivis de six mois de recrutement et de formation du personnel, ainsi que de la préparation et de la formation sociale des ménages en vue de la relocalisation, et se termine enfin par 18 à 24 mois de mise en œuvre. Pour la phase pilote du projet IESS-Kairouan Gradation, les activités de planification pour la mise en œuvre à grande échelle du projet se poursuivront tandis que la mise en œuvre des interventions du projet pour un petit cadre de ménages à travers les animateurs UTSS existants commence. Une phase de planification prolongée a précédé le lancement du pilote.

## Processus de ciblage

### Choix du site

La zone du projet comprend 40 secteurs administratifs, 7 délégations et 105 micro-zones au total. Le ciblage géographique du projet IESS-Kairouan Gradation privilégie les critères suivants :

1. Au moins 63 % de la population de la micro zone sont des ménages pauvres.
2. Difficultés accrues d'accès à l'eau
3. Des niveaux accrus de vulnérabilité climatique et de dégradation de l'environnement

Pour la sélection des micros zones pilotes, une approche participative a été adoptée avec l'implication de toutes les parties prenantes.

Reconnaissant l'approche pilote de la mise en œuvre initiale du projet, les ménages spécifiques identifiés dans l'enquête de base résidant dans les micro-zones Soudan 1, 2 et 3 ont été priorités sur la base des critères suivants :

1. Une liste de micro-zones a été soumise par le DRAS sur l'ensemble de la zone du projet (le nombre total de micro-zones est de 68 micro-zones).
2. Établissement en coordination avec le CRDA de cartes de vulnérabilité à la sécheresse et aux inondations dans les zones du projet.
3. Étant donné qu'il s'agit d'une phase pilote, le CRDA a recommandé de commencer par la délégation de Hajeb Layoun parce qu'ils ont des études techniques récentes et ils ont

l'intention de commencer les activités de mise en œuvre de la composante 2 dans cette délégation.

4. Sur la base des résultats de l'étude de la vulnérabilité climatique aux inondations et à la sécheresse, les parties prenantes ont convenu de présélectionner trois secteurs pilotes, à savoir Serja, Chouachi et Kantra (situés dans les régions les plus vulnérables au changement climatique).
5. Pour bien orienter la sélection, des réunions de consultation ont été organisées avec des experts des administrations techniques du CRDA (ressources en eau, conservation des eaux et des sols, femmes rurales, etc.) ainsi que des experts locaux (unité territoriale pour l'agriculture). Après ce processus de consultation, il a été convenu que la sélection serait constituée du secteur de Serja qui comprend trois micro-zones pilotes (Souden 1, Souden 2 et Souden 3) comme plan A et du secteur de Chouachi comme plan B.
6. Pour confirmer la "sélection du bureau", une visite de confirmation sur le terrain a été effectuée, suivie de réunions avec les autorités locales pour confirmer les résultats de la sélection du bureau. La visite sur le terrain, qui a été effectuée en présence de représentants de toutes les parties prenantes, a confirmé la pauvreté de la zone, sa vulnérabilité climatique, son isolement, la coupure des routes pendant les inondations et l'absence d'unités de santé de base.
7. Enfin, il a été convenu par toutes les parties prenantes de confirmer la sélection de Souden 1, Souden 2 et Souden 3 comme trois micro-zones pilotes pour commencer la mise en œuvre de la première composante du projet.

## Profil du participant

Afin d'être éligible pour la participation au projet de graduation de l'IESS-Kairouan, les ménages doivent :

- être enregistré dans la base de données DRAS comme famille nécessiteuse (FN) ou famille à faible revenu (FRL)
- contenir au moins un membre du ménage ayant la capacité de développer l'actif générateur de revenus (AGR).

Il est important de noter que le projet IESS-Kairouan Graduation fournit des niveaux de soutien variables aux ménages participants en fonction de leurs besoins, ce qui est reflété dans leur statut de famille nécessiteuse (FN) ou de famille à faible revenu (FRL). Les PN sont ciblés pour participer à la fois aux interventions au niveau des ménages (par exemple, transferts d'argent et d'actifs) et aux interventions au niveau des infrastructures (par exemple, accès accru aux centres d'éducation préscolaire), tandis que les FRL ne sont éligibles qu'aux interventions au niveau des infrastructures.

## Processus de ciblage

### Ciblage des autres micro-zones

Le point de départ du processus de ciblage commence par l'utilisation du registre national. Cette base de données a été mise à jour par DRAS. Le nombre actualisé de familles situées dans la zone du projet est de 14 582 familles, dont 4 948 FN et 9 634 FRL.

Malheureusement, 7 811 familles (54% du total des familles) n'avaient pas de coordonnées GPS dans la base de données et, en raison de l'absence de couverture réseau dans les zones reculées, il était impossible pour les équipes DRAS de relever les coordonnées. Après vérification, les familles sans coordonnées GPS sont des familles situées dans les zones les plus reculées.

Compte tenu de la grande quantité de données manquantes, il est impossible de les collecter dans un délai raisonnable, ce qui ne permet pas d'utiliser la méthode cartographique pour le ciblage des micro-zones (les plus vulnérables ne seront pas représentés sur la carte). Par conséquent, la sélection cartographique sera dans ce cas un critère d'exclusion.

Compte tenu de toutes ces contraintes, une autre méthode a été adoptée pour cibler les familles bénéficiaires, à savoir la suivante :

1. Création d'une équipe de ciblage locale composée de la DRAS, du CTV, de l'UTSS et du Délégué (Omda) (représentant les autorités locales).
2. Identification participative et proposition de trois micro-zones par secteur avec une forte densité de FN et FRL, par cette équipe de ciblage locale.
3. La sélection des micro-zones sera validée par le Conseil Local de Développement (CLD) qui sera associé aux représentants des communes comme indiqué dans le PIM.
4. Vérification sur le terrain par les animateurs de l'UTSS de la sélection avec possibilité d'ajustement.
5. Après vérification sur le terrain, dans le cas où plus de 3 micro-zones sont présentes dans un secteur, ou que le nombre de familles dépasse 60 familles comme indiqué dans le PIM, les micro-zones/familles bénéficiaires seront priorisées selon les critères suivants :

1. Nombre de familles nécessiteuses dirigées par des femmes
2. Nombre de familles nécessiteuses avec de jeunes chômeurs

**Note :** pour faciliter le processus de ciblage, il a été convenu **de commencer par les délégations ayant les taux de pauvreté les plus élevés et qui sont les plus vulnérables au changement climatique**. Compte tenu de ce critère, il a été convenu ce qui suit :

- **La première cohorte** : Oueslatia, Ain Jloula et El Alaa
- **La deuxième cohorte** : Hajeb Layoun et Haffouz
- **La troisième cohorte** : Sbikha et Chebika



Comme convenu, DRAS au niveau local (Oueslatia, Ain Jloula et El Alaa) en coordination avec CTV et les autorités locales ont sélectionné des bénéficiaires et des micro-zones qui ont été approuvés par CRDA et seront validés par le conseil de développement local en septembre 2022.

## Enquête de vérification

Une fois que les ménages sont sélectionnés pour participer au projet de graduation de l'IESS-Kairouan à travers les directives mentionnées ci-dessus, une enquête de vérification est menée pour recueillir des informations supplémentaires sur la démographie et les vulnérabilités des ménages. Ces données supplémentaires sur la situation des ménages permettent de s'assurer que les interventions du projet sont hautement conceptualisées pour répondre à des vulnérabilités spécifiques, et que le personnel du projet et les participants sont en mesure de suivre de près les progrès des ménages vers la résilience tout au long du projet.

## Mécanisme de redressement des griefs

Des mécanismes de doléances doivent être créés pour garantir que les membres de la communauté disposent d'un moyen de contester la sélection par erreur des ménages ciblés. Les mécanismes de doléances seront également un moyen de corriger les erreurs d'inclusion ou d'exclusion, d'enquêter sur les plaintes de manière indépendante et d'ajuster la liste des ménages ciblés en conséquence.

## Protection sociale

Dans l'approche de la gradation, les interventions relevant du pilier de la protection sociale servent à fournir aux ménages participants un soulagement immédiat de leurs besoins de base par la fourniture de produits de première nécessité, tels qu'un transfert d'argent ou des provisions alimentaires, l'accès aux services de santé, l'assainissement de l'eau, des informations sur une meilleure hygiène et l'accès à une éducation de haute qualité pour les enfants. Pour le contexte spécifique du projet IESS-Kairouan Graduation, les interventions de protection sociale servent à lisser la consommation des ménages, à fournir des filets de sécurité et à promouvoir des stratégies d'adaptation positives en cas de crise.

### **Structure de mise en œuvre de la protection sociale**

Structure de mise en œuvre	
Intervention	Dirigé par
Cartographie de l'éligibilité aux programmes gouvernementaux, aux ressources locales et aux services de base	Animateurs
S'assurer que les ménages reçoivent les transferts PNAFN et utiliser l'AMG pour les soins médicaux si nécessaire.	Animateurs
Soutenir les ménages dans la gestion des jardins potagers	Animateurs

Amélioration de l'accès à l'eau potable (par exemple, citernes de collecte d'eau)	CRDA (Composante 2 du projet IESS-Kairouan)
Accès accru aux centres d'éducation préscolaire	UTSS
Protection climatique de 50 km de routes d'accès rurales	CRDA (Composante 1.1 du projet IESS-Kairouan)

## PNAFN

Le Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN) est un programme de protection sociale créé par le gouvernement tunisien en 1986. Il est mis en œuvre par le ministère des Affaires sociales, département de la promotion sociale, et vise à fournir une aide financière aux familles les plus vulnérables en Tunisie. En 2015, le PNAFN desservait 225 525 ménages dans tout le pays.<sup>1</sup>

En termes d'interventions, le PNAFN fournit aux ménages une aide financière mensuelle, l'attribution de cartes de soins gratuits par le biais de l'AMG I, et un transfert monétaire supplémentaire pour les ménages ayant des enfants en âge scolaire. Le transfert monétaire mensuel du PNAFN s'élève à 150 TND, tandis que les ménages ayant des enfants en âge d'être scolarisés reçoivent 10 TND par mois par enfant jusqu'à trois enfants et 30 TND au début de chaque année scolaire.<sup>2</sup>

Les critères d'éligibilité établis par le gouvernement tunisien pour la participation au PNAFN donnent la priorité au revenu et à la démographie des ménages, et sont documentés dans la circulaire n° 5 du ministère des Affaires sociales du 16 mai 1998.<sup>3</sup> Premièrement, le critère stipule que le revenu d'un ménage doit être inférieur au seuil de pauvreté tel qu'évalué par l'Institut tunisien de la statistique.<sup>4</sup> Le seuil de pauvreté national établi en 2015 (585 TND par an ou 1,25 USD par jour) est actuellement utilisé comme cette référence. Deuxièmement, des indicateurs socio-économiques supplémentaires pour les ménages sont pris en compte pour déterminer l'éligibilité, à savoir la taille du ménage, le nombre de membres du ménage souffrant d'un handicap et/ou d'une maladie chronique, et les conditions de vie du ménage (par exemple le logement et les biens).<sup>5</sup>

L'éligibilité des ménages est revue tous les deux ans. Les bénéficiaires doivent se rendre chaque année au bureau d'aide sociale et obtenir un tampon sur leur carte de soins de santé gratuits. Cette carte de santé et le statut PNAFN peuvent être révoqués si l'assistant social estime que le ménage n'est plus éligible. Un système d'information sur le programme contient

<sup>4</sup><https://socialprotection.org/fr/discover/programmes/programme-national-d%E2%80%99aide-aux-familles-n%C3%A9cessiteuses-pnafn-national-programme>

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Abbiate, T. (2017). *Programme national tunisien d'assistance aux familles en difficulté*. Recommandation sur les planchers de protection sociale - Principes de base pour des solutions innovantes, chapitre 8.

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Ibid.

des informations sur les montants des prestations versées à chaque ménage (identifié par le numéro d'identification gouvernemental du bénéficiaire du PNAFN) en termes d'aide financière mensuelle par le biais de l'agence nationale des services postaux (La Poste Tunisienne).

Dans le cadre du projet IESS-Kairouan Graduation, les critères d'éligibilité des ménages établis dans la section de *ciblage* garantissent que les familles nécessiteuses sont éligibles pour le soutien PNAFN. Les animateurs de l'UTSS sont donc chargés (a) d'aider les ménages ciblés à s'inscrire au programme PNAFN, (b) de s'assurer que les transferts fournis par le biais du programme sont bien reçus par les ménages, et (c) de canaliser tout problème d'accès au PNAFN et/ou de suffisance de l'aide du PNAFN pour répondre aux besoins des ménages vers les coordinateurs de graduation et le responsable de l'inclusion sociale de l'UGO.

Le rôle des animateurs est d'encourager les ménages de s'inscrire au PNAFN au niveau des comités locaux des affaires sociales. En revanche, les animateurs s'assureront que les ménages remplissent les conditions administratives (par exemple, la possession d'une carte d'identité nationale) avant de déclarer l'intention de chaque ménage de participer au programme, c'est le rôle des travailleurs sociaux / le comité local, les animateurs peuvent sensibiliser et inciter l'inscription.

### **Assistance Médicale Gratuite I**

Le programme *Assistance Médicale Gratuite* (AMG) est un régime de protection sociale mis en place par le gouvernement tunisien en 1998. Le programme fournit des soins de santé gratuits dans les centres de santé publics aux familles à faibles revenus en Tunisie. Il existe deux catégories distinctes de bénéficiaires de l'AMG, l'AMG I qualifiant les participants pour des soins médicaux gratuits tandis que l'AMG II qualifie les participants pour des soins médicaux subventionnés.<sup>6</sup> AMG I fournit actuellement des services à 230.000 ménages à travers la Tunisie, et AMG II dessert actuellement environ 620.000 ménages.

L'AMG I est mis en œuvre en tant que sous-composante du PNAFN, de sorte que les ménages sont automatiquement inscrits au programme s'ils remplissent les critères d'éligibilité pour participer au PNAFN, ce qui garantit que tous les ménages participants sont sous le seuil de pauvreté. L'AMG II est destiné aux familles disposant de ressources financières plus importantes (par exemple, le revenu annuel du ménage est supérieur au seuil de pauvreté, mais inférieur à 1 Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) pour un ménage de deux personnes). Étant donné que les familles nécessiteuses participant au projet IESS-Kairouan Graduation seront éligibles pour le soutien PNAFN, elles seront également éligibles pour la participation à AMG I.

Dans le cadre du projet de graduation IESS-Kairouan, les animateurs UTSS sont chargés de s'assurer que les ménages (a) reçoivent leur carte de santé gratuite AMG I lors de l'inscription au PNAFN, (b) ont accès et utilisent les services de soins de santé fournis par AMG I lorsque les services de santé sont nécessaires, et (c) canalisent tout défi à l'accès des ménages aux

---

<sup>6</sup><https://socialprotection.org/discover/programmes/assistance-m%C3%A9dicale-gratuite-amg%E2%80%944free-medical-assistance>

services fournis par AMG I et/ou à la suffisance de l'appui du PNAFN pour répondre aux besoins des ménages aux coordinateurs de graduation et au responsable de l'inclusion sociale de l'UGO.

## Admissibilité aux programmes gouvernementaux

Reconnaissant que d'autres programmes fournissant un soutien pour les services de base existent souvent dans les zones de mise en œuvre en plus des interventions fournies dans le cadre d'un programme de Graduation, les ménages participants sont souvent liés à d'autres services de soutien en fonction de leurs circonstances spécifiques. La réalisation d'un exercice de cartographie des ressources communautaires permet d'identifier ces ressources/opportunités complémentaires disponibles par le biais de programmes publics et privés afin que les participants puissent être mis en relation avec ces services tout au long de la mise en œuvre.

En préparation de la mise en œuvre de la phase pilote du projet IESS-Kairouan Graduation, les animateurs de l'UTSS ont cartographié l'accès et l'accessibilité des services de base fournis par le gouvernement, la communauté et les OSC locales dans les sites de mise en œuvre pilote, y compris les services axés sur les soins de santé primaires, la scolarité, la garde d'enfants, l'eau et l'assainissement, la collecte des ordures, et le transport public. Au cours de la mise en œuvre, les animateurs seront responsables de la mise en relation des ménages avec les services complémentaires qui sont pertinents pour les circonstances spécifiques de chaque ménage (par exemple, la mise en relation des ménages avec des enfants avec les services de développement de l'enfant). Les animateurs de l'UTSS s'assureront également que les ménages éligibles disposent des documents appropriés pour bénéficier de ces programmes.

Un exemple de tableau de correspondance est présenté ci-dessous. L'outil de cartographie pour les trois sites pilotes se trouve en annexe, et sera mis à jour tout au long de la mise en œuvre du projet afin de constituer un guide de référence vivant et itératif pour les animateurs.

**Tableau 17 : Exemple de cartographie des installations locales qui fournissent des services de base**

Pilier de Graduation	Types de services	
<b>Protection sociale</b>	L'assistance sociale (allocation d'invalidité, pensions et autres régimes publics), les établissements de santé, les établissements d'enseignement et les services de développement ou d'aide à l'enfance.	Pour chacun de ces services, les animateurs doivent recueillir des informations sur : Noms et localisation des installations <ul style="list-style-type: none"> <li>● Types de services disponibles, par exemple la vaccination des enfants.</li> <li>● Population visée et critères d'éligibilité</li> <li>● Heures de service et informations de contact</li> <li>● Coûts des services</li> <li>● Qualité des services</li> <li>● Comment accéder/appliquer aux services</li> </ul>
<b>Promotion des moyens de subsistance</b>	Compétences professionnelles, services de développement des entreprises, emploi salarié et zones de marché commercial	
<b>Inclusion financière</b>	Institutions de microfinance formelles, systèmes de microfinance informels,	

	groupes d'entraide, subventions professionnelles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Accessibilité au genre</li> <li>● Financement</li> <li>● Service public ou privé</li> </ul>
<b>Autonomisation sociale</b>	Organisations à base communautaire, ONG locales et ONGI	

## Jardins de cuisine ou jardins potagers

Les jardins potagers, destinés à l'autoconsommation, sont financés par le projet Graduation dans le but d'améliorer la situation nutritionnelle des familles. Les ménages recevront des intrants techniques appropriés (par exemple, des semences, des sacs/conteneurs, de la terre et du terreau, des engrais, et une formation à la gestion du jardin sur l'arrosage, la lutte contre les parasites, la propagation) afin qu'ils soient bien équipés pour développer et profiter de leurs jardins. Les animateurs de graduation de l'UTSS sont chargés d'équiper les ménages des outils et des ressources nécessaires à la mise en œuvre de cette intervention. Le projet peut souhaiter piloter les jardins potagers dans une zone de projet d'abord (par exemple Souden) avant de s'étendre à de nouvelles micro-zones et délégations.

Des détails supplémentaires sur l'intervention des jardins potagers (par exemple, les modalités de mise en œuvre telles que les jardins en sacs/conteneurs, les cultures préférées, les besoins nutritionnels de la communauté, les exigences en matière de semences et de sol, et les sujets de formation) sont inclus dans la formation pertinente sur les compétences de vie. La poursuite de l'orientation de la mise en œuvre de cette intervention dépend donc de la discussion future sur ce qu'implique l'intervention des potagers entre les parties prenantes du projet.

Le projet doit s'efforcer de mettre en œuvre les jardins potagers de la manière qui nécessite le moins de travail et d'eau, comme les jardins en sacs/conteneurs. La création de citernes dans le cadre de la composante 2.1 du projet IESS-Kairouan vise à valoriser les ressources en eau de pluie collectées par les structures de stockage. Ces ressources en eau peuvent permettre l'irrigation d'appoint des cultures maraîchères des potagers.

## Interventions au niveau des infrastructures

### Des routes à l'épreuve du climat

La sous-composante 2.1, Infrastructures productives et adaptation au changement climatique, du projet IESS-Kairouan vise à renforcer le potentiel productif à Kairouan au profit des petits producteurs. Il vise également à revigorer les eaux souterraines, à accroître l'efficacité de l'utilisation de l'eau et à améliorer les infrastructures en collectant les eaux de pluie.

L'une des interventions clés de cette sous-composante est de développer les routes d'accès rurales en intégrant des mesures d'adaptation au changement climatique pour améliorer leur durabilité. Plus précisément, le projet vise à développer de courtes sections (10 km) de routes d'accès rurales, soit 100 km de route au total.

## Accès à l'eau potable

La sous-composante 1.1 du projet IESS-Kairouan, Modernisation et gestion des infrastructures sociales, vise à réhabiliter les systèmes de puits profonds (DWS), notamment en augmentant l'efficacité des infrastructures hydrauliques et en réduisant les coûts de pompage. Il vise également à améliorer l'accès à l'eau potable par la réhabilitation / extension des réseaux d'eau et la réalisation de branchements individuels et d'assainissement si nécessaire. Les interventions comprendront des options favorisant les énergies renouvelables (pompage solaire).

Le projet suppose que la mise en œuvre de ces interventions aura des retombées bénéfiques pour les ménages participant au projet Graduation.

## Centres d'éducation préscolaire

Dans le cadre de la sous-composante Graduation (1.2) du projet IESS-Kairouan, deux télécentres seront créés dans la zone d'exécution du projet. Le modèle de télécentre est un centre géré par un facilitateur qui aide les personnes à apprendre, à se former et à se connecter à des opportunités d'emploi. Le télécentre permet aux populations isolées, notamment les jeunes et les femmes, d'accéder de manière appropriée aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, ce qui leur ouvre de nouvelles possibilités de formation, d'information, de communication et de mise en réseau dans le but d'améliorer leurs conditions de vie, leur niveau de qualification et leur accès à l'emploi.

Le projet suppose que la mise en œuvre de cette intervention aura des retombées bénéfiques pour les ménages participant au projet Graduation.

## Promotion des moyens de subsistance

Au cœur de l'approche de la gradation se trouvent les moyens de subsistance durables qui favorisent la génération de revenus et l'amélioration du bien-être économique des ménages vulnérables. L'intégration de la promotion des moyens de subsistance aux autres piliers de la gradation renforce la génération de revenus et la sécurité alimentaire, encourage l'épargne et protège contre les stratégies d'adaptation négatives.

### ***Structure de mise en œuvre de la promotion des moyens de subsistance***

Structure de mise en œuvre	
Intervention	Dirigé par
Évaluation du marché local	Consultant en évaluation de marché
Fourniture d'actifs aux ménages	Animateurs
Formation technique spécialisée pour des moyens de subsistance spécifiques	Fournisseur de formation aux services techniques

Formation technique et de gestion d'entreprise sur les moyens de subsistance	Animateurs
Contrôles réguliers du bien-être des moyens de subsistance (par exemple, santé des actifs vivants, rentabilité, risques/préoccupations).	Animateurs
Liens avec des services complémentaires (par exemple, des coopératives)	Animateurs

## Évaluation du marché

Une évaluation complète et localisée du marché est la clé du succès de tout programme de Graduation, car elle permet de s'assurer que les actifs générateurs de revenus des ménages sont calibrés pour une rentabilité et une durabilité optimale par rapport aux marchés locaux. Grâce à l'évaluation de facteurs économiques tels que la demande, la saturation du marché, les services publics et les politiques et réglementations du marché, ainsi que de facteurs sociaux tels que les différences liées au genre dans l'accès et l'utilisation du marché, l'évaluation du marché fournit une liste d'AGR qui sont durables dans le contexte local et parmi lesquelles les participants choisiront leurs moyens de subsistance. *La version finale des informations contenues dans cette section sera disponible après validation de l'évaluation du marché.*

Pour le projet IESS-Kairouan Graduation, une entreprise a été contractée pour effectuer une évaluation du marché qui est localisée au gouvernorat de Kairouan. L'évaluation est réalisée dans sept micro-zones afin d'être suffisamment représentative de la diversité socio-économique et géographique du gouvernorat.

Les principaux résultats de l'évaluation du marché seront inclus dans le rapport final soumis par le consultant, qui comprendra les éléments suivants :

1. Une liste exhaustive des AGR spécifiques à chacune des sept micro-zones sélectionnées pour l'évaluation ;
2. Une analyse de rentabilité de chaque AGR proposé, y compris les recettes et dépenses estimées, le retour sur investissement et la formation nécessaire ;
3. Une "boîte à outils pour le profilage des ménages" qui aide les animateurs à faire correspondre les ménages aux AGR ; et
4. Une liste des besoins pour chaque AGR en termes de formation technique et autres services d'accompagnement, y compris des recommandations pour les prestataires de services locaux.

Pour les animateurs de graduation, la liste des AGR pour le contexte du projet et la boîte à outils de profilage des ménages sont les résultats les plus pertinents de l'évaluation du marché, car ces outils les aident à faire correspondre les participants avec des moyens de subsistance appropriés. Le rôle de l'animateur est de s'assurer que les participants sont mis en relation avec des moyens de subsistance qui sont optimaux au regard des compétences, de la démographie et des préférences de chaque ménage. Les animateurs y parviennent en communiquant

clairement aux ménages les options de moyens de subsistance qui s'offrent à eux dans le cadre du projet Graduation, afin qu'ils soient en mesure de prendre une décision éclairée lors du choix de leur moyen de subsistance. Dans les cas où le moyen de subsistance choisi par un ménage n'est pas jugé faisable compte tenu de son passé et/ou du marché local, les animateurs sont également chargés d'aider les ménages à choisir un autre moyen de subsistance.

## Paquets de moyens de subsistance

Les paquets de moyens de subsistance dans un projet de graduation consistent en un ensemble de ressources et de formations que le projet doit fournir aux participants afin de les préparer à réussir à prendre un moyen de subsistance nouveau ou amélioré. Il est essentiel que les paquets de moyens de subsistance soient adaptés à chaque contexte de projet unique, y compris la prise en compte de la diversité socio-économique et géographique des sites de mise en œuvre au sein des projets, afin de garantir que toutes les options de moyens de subsistance sont viables sur les marchés locaux, que les participants peuvent les entreprendre et qu'elles constituent une source de revenus suffisante et durable.

Une évaluation du marché local est un moyen essentiel de s'assurer que les paquets de moyens de subsistance sont informés des réalités contextuelles. Comme mentionné dans la section précédente, ces évaluations prennent en compte les avantages et les inconvénients des différentes options de moyens de subsistance, la demande des consommateurs et la saturation du marché pour chaque option de moyens de subsistance afin de développer un menu d'options de moyens de subsistance pour faire correspondre les ménages aux moyens de subsistance appropriés (sur la base d'une évaluation des ressources et des compétences, et d'une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT)). Les évaluations du marché sont également à la base des formations aux moyens de subsistance sur les compétences commerciales, le processus d'acquisition et de transfert des biens et la gestion des risques, qui sont dispensées aux participants dans le cadre du programme de subsistance qu'ils ont choisi.

Dans le contexte du projet de graduation de l'IESS-Kairouan, les animateurs de graduation sont responsables de l'appariement des participants avec les paquets de moyens de subsistance appropriés. L'évaluation du marché local du projet fournira un menu d'options de moyens de subsistance pour aider les animateurs à guider les participants dans le choix d'un moyen de subsistance qui correspond aux ressources, aux compétences et aux options de marché de chaque ménage. Les animateurs sont également chargés de dispenser des formations techniques initiales et de recyclage aux participants afin de renforcer leur capacité à mettre en œuvre leurs moyens de subsistance.

Vous trouverez ci-dessous un exemple de paquet de moyens de subsistance provenant d'une évaluation de marché pour un projet de graduation dans un autre projet. Les paquets de moyens de subsistance spécifiques au projet seront déterminés comme le produit final de l'évaluation du marché, qui sera achevée en septembre 2022. Le paquet d'intrants suivant est destiné à permettre aux participants de développer a) une AGR d'élevage de moutons et b) une AGR basée sur le margoum. *La présentation de ces paquets dans le rapport final d'évaluation*



du marché est accompagnée d'un plan d'affaires détaillant des informations supplémentaires sur les coûts de formation, les considérations de sélection du profil du participant idéal et les considérations de marché.

#### A) Exemple d'une AGR basée sur l'élevage : Sheep raising/Elevage des brebis

##### Coût d'investissement :

Composantes d'investissement	Quantité	P. U	Coût total (DT)
Aménagement bergerie			1500
Acquisition du cheptel			
Jeunes Brebis (18 mois) Barbarine à grosse queue	15	750	11 250
bélier	01	900	900
Matériel d'élevage			
Mangeoires	03	80	240
Abreuvoirs	03	30	90
Fonds de roulement			1000
<b>Total Investissement</b>			<b>14 980</b>

##### Charges d'exploitation :

Désignation	Charges annuelles (DT)	
charges de pâture (frais d'accès à au pâturage)	23 dinars par an par brebis	368
Fourrage (foin, cactus)	10 DT par an par brebis	160
Concentré	40 DT par an par brebis	640
Frais vétérinaires	5 DT par an par brebis	80
<b>Total des charges</b>		<b>1248</b>

**Nombre d'agneaux/agnelles nés la première année :  $15 \times 150\% =$  à peu près 23**

**Nombre d'agneaux nés la première année** : sur la base de l'hypothèse suivante : 50% hommes 50% femmes 12 agneaux à vendre

**Prix de vente d'un agneau (âgé 8 mois)** : 500 - 850 dinars, sur la base d'un prix du mouton sur pied de 15 dt / Kg

**Chiffre d'affaires** :  $(500+850) / 2 * 12 = 675 * 12 = 8100$

**Charges opérationnelles (Charge d'élevage d'un agneau/agnelle)** :  $90DT/Tête = 90*23= 2070 DT$

**Charges totales** :  $2070+1248 = 3 318$

**Résultat brute de l'exploitation : RBE = 4782 / an** (ce résultat augmentera rapidement d'une année à l'autre en raison de la naissance des agnelles qui vont être dédiées à l'augmentation du cheptel ce qui garantira par la suite la durabilité de l'AGR et plus de revenus pour les bénéficiaires)

## B) Exemple d'une AGR basée sur un produit : Margoum

### Matériels et Equipements

Désignations	Quantité	Prix unitaire	Coût total (DT)
<b>Equipement atelier</b>			<b>2920</b>
<b>Métier à tisser ( " Ennoul ")</b> (vertical, métallique, largeur de travail 2,5 à 3 m)	01	1000	1000
Bancs en bois et coussin d'assise	02	200	600
Ventilateurs de plafond (et coût fixation)	01	150	150
Lot chauffage à Gaz et Bouteille à gaz	01	520	520
Autres équipements (tables, caisses, etc.)			650
<b>Outils de tissage</b>			<b>460</b>
Ciseaux à bouts ronds	02	75	150
Peigne à tasser (en bois et métal)	02	70	140
Brosse	01	40	40
Lot Matériel de dessin des motifs (papier quadrillé, toile, stylos feutre...)	01	100	100
Décamètre	01	30	30
<b>Total</b>			<b>3380</b>

**Charges d'exploitation** en année de croisière

Désignation	Quantité	Coût unitaire (DT)	Coût par type de charge (DT)
<b>Variables de charges</b>			<b>1906</b>
Fil de chaîne (65,28 x 0,8 kg)	52,224	10	522
Fil de laine (65,28 x 1,2 kg)	78,336	12	940
Charges de commercialisation			294
Frais de déplacement			150
<b>Charges de structure</b>			<b>230</b>
Electricité (4 trimestres)	4	50	200
Gaz	3	10	30
<b>Total des charges</b>			<b>2 136</b>

#### Chiffre d'affaire (pour une seule artisane)

	Quantité vendue	Prix de vente	CA annuel (DT)
Margoums noué "Alloucha" (qualité supérieure ou 1 <sup>er</sup> choix)	65,28 <sup>m2</sup>	100	6528
<b>Total</b>			<b>6528</b>

#### Amortissement: 745 DT

- Amortissement du local :  $6000 / 20 = 300$  DT
- Amortissement équipements :  $2920 / 10 = 292$  DT
- Amortissement Outils de tissage :  $460 / 3 = 153$  DT

#### Compte de résultat

Postes	Montant (DT)
Total Produit	6 528 DT
Total des charges	2 136 DT
Excédent Brut d'exploitation (EBE)	4 392 DT
Dotation aux amortissements	745 DT
Résultat net	3 647 DT

## Acquisition et transfert d'actifs

L'acquisition d'actifs implique de multiples étapes et doit être planifiée et préparée avant la mise en œuvre du pilier des moyens de subsistance afin de garantir une distribution en temps voulu. Les transferts doivent coïncider avec la fin de la formation technique sur les moyens de subsistance. Les animateurs seront chargés d'identifier les vendeurs et fournisseurs éligibles de biens de subsistance à recommander pour les appels d'offres. *La version finale des informations sur l'acquisition et le transfert d'actifs est à venir après la validation de l'évaluation du marché.*

Les programmes de fin d'études comprennent généralement deux mécanismes de transfert des biens de subsistance aux participants :

- **Transfert indirect du projet au ménage** : par le paiement de la valeur marchande du bien (c'est-à-dire l'allocation de subsistance) au ménage. Les animateurs accompagnent le participant lors de l'achat de biens de subsistance afin de le guider et de vérifier son choix.
- **Transfert direct de l'actif par le projet au ménage** : Les coordinateurs et les animateurs de la graduation prépareront les spécifications et le paquet d'actifs, sélectionneront les fournisseurs appropriés pour l'approvisionnement et superviseront la distribution physique des actifs aux ménages. Ils organiseront également la logistique pour le stockage et la distribution des biens si cela n'est pas prévu dans le cadre de l'appel d'offres et de la passation de marché avec les fournisseurs. L'acquisition d'actifs peut inclure du bétail, des machines à coudre, des produits d'épicerie, un chariot de nourriture, etc. et sera transférée directement aux participants dans une zone commune de la communauté.

Lorsque l'on envisage d'étendre le programme, la modalité de transfert des actifs doit être fixée en fonction de la disponibilité des actifs sur le marché et peut différer selon les conseils communautaires. La géographie et l'éloignement joueront également un rôle important dans cette décision. Questions clés pour le choix des transferts en espèces ou en nature :

- Disponibilité d'un ou de plusieurs biens appropriés sur les marchés locaux, y compris la capacité des acteurs du marché à réapprovisionner le bien en temps voulu ;
- Accès au marché par les ménages participants, y compris l'accès physique ou géographique ;
- Les obstacles tels que le handicap (limitations physiques ou de communication telles que la cécité ou la surdité) ou la stigmatisation sociale ;
- Les effets de l'augmentation de la demande sur les prix du marché et la disponibilité des produits (par exemple, augmentation des prix, augmentation de l'offre) ; et
- Disponibilité des vendeurs desservant la communauté visée.

## Formation des participants sur les moyens de subsistance

Une fois que les ménages ont choisi leur moyen de subsistance, un expert ou un consultant local dispense une formation sur la manière de gérer ce moyen de subsistance lors d'un atelier d'un ou deux jours. Des plans plus détaillés pour la formation des participants sur les moyens de subsistance seront élaborés en fonction de la détermination des ressources et des compétences nécessaires aux ménages pour mettre en œuvre chaque option de moyens de subsistance, qui seront fournies par l'évaluation du marché. Par exemple, pour les moyens de subsistance basés sur l'élevage, un consultant externe (par exemple, une expertise identifiée par le CRDA) créera et fournira un contenu pertinent et dispensera une formation sur la gestion du bétail. Toutes les leçons de la formation sur les moyens de subsistance seront renforcées par les animateurs. *De plus amples détails sur la formation aux moyens de subsistance sont à venir après la validation de l'évaluation du marché.*

Formation sur les moyens de subsistance	
Exemple de sujet	Sous-sujets/Contenu
1) <b>Formation professionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>● Comment vendre des produits sur le marché</li><li>● Investir dans les moyens de subsistance</li><li>● Diversification</li><li>● Acheter des intrants</li><li>● Gestion du stock</li><li>● Gestion de la concurrence</li><li>● Tenue de registres</li><li>● Propreté des lieux d'affaires</li></ul>
2) <b>Formation sur le bétail</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>● Alimentation du bétail et soins quotidiens</li><li>● Identifier et prévenir les maladies</li><li>● Construction d'un abri et sécurité thermique</li><li>● Ressources locales disponibles pour traiter la maladie</li><li>● Gestion des besoins en fourrage et en eau du bétail : gestion des pâturages, aliments concentrés, résidus de culture, gestion des déchets.</li></ul>

## Gestion des risques

Les options de moyens de subsistance à sélectionner par le biais de l'évaluation du marché seront analysées pour leurs risques potentiels et des stratégies de gestion des risques seront développées pour chacune d'entre elles. Ces stratégies de gestion des risques à l'échelle régionale prennent en compte les chocs au niveau des ménages, ainsi que les chocs environnementaux plus larges (sécheresse, inondations, canicules) ou les chocs de marché (par exemple, les conflits internationaux, les blocages de Covid-19, les fluctuations de la demande, les fluctuations des prix des intrants). *De plus amples informations sur la gestion des risques sont attendues après la validation de l'évaluation du marché.* À court terme, la stratégie de diversification des flux de revenus par la promotion de deux flux de subsistance distincts - un actif principal et un actif secondaire - dans les micro-zones est importante. Les moyens de subsistance complémentaires doivent viser à supporter des risques différents, en évitant la susceptibilité aux mêmes chocs.

Les chocs subis par les ménages, tels que les crises sanitaires ou les décès, seront traités par certaines des mesures de protection sociale et d'autonomisation sociale. Au fur et à mesure que les ménages développent leurs compétences financières et techniques et leurs capacités de mise en réseau, leur capacité à faire face aux chocs devrait augmenter, en fonction des actifs de chaque ménage. Lorsqu'ils sont disponibles, les ménages doivent également être initiés à des programmes tels que les assurances, les mesures de sécurité alimentaire communautaires, ainsi que les mesures d'adaptation des moyens de subsistance.

## **Interventions au niveau des infrastructures**

### **Création de trois télécentres**

Dans le cadre du volet Graduation du projet IESS-Kairouan, la création de télécentres vise à informer et à former les demandeurs d'emploi de la région. Le projet vise à faire bénéficier directement 15 000 personnes, y compris les foyers de Graduation, de la construction de trois télécentres dans la région de Kairouan.

Le modèle de télécentre est un centre géré par un animateur qui aide les jeunes à apprendre, à se former et à se connecter à des opportunités d'emploi. Le télécentre offre aux populations isolées, en particulier aux jeunes et aux femmes, un accès approprié aux nouvelles technologies de l'information et de la communication qui ouvrent de nouvelles possibilités de formation, d'information, de communication et de mise en réseau, dans le but d'améliorer les conditions de vie, le niveau de compétences et l'accès à l'emploi.

Les animateurs de la graduation sont chargés de s'assurer que les ménages ont un accès suffisant à ces télécentres et y ont recours si cela est pertinent au regard de leurs besoins individuels. Les partenaires du projet doivent fournir davantage d'informations sur les télécentres, notamment sur leur portée, les services fournis et le calendrier de mise en œuvre, afin de déterminer des directives de mise en œuvre plus détaillées pour les animateurs de la graduation et les autres membres du personnel du projet.

## **Inclusion financière**

Les interventions d'inclusion financière visent à développer la conscience financière et les compétences de gestion des participants et à renforcer leur capacité à gérer les chocs. Les interventions d'inclusion financière améliorent également l'accès des participants à une série de services financiers disponibles. Ces interventions peuvent avoir des effets de grande ampleur sur les ménages touchés par la pauvreté en stabilisant leurs dépenses de consommation, en leur fournissant des moyens d'épargner régulièrement et en toute sécurité, ainsi que des moyens d'accéder au crédit et à la microfinance qui permettent de réaliser de petits investissements, de développer les moyens de subsistance et de faire face aux dépenses des ménages en cas de besoin. Les ménages des sites de graduation recevront un soutien à l'inclusion financière par la facilitation de l'épargne et l'accès à des instruments de prêt fiables. Tous les ménages recevront une formation d'alphabétisation financière pour la planification financière et la budgétisation des ménages et des entreprises.

## Structure de mise en œuvre de l'inclusion financière

Structure de mise en œuvre	
Intervention	Dirigé par
Relier les participants à des groupes d'épargne et de crédit renouvelables afin de promouvoir l'épargne des ménages.	Animateurs
Si les groupes n'existent pas encore / ne sont pas accessibles, créer des groupes d'épargne et de crédit.	Animateurs
Fournir une formation d'alphabétisation financière aux groupes d'épargne	Animateurs
Fournir des conseils aux ménages qui prennent des microcrédits pour accroître leurs moyens de subsistance ou répondre à d'autres besoins du ménage (notamment les dépenses imprévues).	Animateurs
Faciliter l'accès/le lien avec les services financiers formels (par exemple, les comptes bancaires, en particulier pour les petits exploitants agricoles, les femmes et les jeunes).	Animateurs

### Groupes d'épargne

Des groupes d'épargne composés de 10 à 20 membres féminins se réuniront toutes les deux semaines pour collecter l'épargne et recevoir des animateurs une formation sur les compétences de vie et une remise à niveau de l'éducation financière. Les groupes d'épargne doivent être mis en place dès le début du programme afin que les participants puissent commencer à collecter des économies et à développer un comportement d'épargne dès le départ. Les principales caractéristiques des groupes d'épargne sont les suivantes :

- **Groupes autonomes** : Les animateurs travailleront avec les participants pour établir les règles du groupe et une constitution qui assure un système de gouvernance transparent et autodéterminé, en plus des rôles spécifiques de leadership des membres tels que le président, le trésorier, et un comité de gestion avec un président, un teneur de registre, un teneur de boîte, 2 compteurs d'argent, et 3 détenteurs de clés. Les animateurs fourniront des conseils sur la création de groupes d'épargne et l'établissement de leur constitution. Un exemple de règles de groupe est présenté ci-dessous :

#### Exemple de règles pour les groupes d'épargne :

1. À la fin de chaque cycle (dont la durée est décidée par le groupe, mais qui est généralement d'un an), il y aura un partage en fonction du nombre de parts que chaque membre possède.

2. Un montant minimum d'épargne pour les dépôts d'épargne mensuels doit être fixé en fonction de la capacité d'épargne des membres du groupe, et peut se situer entre 1-5 DT ou plus selon la capacité du groupe. Le niveau minimum doit rester fixe tout au long du cycle.
3. Les membres décideront d'un montant minimum pour le fonds social qui sera utilisé pour les urgences (frais médicaux, frais funéraires) ou pour les événements de la vie (mariage).
4. Toutes les transactions sont effectuées lors de réunions en présence des membres du groupe, afin de garantir la transparence et la responsabilité. Afin de s'assurer que les transactions n'ont pas lieu en dehors des réunions régulières, une caisse verrouillable est utilisée.
5. Tous les membres ont des formulaires d'épargne individuels qui resteront dans le coffre entre les réunions. Un modèle de formulaire figure en annexe.
6. Les membres ne peuvent pas contracter un prêt qui représente plus de 3 fois le montant des parts qu'ils détiennent dans le groupe d'épargne (au moins au cours du premier cycle d'épargne).
7. Les prêts doivent être payés dans les 3 mois. Un participant ne doit pas contracter un second prêt sans avoir remboursé le premier.
8. Des frais de service seront facturés pour chaque prêt. Il doit s'agir d'un petit montant (généralement 5 à 10 %) afin de garantir que le fonds total disponible pour l'emprunt augmente. Les frais de service des prêts sont réinvestis dans le fonds communal du groupe d'épargne et ne fonctionnent pas comme des intérêts.
9. Les membres ne sont autorisés à modifier leurs contributions au fonds social, le prix des actions et les frais de service des prêts mensuels qu'après la fin d'un cycle d'épargne.

- Des groupes exclusivement féminins : Les premiers groupes d'épargne seront constitués exclusivement de femmes. Dans les cas où les hommes sont les principaux participants au programme, un membre féminin désigné du ménage peut être choisi pour participer aux groupes d'épargne. Cela garantit que les groupes d'épargne sont exclusivement féminins, ce qui est essentiel pour donner aux femmes les moyens de gérer l'épargne et les prêts, de renforcer leurs connaissances sur les messages sociaux et sanitaires essentiels, de nouer des relations et des liens entre elles, et de promouvoir leur intégration dans leurs familles et leurs communautés. Des groupes ultérieurs intégrant des hommes et des femmes seront probablement créés au fur et à mesure de l'avancement du projet.
- Valeur des actions : La part est le montant minimum qu'un participant est censé déposer comme épargne lors de chaque réunion mensuelle. Le montant minimum de l'épargne devra être **vérifié par l'UTSS** mais peut se situer entre 1 et 5 DT. Le groupe peut choisir un montant plus élevé (supérieur à 5 DT) en fonction de la capacité d'épargne des membres, mais le niveau minimum doit rester fixe tout au long du cycle. Ce montant minimum peut être très faible car il est principalement destiné à développer une habitude d'épargne régulière.
- Stockage de l'épargne : L'épargne sera stockée dans une boîte à trois serrures, dont les clés seront conservées par trois membres différents. L'utilisation d'une boîte verrouillable qui reste avec le groupe permet de maintenir la confiance dans le système, de minimiser les pertes et de garantir que les transactions ne peuvent être effectuées que pendant les réunions du groupe lorsque les membres sont présents. Une fois les prêts décaissés, il y aura moins d'argent liquide dans la boîte et le risque de vol sera minimisé. Dans ce



système, il ne reste à aucun moment une grande concentration d'argent dans la boîte, car il est destiné à circuler constamment entre les membres du groupe.

- Surveillance : Chaque participant recevra un livret pour enregistrer tous les dépôts d'épargne, les budgets hebdomadaires, les prêts et les versements effectués. Le suivi des dépôts d'épargne se fera au niveau du groupe et des visites individuelles à domicile.
- Lieu de réunion : les animateurs doivent aider à identifier un lieu de réunion approprié, facilement accessible et gratuit. Les écoles sont des lieux idéaux, mais d'autres options incluent les centres de soins de santé, les crèches, les associations, ou les rues centrales dans les micro-zones peuvent être un lieu de rencontre approprié, ou un foyer central si les autres options sont éloignées de l'agglomération. L'heure de réveil dépend de la localisation du lieu de rendez-vous. Les distances entre les maisons dépendent des micro-zones : la distance peut être aussi courte que 2 ou 3 mètres pour une micro zone d'un rayon de 500 mètres. En cas de dispersion des ménages comme à Oueslatia, la distance entre les ménages peut être de 3-4 kilomètres. La taille du groupe, les considérations relatives à Covid-19 et les facteurs de mobilité des participants doivent être pris en compte lors du choix du lieu, ainsi que la possibilité de faire tourner les lieux pour assurer une participation maximale. Ces endroits peuvent également servir de lieux de rencontre pour l'organisation de formations (compétences de vie, compétences commerciales, compétences financières).
- Structure de la réunion : Chaque réunion durera environ 50 minutes. Les animateurs doivent veiller à ce que les réunions ne durent pas trop longtemps pour permettre aux participants de retourner à leurs tâches quotidiennes. La structure d'une réunion comprend 30 minutes pour la formation aux compétences de vie et 20 minutes pour la collecte de l'épargne et le décaissement des prêts. La collecte de l'épargne doit se faire dans la deuxième partie de la réunion pour s'assurer que les participants restent jusqu'à la fin de la formation aux compétences de vie. De cette façon, les groupes d'épargne peuvent se doubler de groupes d'entraide comme voie d'accès aux activités du pilier de l'autonomisation sociale, comme le renforcement de la formation aux compétences de vie.
- Atténuation des risques de Covid-19 : Pour gérer les risques liés au Covid-19, les lieux extérieurs sont préservés et les membres doivent se conformer à toutes les recommandations de santé publique en vigueur, comme le port d'un masque. Un protocole de liste de contrôle peut être utilisé sur les lieux de réunion pour évaluer les risques liés au COVID-19 et protéger la sécurité et la santé des participants, comme par exemple : se réunir à l'extérieur, porter des masques, organiser l'espace de réunion pour permettre une distanciation physique, améliorer la ventilation exhaustive, et assurer des pratiques d'hygiène personnelle comme le lavage des mains et l'utilisation de désinfectants pour les mains.

- Les défis : Les défis communs à la mise en œuvre des groupes d'épargne incluent les conflits et les disputes entre membres, les remboursements erratiques, et le faible taux de dépôts avec un taux élevé de retraits. En outre, des niveaux importants de dettes préexistantes peuvent entraver le développement d'un groupe d'épargne, surtout si les participants ont été victimes de prêteurs utilisant des taux d'intérêt exorbitants.
- La durabilité : Dans la plupart des programmes de Graduation, c'est un signe de réussite du programme et de cohésion/capital social lorsque les groupes d'épargne choisissent collectivement de poursuivre leurs activités et leurs réunions après la fin de la période d'intervention du programme. Les groupes d'épargne doivent être créés et formés dans ce but, avec une formation sur la manière de faire fonctionner efficacement le groupe, de résoudre les conflits, de gérer les calculs, de faire tourner le leadership et d'évoluer pour répondre aux besoins de ses membres sans soutien extérieur.

## Formation à la littératie financière

La formation à l'alphabétisation financière sera dispensée par les animateurs lors de la formation initiale aux compétences techniques et commerciales, abordée dans la section sur la promotion des moyens de subsistance. Les sujets seront revus lors de formations d'actualisation de l'éducation financière qui seront dispensées en même temps que la formation aux compétences de vie dans les réunions de groupe bihebdomadaires. Les animateurs renforceront et suivront les aspects clés de la formation lors des visites à domicile. Ils aideront les participants à déterminer comment ils peuvent appliquer au mieux les leçons à leur situation particulière. Par exemple, si un ménage doit épargner pour l'éducation d'un enfant, l'animateur peut l'aider à établir un plan d'épargne. Des exemples de sujets de formation à l'éducation financière figurent dans le tableau ci-dessous.

Formation à la littératie financière	
Sujet	Sous-sujets/Contenu
1) <b>L'épargne : Pourquoi, comment et qui ?</b>	Session sur l'importance et les avantages de l'épargne, sur ce qu'il faut épargner, sur la manière de constituer une épargne au fil du temps et sur la manière dont la responsabilité de l'épargne peut être partagée au sein du ménage.
2) <b>Planification financière du ménage/budgétisation</b>	Session sur la façon de développer un budget de ménage, y compris comment suivre et planifier les dépenses et l'épargne, et quand ajuster les budgets de ménage en fonction des circonstances changeantes.
3) <b>Se préparer aux situations d'urgence</b>	Session sur la façon de se préparer financièrement aux urgences et conseils sur ce qu'il faut faire en cas de crise soudaine.

<b>4) Le financement des ménages par rapport au financement des moyens de subsistance</b>	Session sur la manière de distinguer la gestion financière des ménages de la gestion financière des moyens de subsistance, y compris la gestion des coûts des intrants, les itinéraires des stocks, le suivi des revenus par rapport aux bénéfiques.
<b>5) Dette et emprunts</b>	Session sur les principes clés de l'emprunt responsable, quand décider d'emprunter et comment éviter le surendettement.

## Micro-crédits des groupes d'épargne

Les groupes devraient commencer à prêter entre 3 et 6 mois après la formation du groupe, en fonction de ce que les membres décident. Les participants auront ainsi l'occasion d'appliquer leur formation en matière d'éducation financière, de développer un comportement d'épargne solide, de renforcer la cohésion sociale et la confiance, et d'œuvrer en faveur d'un revenu et d'une consommation stables *avant de* contracter des microcrédits. Lors de l'établissement de la constitution du groupe, les membres détermineront les conditions de prêt, qui comprennent le montant maximal du prêt, la durée du prêt et les frais de service du prêt. Le groupe doit être guidé pour ne pas accepter de prêts qui dépassent largement ce qu'un ménage a en épargne ou est capable de rembourser avec ses revenus - par exemple, dans le premier cycle d'épargne, les membres ne peuvent pas prendre un prêt qui est plus de 3 fois le montant des parts qu'ils ont dans le groupe d'épargne.

**Note importante sur les frais de service des prêts :** Les frais de service des prêts ne sont pas les mêmes que les taux d'intérêt. Les frais de service (par exemple, 5 à 10 % du prêt) sont la propriété du groupe, et le montant final est partagé et restitué à tous les membres du groupe de manière égale à la fin du cycle. Ce modèle devrait permettre d'atténuer les préoccupations liées aux objections religieuses concernant la perception d'intérêts sur les prêts, qui sont interdits en raison de leur nature exploitante en vertu de la loi islamique :

- Le prêt avec intérêt ou usure, "riba" en arabe, est interdit par la loi islamique. Les programmes de microfinance conventionnels négligent souvent les sensibilités religieuses des musulmans. Les clients pauvres qui ont besoin de liquidités mais qui peuvent être réticents à s'engager dans la finance non-islamique en raison d'objections morales.
- En général, dans les zones rurales, "l'accès à un financement remboursable avec intérêt" est mal apprécié par les familles vulnérables. Ils connaissent les subventions ou le crédit gratuit " don " ou " قرض حسن ". Cependant, le concept de financement islamique n'est pas encore bien connu dans les micro-zones ciblées, qui ont leurs propres hésitations préexistantes concernant les prêts et l'endettement.
- Les préoccupations communes aux services de prêt dans les micro-zones ciblées sont : l'accès rapide aux fonds, la période de remboursement/les prêts plus importants que dans d'autres organisations, le montant des mensualités et les frais de justice, et la proximité de l'institution de microfinance (IMF). Le coût du refinancement dans le cadre des intérêts payés par les clients a doublé depuis 2011, passant de 14 % à 28 %.<sup>7</sup> Pour surmonter ces préoccupations, il faudra un travail intensif de sensibilisation et de formation d'accompagnateurs pour assurer la constitution de groupes d'épargne et le remboursement.
- Les groupes d'épargne constituent donc un juste milieu : ils sont moins chers que les IMF (pas de frais,

<sup>7</sup>FMI Enda

risque moindre, gestion) et généralement plus compréhensifs en cas de difficultés.

- La commission de service de prêt proposée permet aux groupes d'épargne d'être gérés conformément à la finance islamique.

**Évaluer la capacité de prêt :** Lorsqu'une participante veut contracter un prêt auprès d'un groupe d'épargne, elle doit d'abord en discuter avec son groupe et son animateur pour expliquer le but du prêt. L'animateur peut faire une recommandation au coordinateur ou au superviseur du projet qui approuvera la demande de prêt, qui sera ensuite évoquée lors de la réunion du groupe d'épargne. Ce processus est important dans les premières étapes du programme, lorsque les participants sont encore en train de construire leur capacité d'emprunt et sont vulnérables à un endettement élevé. Quelques mois après le début du programme, lorsque les participants commencent à générer plus de revenus et à faire preuve de discipline financière, l'approbation de l'animateur ne sera plus nécessaire. Cependant, les participants doivent toujours discuter de leurs besoins en matière de prêts avec les animateurs afin de les tenir informés.

Les facteurs suivants doivent être pris en compte lors de l'évaluation de la capacité de prêt :

- Objet du prêt
- Stabilité et niveau des revenus du ménage
- Capacité à rembourser le prêt avec les revenus existants
- Si le prêt est destiné à un investissement, calendrier des retours sur investissement.
- Décision conjointe de contracter un prêt par l'homme et la femme du ménage.

Avec les conseils de l'animateur, les participants doivent établir un plan de remboursement du prêt qui comprend une discussion sur la période de remboursement et la manière dont ils couvriront les versements réguliers.

Au fur et à mesure que les participants développent leurs connaissances financières et leur épargne, ils doivent travailler avec les animateurs pour avoir accès aux institutions financières formelles, par exemple en ouvrant des comptes bancaires. Cela peut permettre aux participants d'accéder à des lignes de crédit plus importantes à l'avenir, à mesure que leurs moyens de subsistance se développent.

## Autonomisation sociale

Les mécanismes d'autonomisation sociale sont utilisés pour mettre en avant les besoins et les préoccupations des groupes marginalisés et vulnérables par le biais de la mobilisation communautaire, du leadership communautaire, de l'amélioration de la dynamique intra-ménage, et de l'investissement dans la sensibilisation aux questions sociales et le changement de comportement positif.

Intervention	Dirigé par
Formations mensuelles sur les compétences de vie	Animateurs
Création de comités de solidarité sociale villageois (CSVV)	Animateurs
Lien avec les organisations de développement communautaire existantes	Animateurs
Liens avec les programmes d'éducation nationale des adultes	Animateurs
Accès aux centres d'éducation préscolaire	Animateurs

Les résultats de l'enquête de vérification indiquent un besoin important de renforcer les voies de changement de comportement positif parmi les ménages en abordant les dynamiques socioculturelles, telles que la fréquentation scolaire des enfants, le brûlage des ordures, la défécation en plein air et l'accès des femmes au financement. Les interventions de fin d'études comprendront des formations personnalisées sur les aptitudes à la vie quotidienne qui abordent ces sujets et d'autres vulnérabilités clés, ainsi que la création de comités villageois de solidarité sociale (VSSC) pour renforcer les messages sociaux. Le projet facilitera également l'établissement de liens avec des services de soutien complémentaires, tels que le programme d'éducation nationale pour adultes et les centres d'éducation préscolaire, afin de soutenir davantage les ménages sur les questions d'autonomisation sociale.

### Formation mensuelle sur les compétences de vie

L'accompagnement en matière d'aptitudes à la vie quotidienne consiste à développer les compétences et les connaissances nécessaires pour relever les principaux défis sociaux et sanitaires auxquels les ménages sont le plus souvent confrontés et qui pourraient entraver la croissance et la résilience. En général, une liste de 8 à 10 sujets est sélectionnée sur la base des vulnérabilités spécifiques des ménages. Ces sujets sont discutés avec les participants selon un calendrier rotatif, avec un suivi régulier des changements de comportement positifs pour évaluer l'intégration des compétences. Contrairement à la formation sur les moyens de subsistance et les compétences commerciales, qui est dispensée au début du programme (et par le biais d'une formation supplémentaire de remise à niveau à mi-parcours), l'accompagnement en matière de compétences de vie est dispensé sur une base régulière bi-hebdomadaire ou mensuelle. Les participants reçoivent une formation sur chaque module au moins deux fois pendant le cycle du projet. Pour le programme IESS-Kairouan, nous recommandons que ce curriculum soit délivré aux participants à la graduation par les animateurs de l'UTSS, après que les activités d'épargne et de prêts aient été complétées dans les groupes d'entraide (SHGs).

La taille du groupe pour ces types de formation sera de 15 à 20 personnes, similaire sinon identique à celle des groupes d'épargne/d'entraide. Les sessions ne seront pas ouvertes, mais si le besoin s'en fait sentir, certains arrangements peuvent être pris en considération pour

intégrer les conjoints ou d'autres membres du foyer pour des sessions spécifiques. Par exemple, pour la première session, les conjoints ou les membres de la famille peuvent être invités à participer à la session d'introduction, si cela peut aider les jeunes femmes à participer facilement, et à mieux communiquer autour de la formation. Les sessions ultérieures sur la prise de décision conjointe au sein du foyer, la sensibilisation au handicap ou certains aspects de la formation en matière de santé sexuelle et reproductive peuvent bénéficier de la participation des membres du foyer (par exemple, les conjoints, les personnes âgées, les jeunes).

Le BRAC et les membres du groupe de travail ont identifié une liste de sujets sur la formation aux compétences de vie qui sont les plus nécessaires et les plus appropriés pour les participants au projet, sur la base des résultats de l'enquête de vérification. Les sessions de formation aux compétences de vie seront menées en petits groupes avec des matériaux et des sujets qui permettent une interaction participative et un apprentissage de pair à pair, permettant un engagement plus profond. Environ une session de formation aux compétences de vie sera dispensée par mois par les animateurs de l'UTSS. L'équipe d'animateurs et leurs responsables sont basés dans les micro-zones ou à proximité, et l'UTSS s'est engagée activement auprès de la communauté au cours des 10 à 12 derniers mois par le biais d'activités de sensibilisation de la communauté (par exemple, enquête de vérification, cartographie des ressources communautaires) et de sensibilisation.

Formation aux compétences de vie	
Sujet	Sous-sujets/Contenu
<b>1) Nutrition</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Relation entre l'alimentation et la nutrition</li> <li>● Classification des aliments/Diversité alimentaire et groupes d'aliments</li> <li>● Directives nutritionnelles et de mise en portions recommandées par le gouvernement</li> <li>● En quoi consiste une alimentation saine ?</li> <li>● Quels sont les effets d'une mauvaise alimentation ? /Causes, effets et signes d'une mauvaise alimentation)</li> <li>● Conseils pour une préparation sûre des aliments et une cuisine nutritive pour les nourrissons</li> <li>● Jardins de cuisine/Jardin potager (facultatif)</li> </ul>
<b>2) WASH - Eau, assainissement et hygiène</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Eau potable et stockage</li> <li>● Comment rendre l'eau potable sûre ?</li> <li>● Importance d'un bon lavage des mains et de l'élimination des déchets humains</li> <li>● Gestion des déchets solides</li> </ul>
<b>3) Protection et éducation de l'enfance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Développement de l'enfant</li> <li>● Comprendre les enfants</li> <li>● Comprendre le développement de l'enfant</li> <li>● Socialisation des enfants</li> <li>● Protection de l'enfance</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Prévention de l'exploitation et de la maltraitance des enfants</li> </ul>
<b>4) Sensibilisation et inclusion des personnes handicapées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Comprendre le handicap : Prévalence, causes et impacts</li> <li>● Gestion du handicap et soins aux familles</li> </ul>
<b>5) Prise de décision conjointe des ménages</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Fixer des objectifs à titre individuel et pour le ménage</li> <li>● La prise de décision conjointe et son importance</li> <li>● Les problèmes du ménage qui nécessitent une prise de décision conjointe</li> <li>● Définir une vision familiale commune pour l'avenir</li> </ul>
<b>6) Violence fondée sur le genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Gestion des relations et de la violence fondée sur le sexe</li> <li>● Formes de violence fondée sur le sexe</li> <li>● Chercher de l'aide dans des situations malsaines ou violentes / Vaincre la stigmatisation</li> <li>● Prévention et prise en charge des femmes victimes de violence (thème prioritaire de l'ONFP Tunisie)</li> </ul>
<b>7) Introduction à l'alphabétisation de base</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Alphabet arabe</li> <li>● Identifier les noms de lieux sur les cartes et les panneaux routiers</li> <li>● Apprendre à écrire son nom et celui des membres de sa famille</li> <li>● Examiner les documents des écoles ou des prestataires de services</li> <li>● Renforcer l'autonomie des jeunes mères et des jeunes filles analphabètes (abandon scolaire).</li> <li>● Lecture du Coran</li> </ul>
<b>8) Réduction des risques de catastrophes et atténuation du changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Risques généraux et types de risques</li> <li>● Qu'est-ce que la gestion des risques ?</li> <li>● Types de risques qui affectent négativement les ressources, les moyens de subsistance ou les revenus</li> <li>● Les stratégies de gestion des risques et les étapes de la construction de la résilience</li> <li>● Risques liés au changement climatique</li> <li>● Identification des alertes précoces/réaction d'urgence</li> <li>● Gestion et réduction des risques de catastrophes (inondations, canicule, sécheresse, parasites, maladies des cultures)</li> </ul>
<b>9) Droits fonciers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Droits fonciers - Types et considérations de genre</li> <li>● Activités et cadres relatifs aux droits fonciers</li> </ul>
<b>10) Santé générale et bien-être</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Maladies transmissibles et saisonnières</li> <li>● Abus de drogues</li> <li>● Maladies non transmissibles</li> </ul>
<b>11) Santé et droits reproductifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Menstruation et santé reproductive (puberté et fertilité) / à la consultation en SSR pour les adolescents et les jeunes (ONFP)</li> <li>● Contraception et planification familiale (ONFP)</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévention des MST/IST (VIH, hépatite, autres...) / aux prestations en rapport avec les IST-VIH/sida, à la prévention (ONFP)</li> <li>• ET dépistage et diagnostic des cancers du sein et du col utérin, et de la ménopause, et dépistage (screening) (ONFP)</li> <li>• à l'Interruption Volontaire de la Grossesse (Abortion) (ONFP)</li> <li>• à la prise en charge du couple infertile (ONFP)</li> </ul>
<b>12) Santé maternelle et infantile</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mythes entourant la grossesse</li> <li>• Préparatifs pour la sécurité et le bien-être de la mère et de l'enfant de la grossesse à la naissance</li> <li>• Soins maternels et infantiles et nutrition</li> <li>• Soins aux nourrissons et aux enfants (Surveillance de la croissance, Réhydratation orale, Allaitement, Vaccination, Supplémentation alimentaire)</li> </ul>

Il s'agit d'une suggestion de calendrier pour la formation aux compétences de vie, le message social et sanitaire fourni par les animateurs, délivré lors des visites de routine aux participants individuels ou aux petits groupes. Chaque visite à domicile se concentre sur un sujet particulier, et ce programme est répété après que les 12 sujets prédéterminés aient été traités. La fréquence de livraison recommandée est d'une fois par mois pour chaque ménage, dans le cadre d'un groupe plus important. Le mode de livraison peut être à la fin d'une réunion d'un groupe d'épargne ou d'entraide (SHG), si ces réunions ont lieu régulièrement.

Séquence et calendrier		Mode de livraison	Module #	Sujet
Mois 1	Semaine 1	Visite de groupe	1	Nutrition
	Semaine 3	Visite de groupe	2	WASH - Eau, assainissement et hygiène
Mois 2	Semaine 5	Visite de groupe	3	Santé générale et bien-être
	Semaine 7	Visite de groupe	4	Droits en matière de santé génésique
Mois 3	Semaine 9	Visite de groupe	5	Sensibilisation aux handicaps et inclusion
	Semaine 11	Visite de groupe	6	Santé maternelle et infantile
Mois 4	Semaine 15	Visite de groupe	7	Protection et éducation de l'enfance
Mois 5	Semaine 19	Visite de groupe	8	Introduction à l'alphabétisation de base
Mois 6	Semaine 23	Visite de groupe	9	Prise de décision conjointe des ménages



<b>Mois 7</b>	<b>Semaine 27</b>	Visite de groupe	10	Violence à l'encontre des femmes
<b>Mois 8</b>	<b>Semaine 31</b>	Visite de groupe	11	Droits fonciers
<b>Mois 9</b>	<b>Semaine 35</b>	Visite de groupe	12	Réduction des risques de catastrophes et atténuation du changement climatique

## Formation et protocoles du Comité de solidarité sociale du village (CSV)

### Formation du comité de solidarité sociale du village

Avec l'aide des CDA, les Coordinateurs et Animateurs guideront la formation des Comités de Solidarité Sociale Villageois (CSV), afin que la première réunion puisse avoir lieu 2 mois après la fin des transferts d'actifs. Afin de solliciter des noms de membres potentiels du comité, le personnel du projet devrait organiser une réunion avec les membres de la communauté de plusieurs agglomérations, y compris les dirigeants communautaires, les professionnels et les jeunes ainsi que les participants ultra-pauvres. La réunion doit se dérouler comme suit :

- Expliquer les objectifs et la structure du programme IESS Kairouan
- Expliquer l'objectif de la réunion, c'est-à-dire solliciter des noms pour le CVP et le rôle du comité.
- Demandez des noms de membres potentiels du comité en posant des questions comme celles-ci :
  - S'il y a une crise dans le village, qui sont les personnes qui se présentent habituellement pour résoudre les problèmes, et comment les résolvent-ils ?
  - Quelles sont les personnes de la communauté qui sont charitables et impliquées dans l'amélioration du bien-être de la communauté ?
  - Quels membres de la communauté comprennent bien les défis auxquels sont confrontées les catégories extrêmement pauvres et ne les considèrent pas comme un fardeau pour la société ?

### Structure des VSSC

Le personnel du projet mettra en place 1 VSSC pour 3-4 délégations. Le comité doit être représentatif de la communauté et comprendre des hommes, des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des professionnels et des personnes à faible revenu prêts à donner de leur temps. Chaque comité sera composé de 7 à 9 membres, dont un président, un secrétaire et un caissier, ainsi que de 4 à 6 membres généraux et d'au moins un participant ultra-pauvre. Au moins 3 membres doivent être des femmes.

Les VSSC offrent un espace où les ménages peuvent partager leurs préoccupations spécifiques et chercher du soutien. Il fournit également une plateforme pour renforcer les messages sociaux, notamment sur l'autonomisation des femmes. Les questions communes qui peuvent être discutées dans les réunions du VSSC incluent la mobilisation du soutien pour :

- Urgences sanitaires
- Réparation de la maison (matériaux de toiture, etc.)
- L'éducation de l'enfant, par exemple pour acheter des livres scolaires.
- Construction d'une latrine sanitaire et accès à l'eau potable
- Fourniture de vêtements chauds en hiver
- Liens avec les programmes gouvernementaux existants
- Liens avec les infrastructures existantes, ainsi que l'influence et le plaidoyer pour l'emplacement des futures infrastructures du projet

### **Structure des réunions du VSSC**

- Les réunions du VSSC se tiendront dans un espace commun tous les 2 mois. S'il est difficile de convoquer les membres du comité, la tenue de réunions tous les 3 mois est également acceptable.
- La réunion impliquera les participants au programme et les membres de leur famille.
- Elle se tiendra dans un lieu public facilement accessible par tous les participants.

L'annexe comprend un modèle de formulaire que les animateurs et les coordinateurs peuvent utiliser pour faire un rapport bimensuel sur les activités du VSSC.

Les VSSC doivent chercher à compléter et à s'engager avec les structures de la société civile existantes, le cas échéant. Dans les micro-zones ciblées, il existe des représentants de la société civile, tels que les comités locaux de l'UTSS, la représentativité locale de l'Union nationale des femmes tunisiennes, les représentants des médias locaux, ainsi que des structures officielles disponibles, telles que le Comité local des affaires sociales, l'Office national de la famille et de la population, le Comité territorial de vulgarisation, les réseaux sociaux (tels que Facebook).

### **GALS - Autonomisation des ménages et des communautés**

Les sessions mensuelles de coaching intégreront le système d'apprentissage par l'action (GALS), une méthodologie communautaire pour les ménages qui vise à donner aux femmes et aux hommes plus de contrôle sur leur développement personnel, familial et communautaire.

La méthodologie de l'ESAG commence au **niveau du ménage**. Les animateurs guideront les ménages à travers des exercices de visualisation pour leur permettre de développer une vision familiale et un plan d'action pour atteindre leurs objectifs. Au cours des séances de coaching mensuelles, les animateurs rappelleront aux ménages leurs objectifs, vérifieront leurs progrès et continueront à les encourager à poursuivre leurs efforts.

La méthodologie GALS sera également utilisée au **niveau communautaire, en** réunissant les membres de la communauté pour qu'ils se mettent d'accord sur une vision commune pour leurs communautés et conviennent d'un plan d'action pour atteindre leur vision. Au niveau communautaire, ce processus doit être mené par des dirigeants locaux de confiance.

### **Contexte et objectif**

L'approche GALS a commencé à être développée en 2008 dans le cadre du programme WEMAN d'Oxfam Novib, et a été itérée dans de multiples contextes depuis plus de dix ans.<sup>8</sup> Le FIDA s'est intéressé de près au GALS, soutenant son utilisation en tant que méthodologie complémentaire dans les projets de développement économique qui favorise une collaboration gagnant-gagnant entre les acteurs vulnérables et puissants. Lors d'un examen en 2011 par la GIZ des impacts de GALS sur la chaîne de valeur du café en Ouganda, l'approche a démontré de manière concluante des impacts puissants dans la promotion de changements équitables entre les sexes dans les normes culturelles, y compris sur la prise de décision du ménage, le contrôle des biens du ménage, l'accès aux services de soutien et les opportunités offertes aux femmes dans les chaînes de valeur.<sup>9</sup> Compte tenu de ces impacts, le GALS est largement reconnu comme une méthodologie d'autonomisation sensible au genre et favorable aux pauvres, qui peut être intégrée dans un large éventail de contextes et de projets de développement socio-économique.<sup>10</sup>

En tant que méthodologie complémentaire aux initiatives de développement social et économique existantes, le GALS vise à tirer parti de processus inclusifs et participatifs pour renforcer l'autonomisation sensible au genre en ce qui concerne la planification de la vie et des moyens de subsistance des participants, la sensibilisation institutionnelle, les relations de pouvoir communautaires et l'action collective pour le changement.<sup>11</sup> En intégrant le GALS dans toutes les interventions, il développe les compétences d'apprentissage de l'action en faveur de l'égalité des sexes des groupes vulnérables, leur permet d'identifier et de mettre en œuvre des stratégies durables pour augmenter les revenus et les ressources, et engage les compétences, les énergies et les ressources du secteur privé et des acteurs institutionnels pour changer les inégalités entre les sexes.<sup>12</sup>

Dans l'approche GALS, le cadre de base pour permettre une autonomisation sensible au genre est divisé en trois domaines clés. Il s'agit notamment de :<sup>13</sup>

1. **Bon voyage de vie et de subsistance** : Les participants sont guidés pour développer une vision de l'autonomisation des femmes pour leur foyer et leur communauté, y compris les ressources et les outils nécessaires pour permettre la réalisation collective de cette vision ;

---

<sup>8</sup> WEMAN, Oxfam et GIZ. (2014). *Système d'apprentissage par l'action sur le genre : Guide pratique pour transformer les relations de genre et de pouvoir inégal dans les chaînes de valeur.*

<sup>9</sup> Ibid.

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Ibid.

<sup>13</sup> Ibid.

2. Les **changements dans les relations entre les sexes au niveau des ménages** qui sont nécessaires pour que les femmes et les hommes réalisent cette vision ; et
3. Les **changements dans la communauté élargie, les relations familiales ou professionnelles** qui doivent être influencées afin de réaliser cette vision.

Grâce à cette approche multidimensionnelle, GALS positionne les relations équitables entre les sexes au niveau du ménage et de la communauté au sens large comme des conditions préalables à la réalisation du voyage vers une vie heureuse et des moyens de subsistance durables.

### **Adaptation de GALS pour le projet de Graduation de l'IESS-Kairouan**

L'intégration de GALS dans le projet IESS-Kairouan Graduation renforce les investissements existants du FIDA dans l'approche, qui s'étend sur plus d'une décennie et comprend notamment une subvention pour intensifier GALS de 2011 à 2014. L'investissement du FIDA dans GALS pour ce projet de graduation reconnaît le potentiel de l'approche pour améliorer les résultats de l'autonomisation sensible au genre dans les projets de développement économique. Cette intégration sert à renforcer les résultats sensibles au genre pour les ménages et leurs communautés qui devraient résulter de la mise en œuvre de l'approche de graduation dans ce contexte.

Pour le projet IESS-Kairouan Graduation, GALS est intégré dans les cinq piliers de l'approche. Le tableau ci-dessous montre comment les interventions de chaque pilier ont été adaptées pour intégrer l'approche GALS.

Pilier	Adaptation du GALS
Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de la taille des transferts en espèces pour les ménages avec de <b>jeunes enfants</b></li> <li>● Amélioration de la <b>nutrition</b> des ménages grâce à la création de jardins potagers</li> <li>● Facilitation des liens avec les <b>télécentres</b> pour améliorer les compétences commerciales des femmes et des jeunes.</li> </ul>
Promotion des moyens de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Fourniture d'un <b>actif productif</b> qui est idéalement dirigé par une femme dans le ménage.</li> <li>● Fourniture d'une <b>formation technique et de gestion d'entreprise</b> au détenteur de l'actif, qui est idéalement une femme.</li> <li>● Des formations en compétences de vie et en gestion d'entreprise qui renforcent l'équité entre les sexes dans la <b>prise de décision des ménages</b> en ce qui concerne les actifs et les moyens de subsistance.</li> </ul>
Inclusion financière	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration de l'équité entre les sexes dans la <b>prise de décision des ménages</b> en ce qui concerne les revenus, l'épargne et les prêts grâce à des formations de groupe sur l'éducation financière.</li> <li>● Amélioration de l'accès des femmes aux <b>ressources financières</b> par la mise en relation avec des groupes d'épargne et de crédit, des fournisseurs de microcrédits et des services financiers formels.</li> </ul>

<p style="text-align: center;"><b>Autonomisation sociale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Un accompagnement individualisé par le biais de visites dans les foyers pour promouvoir l'<b>inclusion sociale</b> et renforcer les <b>messages sur les compétences de vie</b>, y compris sur les sujets d'autonomisation sensibles au genre.</li> <li>● Visites de groupes de ménages pour dispenser des <b>formations sur les compétences de vie</b>, y compris sur des sujets d'autonomisation sensibles au genre.</li> <li>● Création de <b>comités villageois de solidarité sociale (VSSC)</b> pour renforcer l'intégration communautaire et la solidarité sociale des femmes.</li> <li>● Renforcement du <b>pouvoir de plaidoyer</b> des femmes <b>auprès</b> des acteurs et institutions du secteur privé par le biais des VSSC.</li> <li>● Liaisons avec les <b>centres d'éducation préscolaire</b> pour réduire la charge des femmes et des jeunes filles ayant des responsabilités en matière de garde d'enfants.</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>Renforcer la résilience climatique</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les besoins des femmes seront pris en compte dans le déploiement des interventions en matière d'infrastructures liées au climat, ce qui peut être assuré par des groupes de discussion portant sur les questions suivantes ; <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les femmes sont souvent responsables de la <b>collecte de l'eau à la maison et de son utilisation à la maison</b>. Par conséquent, l'augmentation de l'accès à l'eau à la maison doit répondre aux besoins et activités identifiés des femmes.</li> <li>○ Les femmes de la zone du projet ont indiqué que leurs <b>besoins en matière de transport n'étaient pas satisfaits</b> en raison de la qualité et de la quantité insuffisantes des routes d'accès rurales (qui facilitent les déplacements vers le travail, la vente de produits et l'accès aux services et aux marchés). L'<b>imperméabilisation des routes et l'expansion du réseau routier</b> devraient correspondre aux besoins identifiés par les femmes.</li> </ul> </li> </ul>

## Liens avec les programmes d'éducation nationale des adultes

Pour lutter contre les taux élevés d'analphabétisme, les animateurs mettront les participants en relation avec les programmes d'éducation nationale pour adultes et les encourageront à bénéficier de leurs services. Les exercices de cartographie des parties prenantes ont révélé les services d'éducation des adultes suivants, qui relèvent généralement des services de formation professionnelle et d'alphabétisation :

### Formation professionnelle

**Le centre sectoriel de formation professionnelle agricole pour le développement des périmètres irrigués de Barrouta** organise des formations au profit des jeunes de la région qui veulent lancer leurs propres projets. Les services de formation couvrent l'élevage, l'élevage de lapins, l'aviculture, l'élevage de moutons et l'installation de réseaux d'irrigation.

**Le Centre d'affaires** accueille et oriente les personnes souhaitant créer leur projet par le biais de formations (communication, compétences personnelles, entrepreneuriat, marketing, BMC, et leadership), et techniques (élaboration de business plan). L'intervention du Centre concerne tous les secteurs et tous les promoteurs (quel que soit leur niveau de formation, et quel que soit le niveau d'avancement de leurs projets : au niveau de l'idée, de l'étude, ou de la

réalisation du Plan de Financement). Le centre d'affaires organise une session " d'initiation à la création d'entreprise " au profit de toute personne en contact avec le centre. Cette session se concentre sur l'importance de la création de projets, les étapes qui y sont liées ; et est animée par des experts conventionnés avec le centre d'affaires (expert-comptable, universitaire, avocat, cadre régional, etc.). Malgré la motivation à lancer leurs propres projets et les efforts déployés par le centre d'affaires pour soutenir les jeunes, les services ne couvrent pas l'étendue de leurs besoins.

**L'Union Nationale de la Femme Tunisienne (UNFT )** a trois missions principales qui sont la formation professionnelle, l'éducation des adultes et l'assistance aux femmes travaillant dans l'agriculture. L'union est financée par l'État et finance à son tour les femmes dans le besoin grâce à un programme de développement. Cependant, ces programmes ne sont pas évalués comme suffisants pour répondre aux besoins des femmes.

**L'espace entrepreneurial** de Hajeb El Ayoun est une entité publique qui aide les citoyens à élaborer des plans d'affaires et à gérer des projets.

Les **chambres de commerce et d'industrie ont un programme qui** fournit des formations et des informations économiques. Le centre de formation professionnelle est un service financé par l'État qui dispense des formations au profit des citoyens.

**L'Office national de la famille et de la population (ONFP)** est un partenaire public financé par l'État qui organise des campagnes de sensibilisation médicale et met en œuvre des programmes d'éducation des adultes. Il doit être consulté et associé, dans la mesure du possible, à l'amélioration de la prestation des modules de compétences de vie relatifs à la santé reproductive et aux soins maternels.

## **Alphabétisation des adultes**

L'alphabétisation des femmes est basée sur le programme mis en œuvre par la DRAS dans le gouvernorat de Kairouan en partenariat avec le conseil régional et les municipalités. Le projet vise à créer 3 centres d'éducation préscolaire dans la zone du projet El Alaa, Sbikha, et Oueslatia où le taux d'alphabétisation est faible. Ces centres seront utilisés pour des actions d'alphabétisation et de sensibilisation à la nutrition/santé et à l'hygiène.

Selon DRAS, le rôle de l'animateur est de contribuer à l'information et à la sensibilisation des femmes et des jeunes appartenant au FN et au FRL ainsi qu'à leur mobilisation pour adhérer et participer activement au programme d'alphabétisation. Le matériel et les livres sont fournis par ce programme d'alphabétisation DRAS.

Il existe également un programme reconnu de deux ans, dispensé par le ministère des affaires sociales. En 2019, une institution nouvellement indépendante a été créée "Centre National d'Education des Adultes (CNEA)" qui a pris la direction de la mise en œuvre de ce programme. Un exemple de prestataire de services d'alphabétisation des adultes est l'UNFT (Trois centres d'apprentissage de l'UNFT : Centre d'éducation des adultes de Chbedda (Gouvernorat de Ben

Arous) ; Centre d'éducation des adultes de Jendouba (Gouvernorat de Jendouba) ; Centre d'éducation des adultes de Kairouan (Gouvernorat de Kairouan).

## Accès aux centres d'éducation préscolaire

Le projet IESS permettra de créer trois centres d'éducation préscolaire. Outre l'éducation préscolaire, ces centres offriront un soutien en matière de nutrition et de santé aux jeunes enfants ainsi qu'une éducation nutritionnelle aux parents. Ils contribueront également à réduire la charge de travail des femmes et des jeunes filles qui doivent s'occuper des enfants, afin de libérer du temps pour leur participation aux interventions de Graduation.

## Coaching et mentorat

Il s'agit du principal mécanisme par lequel toutes les interventions de graduation sont fournies aux participants par les animateurs par le biais d'une combinaison de visites individuelles dans les foyers et de coaching en petits groupes. Les animateurs serviront de mentors, de moniteurs, de formateurs et de ressources pour les ménages. Les interventions spécifiques qu'ils fourniront se concentrent sur la protection sociale, la promotion des moyens de subsistance, l'inclusion financière, l'autonomisation sociale et le renforcement de la résilience climatique.

Structure de mise en œuvre	
Intervention	Dirigé par
Visites des ménages pour le coaching, le mentorat individuel, l'orientation des moyens de subsistance et le suivi de Graduation.	Animateurs
Visites de groupes pour dispenser le programme de compétences de vie (messages sociaux et sanitaires), la formation à la gestion d'entreprise et aux moyens de subsistance techniques, et la formation à l'alphabétisation financière.	Animateurs
Facilitation des groupes d'épargne et de crédit ( <i>uniquement dans les micro-zones où il n'existe pas de groupe d'épargne et de crédit et qui est donc créé par l'animateur</i> ).	Animateurs
Facilitation des liens entre les ménages et les services sociaux complémentaires (services financiers, organisations de développement communautaire, coopératives agricoles, etc.)	Animateurs

## Charges de dossiers

Les animateurs rendront visite à tous les ménages participants au moins deux fois par mois, l'un des points de contact étant une visite à domicile individualisée pour le suivi du bien-être et des moyens de subsistance et l'autre étant la prestation d'une formation aux compétences de vie à des groupes de participants. Le délai typique de Graduation se situe entre 18 et 24 mois de soutien direct de la part des animateurs. Cela laisse suffisamment de temps aux participants

pour renforcer leur résilience aux chocs et aux stress qui ont un impact sur le succès et la durabilité de leurs moyens de subsistance et pour intégrer un changement de comportement autour des principaux obstacles dans les compétences de vie. Le programme de graduation est basé sur un enchaînement minutieux des interventions et un suivi étroit des progrès, ce qui permet aux animateurs de fournir le soutien approprié aux grimpeurs rapides et lents au cours de la période de 18 à 24 mois.

Les horaires mensuels de chaque animateur seront uniques, car ils seront basés sur les besoins et les réalités de chaque micro zone. Les horaires mensuels doivent être déterminés en fonction des facteurs suivants :

- Taille de la charge de travail (recommandé : 1 animateur pour 60 ménages)
- Portée géographique (taille de la micro zone)
- Distribution géographique des ménages (densité)
- Besoins de formation des ménages

## Formations pour les participants

Les types de formations dispensées aux participants sont rappelés ci-dessous :

- **Orientation initiale pour la Graduation** : Formation initiale d'une journée pour tous les participants afin de se préparer aux activités du projet menées par les animateurs.
- **Formation aux compétences de vie** : Des formations périodiques sur les messages sociaux et sanitaires sont dispensées mensuellement par les animateurs lors de visites de groupes ou de ménages individuels ; elles font partie de l'accompagnement et ne sont pas des formations indépendantes.
- **Formation à la gestion d'entreprise et à l'éducation financière**: Formation initiale d'une journée pour tous les participants, animée par des animateurs.
- **Formation technique sur les moyens de subsistance** : Formation d'une journée, généralement dirigée par un expert technique, dispensée après que les ménages ont choisi leur moyen de subsistance.

Les séances de formation aux aptitudes à la vie quotidienne peuvent être dispensées dans un cadre individuel ou en groupe. La méthode de livraison peut varier d'un animateur à l'autre et doit être décidée en fonction de ce qui convient à chaque animateur et à son foyer. Si les sessions de formation aux compétences de vie sont dispensées individuellement, elles doivent l'être lors des visites individuelles des ménages. Si les sessions sont dispensées en groupes, les animateurs sont chargés de regrouper les ménages de manière raisonnable et de communiquer une heure et un lieu de rencontre pour la formation. Il est possible qu'il soit judicieux d'offrir des sessions de formation aux compétences de vie aux ménages lors d'une réunion de groupe déjà établie, comme les réunions de VSSC et les groupes d'épargne et de prêts.

Les sessions de formation technique sur les moyens de subsistance doivent être menées en groupes de participants ayant choisi le même moyen de subsistance. Les programmes de fin d'études comportent généralement deux ou trois types de formations de ce type, en fonction de



la variété des moyens de subsistance (par exemple, une formation sur l'élevage pour les participants qui ont choisi n'importe quel type d'élevage). Ces formations devraient être dispensées en groupe pour économiser du temps et des ressources, et pour favoriser la cohésion sociale entre les participants. Les animateurs sont chargés de regrouper les ménages de manière raisonnable et de communiquer une heure et un lieu de rendez-vous pour la formation. *Les détails spécifiques de la formation technique sur les moyens de subsistance suivront la validation de l'évaluation du marché.*

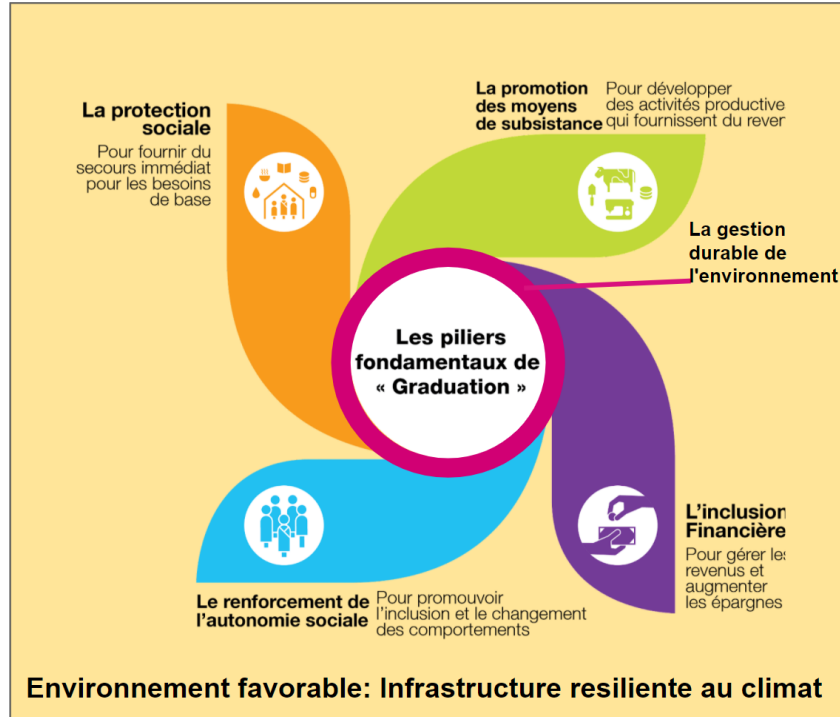
Les sessions de formation à la gestion d'entreprise et à l'éducation financière doivent être menées en groupes de participants. Les animateurs sont chargés de regrouper les ménages de manière raisonnable et de communiquer une heure et un lieu de rendez-vous pour la formation.

Le calendrier exact de la formation des participants sera décidé en fonction des délais de mise en œuvre pour chaque cohorte de ménages. Une formation de remise à niveau des participants doit également être dispensée à mi-parcours du cycle de mise en œuvre du projet, à différents intervalles selon les besoins au cours de la mise en œuvre du programme pour les participants qui peuvent avoir besoin d'un soutien supplémentaire pour se faire Graduation. Des conseils spécifiques sur les programmes de formation suivront la validation de l'évaluation du marché.

## Renforcer la résilience climatique

Le changement climatique pose un certain nombre de défis à la région de Kairouan, notamment l'imprévisibilité croissante des précipitations extrêmes qui entraînent des inondations et des sécheresses. Le changement climatique entraîne une intensification de la fréquence et de la gravité de ces inondations, sécheresses et fluctuations de température, ce qui peut aggraver d'autres contraintes écologiques telles que l'érosion des sols, leur salinité et la désertification. Ces conditions climatiques sont particulièrement perturbantes pour les personnes vivant dans une extrême pauvreté à Kairouan, car leurs ressources et leur capacité à développer des moyens de subsistance résistants aux chocs climatiques et une stabilité socio-économique sont limitées. Le projet de graduation IESS-Kairouan reconnaît ces menaces au bien-être holistique que pose le changement climatique et a donc intégré une focalisation sur le renforcement de la résilience climatique. La résilience climatique est un thème transversal dans toutes les interventions du projet fournies directement aux ménages. La résilience climatique est également un point central du projet IESS-Kairouan, dans lequel d'autres composantes du projet visent à améliorer l'infrastructure de l'eau et du transport dans la région (par exemple, les routes d'accès, les puits, la collecte des eaux de pluie) pour être résilient face à des chocs climatiques plus fréquents et plus graves. Les ménages participant au projet Graduation devraient bénéficier de ces interventions au niveau de l'infrastructure, car elles soutiendront l'environnement favorable au développement des moyens de subsistance et aux voies de sortie de la pauvreté.

Reconnaissant cet objectif d'intégration de la résilience climatique, les quatre piliers conceptuels de l'approche Graduation du BRAC ont été adaptés pour inclure le renforcement de la résilience climatique comme thème transversal. Cette adaptation conceptuelle est représentée dans la figure ci-dessous.



Les interventions de graduation qui font partie du projet IESS de Kairouan s'appuieront sur les résultats des développements d'infrastructure des plus grands projets. Les aspects de résilience climatique du projet IESS Kairouan dans son ensemble sont résumés dans cette section et décrits comme ils sont liés aux interventions de graduation et au rôle du personnel du projet et des animateurs.

En ce qui concerne les implications de ce cadre conceptuel adapté pour la mise en œuvre du projet Graduation, les animateurs de Graduation sont chargés de garantir et de contrôler l'accès des ménages aux interventions qui intègrent une perspective climatique (par exemple, les jardins potagers, les moyens de subsistance durables, la collecte des eaux de pluie), comme décrit dans les directives de mise en œuvre pour chacun des quatre piliers originaux de Graduation. Les animateurs sont également responsables de l'assurance et du suivi de l'accès des ménages du projet de graduation aux interventions au niveau de l'infrastructure par l'ensemble du projet IESS-Kairouan. Il s'agit notamment d'un accès amélioré et plus durable à l'eau potable, qui améliore la santé, la qualité de vie et permet de gagner du temps, et du transport grâce à une meilleure résilience climatique des routes d'accès rurales, qui améliorent à leur tour l'accès aux marchés et à de nombreux autres services (cliniques, écoles, centres professionnels, etc.).

En ce qui concerne l'évaluation du marché et les activités génératrices de revenus, l'analyse et les critères de sélection ont tenu compte des aspects liés au changement climatique afin d'éviter les activités qui surexploitent l'eau et les ressources naturelles et contribuent à la déforestation. L'évaluation du marché a également pris soin de développer et de promouvoir

davantage de pratiques d'adaptation au climat, telles que la collecte des eaux de pluie pour les activités agricoles et l'alimentation du bétail.

En outre, pour améliorer la résilience de la population locale, une formation axée sur les impacts du changement climatique et les mesures d'adaptation sera organisée afin de promouvoir les activités d'adaptation et de renforcer la résilience locale.

## **Alignement des activités de Graduation sur les interventions au niveau des infrastructures**

Outre le travail du BRAC pour développer des moyens de subsistance durables et résilients au climat, le gouvernement tunisien répondra aux besoins en infrastructures tels que l'imperméabilisation des routes d'accès rurales et l'amélioration de l'accès à l'eau potable et de sa durabilité pour les communautés isolées. Ces activités contribueront à la mise en place d'un environnement favorable aux ménages sur la voie de la sortie de la pauvreté, et sont résumées dans les sous-composantes 1.1 et 2.1 du projet :

Sous-composante 1.1 : Modernisation et gestion des infrastructures sociales

- Fournir une infrastructure hydraulique efficace pour augmenter la disponibilité et réduire le prix de l'eau potable
- Réduire les coûts de pompage en contrôlant le volume d'eau pompé.

Sous-composante 2.1 : Infrastructures productives et adaptation au changement climatique

- Conservation des eaux et des sols (CES)
- Réhabilitation des petits périmètres irrigués
- Développement de pistes rurales/routes protégées du climat
- Remembrement des terres

Le BRAC se réjouit de la possibilité d'aligner la programmation de Graduation avec ces projets d'infrastructure résiliente au climat afin de répondre au mieux aux besoins de la population cible.

### **Impacts du changement climatique sur l'eau dans la région**

La Tunisie fera partie des 33 pays les plus susceptibles de connaître un stress hydrique (ou une pénurie d'eau) d'ici 2040.<sup>14</sup> Selon l'INDC (Intended Nationally Determined Contribution), 2015, la Tunisie, qui connaît déjà un stress hydrique, verra la situation s'aggraver en raison du changement climatique. On s'attend à ce que les ressources en eau conventionnelles diminuent d'environ 28 % d'ici 2030 ; la diminution des eaux de surface sera d'environ 5 %. En outre, suite à l'élévation prévue du niveau de la mer, les pertes dues à la salinisation des eaux côtières Les tableaux pourraient affecter environ 50 % des ressources actuelles d'ici 2030.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> World Resources Institute, <https://www.wri.org/blog/2015/08/ranking-world%E2%80%99s-most-water-stressed-countries-2040> (Comme cité dans la proposition de projet IESS-Kairouan au Fonds d'adaptation pg. 10)

<sup>15</sup> Proposition de projet IESS-Kairouan au Fonds d'Adaptation, pg. 10

Selon la mise à jour de la NDC (Nationally Determined Contribution) soumise en octobre 2021, les projections climatiques en Tunisie<sup>16</sup> 14 indiquent que les ressources en eau seront particulièrement exposées à i) l'augmentation de la demande en eau et aux conflits d'usage ; ii) la surexploitation des eaux souterraines ; iii) la diminution des stocks d'eau, et iv) la dégradation de la qualité de l'eau, y compris la salinisation des aquifères côtiers. La perte totale des ressources en eau de ces aquifères d'ici 2050 a été estimée à environ 220 millions de m<sup>3</sup> par an, ce qui représente environ 75 % des ressources en eau côtières totales.<sup>17</sup> La capacité du secteur de l'eau à s'adapter à ces impacts est considérée comme modérée à faible. Les groupes de personnes les plus vulnérables dans les zones rurales sont les femmes agricultrices et les enfants, ainsi que les agriculteurs disposant de petites surfaces<sup>16</sup>. Les groupes les plus vulnérables dans les zones urbaines et périurbaines sont les pauvres, les chômeurs et les personnes âgées.

Les sources d'eau douce les plus facilement accessibles en Tunisie sont les cours d'eau de surface permanents qui se trouvent principalement dans les parties nord du pays. Dans le centre et le sud où le projet IESS-Kairouan travaille, les cours d'eau de surface sont éphémères, ne coulant que quelques jours ou semaines par an. La Tunisie dépend donc des précipitations pour l'agriculture et pour la recharge de ses eaux souterraines. Les terres arables représentent environ 19% du territoire tunisien en 2015<sup>18</sup> dont seulement 8% sont irriguées, dépendant largement des eaux souterraines pour l'irrigation. L'eau étant la principale contrainte de la région en matière d'agriculture et donc de moyens de subsistance, le processus de ciblage du projet prend également en compte l'accès des ménages à l'eau potable et l'accès à des terres arables irriguées ou non.<sup>19</sup> La qualité des sols est également un facteur limitant et souvent dégradé, les sols étant sensibles à l'érosion et à la désertification dans le sud et le centre du pays (dont Kairouan).

Les principales conséquences de la surexploitation des ressources en eau (telles que les puits qui puisent dans des nappes phréatiques/sources d'eau souterraine précaires) sont la détérioration de la qualité de l'eau, principalement le résultat des faibles niveaux de précipitations de ces dernières années et de l'augmentation de l'extraction d'eau depuis la révolution de 2011 causée par les taux élevés de forage ; la salinité élevée des eaux souterraines pour le sud et le sud-est du gouvernorat, et même le manque d'eau dans certaines

---

<sup>16</sup> Scénario RCP 8.5 à l'horizon 2050

<sup>17</sup> APAL - UNDP - FEM 2015 : Le littoral tunisien : chiffres clés. Déc. 2015, 75p. Document publié dans le cadre du projet "Addressing climate change vulnerabilities and risks in vulnerable coastal areas of Tunisia" (<https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/TUN/Livret%20chiffres%20littoral-FINAL.pdf>) 16 Résultats publiés dans le rapport du plan national d'adaptation (PAN-sécurité alimentaire) - phase 2 - 2021-2021. Document en cours de publication par le MARHP et l'AFD (Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche - Agence française de développement).

<sup>18</sup> Banque mondiale : Portail de connaissances sur le changement climatique (Comme cité dans la proposition de projet IESS-Kairouan au Fonds d'adaptation pg. 2)

<sup>19</sup> L'un des groupes cibles des "petits exploitants" est constitué des ménages "ne disposant pas de plus de 2 ha de terres irriguées ou de 20 ha de terres non irriguées et pratiquant une agriculture sédentaire et/ou pastorale extensive avec des troupeaux ne dépassant pas 30 têtes d'ovins et de caprins", comme le définit le MIP.

zones ; la dégradation des terres de parcours et l'impact négatif sur le bétail ; et la réduction de la production agricole et celle des revenus des agriculteurs.

### **Amélioration de la disponibilité et réduction des coûts de l'eau potable**

Les besoins en eau des participants au projet IESS-Kairouan comprennent l'eau potable, l'eau pour l'irrigation dans certains cas, et la possibilité de puiser dans les eaux souterraines et de stocker les ressources en eau de pluie pour un accès plus constant. Les participants au projet exigent également que les routes d'accès rurales soient plus résistantes au climat face aux inondations. La sous-composante 1.1 vise à réhabiliter les systèmes de puits profonds (DWS) en augmentant l'efficacité des infrastructures hydrauliques et en réduisant les coûts de pompage. Il vise également à améliorer l'accès à l'eau potable par la réhabilitation/extension des réseaux d'eau et la réalisation de branchements individuels et d'assainissement si nécessaire.

La gestion des infrastructures d'eau potable en milieu rural est confiée à la SONEDE : la société nationale des eaux et aux groupements de développement agricole (GDA) dans le cadre d'un contrat de gestion avec le CRDA. Ces GDA doivent disposer des ressources financières et humaines nécessaires pour assurer la pérennité des réalisations par la maîtrise technique des systèmes de production d'eau (station de pompage, introduction de pompes solaires) et de distribution (tuyaux, livres, etc.). Pour sa part, le CRDA surveillera le fonctionnement de ces systèmes et les principales interventions, qui contribueront à leur durabilité. Quant aux animateurs, il leur incombe de veiller à ce que les participants à la Graduation aient accès à ces interventions, ce qui peut inclure de préconiser certaines améliorations ou certains aspects de la distribution et d'encadrer les participants sur ce qui est nouvellement disponible et sur la manière d'en maximiser l'utilisation de manière responsable.

### **Activités de conservation de l'eau et du sol/Conservation de l'Eau et du Sol (CES)**

Les activités de la sous-composante 1.1 sont soutenues par les activités de la sous-composante 2.1, qui vise à utiliser les infrastructures pour restaurer le potentiel productif au profit des petits producteurs à travers les activités du CES décrites dans l'encadré ci-dessous : la recharge des nappes phréatiques en réduisant les prélèvements hydrauliques, en augmentant l'efficacité de l'utilisation de l'eau et en améliorant les infrastructures de collecte des eaux de pluie.

Le projet vise à mettre en œuvre les actions du CES :

- i) l'aménagement des eaux de ruissellement pour la recharge des **eaux souterraines** (ouvrages de recharge) ;
- ii) protéger le sol en restaurant sa fertilité, en améliorant sa productivité agricole et en contrôlant et atténuant l'érosion hydrique (**plantations de figuiers de Barbarie**) ;
- iii) la création de nouvelles opportunités pour la **diversification des activités agricoles (jardins maraîchers)** pratiquées par les **femmes rurales et arrosées à partir de réservoirs de collecte des eaux de pluie.**

Ces objectifs seront atteints grâce à la mise en place et à l'entretien de plusieurs types de systèmes de conservation et de captage de l'eau, tels que des structures de recharge des eaux souterraines, des systèmes hydrauliques modernisés dans les vallées/oueds, des bancs

mécaniques, des citernes et des réservoirs de collecte des eaux de pluie collectifs et individuels. Le décaissement de 300 citernes individuelles concernera 75% de femmes. Les animateurs seront chargés de soutenir l'identification des bénéficiaires et d'aider les participants à utiliser et entretenir correctement les réservoirs, dont le réapprovisionnement sera soutenu par les activités CES susmentionnées.

Les premières observations sur le terrain suggèrent de bons résultats de ces activités lorsqu'elles sont couplées à des activités de conservation des sols, en raison de la relation entre la conservation des sols et de l'eau. Plus précisément, le développement de l'arboriculture en amont des banquettes, la stabilisation des ravins par des cactus et des enrochements, la reconstitution des sols en amont des ouvrages, la recharge des nappes phréatiques en aval des ouvrages de recharge, etc. qui sont développés dans la section suivante. Un autre résultat de ces activités de conservation de l'eau et du sol est la plantation de jardins potagers pour soutenir la nutrition des ménages, qui sera une intervention plus largement ciblée dans le programme Graduation pour lequel la formation et la supervision seront la responsabilité des animateurs. Les jardins potagers prospéreront lorsqu'ils seront complétés par un arrosage à partir de ces ressources en eau améliorées et soutenus par des sols sains.

### **Combattre l'érosion tout en créant des moyens de subsistance grâce à la culture de figes de Barbarie**

La culture du figuier de Barbarie aide à prévenir l'érosion des sols en atténuant les effets du vent et de la pluie. L'augmentation de la verdure dans le paysage contribue également à maintenir la nappe phréatique de la région. Comme la figue de Barbarie est également une forme de fourrage pour le bétail, elle contribue à soulager la pression exercée par la recherche d'aliments ou de pâturages adéquats pour les troupeaux de bétail. Enfin, dans certaines régions du monde, on peut voir le figuier de Barbarie pousser en longues rangées entre les champs, divisant proprement les terres agricoles semi-arides grâce à sa fonctionnalité de clôture. La culture du figuier de Barbarie est une solution gagnante dans la mesure où elle permet d'assurer des moyens de subsistance durables tout en protégeant et même en améliorant l'écologie de la région. La culture du cactus de figue de barbarie par les ménages participants est donc à la fois une stratégie d'adaptation au climat et d'atténuation de ses effets.

Pour les plantations de cactus (figes de barbarie) de 400 ha, le projet se basera sur la liste des bénéficiaires reçue du Ministère des Affaires Sociales pour cibler les plus vulnérables ; ces familles disposent de terres non plantées à risque d'érosion, d'une source d'eau d'irrigation supplémentaire, favorisant les groupes de femmes (poches de vulnérabilité). L'Office de l'Élevage et des Pâturages (OEP) devra établir des contrats avec au moins 65% des femmes dans les ménages ; même si elles ne sont pas propriétaires des terres, elles seront reconnues comme des gestionnaires à part entière. Le nombre total de ménages bénéficiaires est estimé à 400. Les familles seront sélectionnées sur la base de la mobilisation et des visites des ménages par les animateurs en fonction des besoins des ménages (voir l'approche par gradation).

## **Routes d'accès rurales à l'épreuve du climat pour les transports**

Un aspect majeur de la sous-composante 2.1 est le renforcement de la résilience climatique des infrastructures d'eau et des routes d'accès rurales. Le projet vise à développer de courtes sections (10 km) de routes d'accès rurales, soit 100 km de route au total. Ces routes d'accès auront des retombées bénéfiques pour les ménages participant au projet Graduation dans la mesure où elles réduiront leur isolement, les connecteront aux marchés et aux services, et diminueront les impacts des changements climatiques sur leur capacité à accéder aux marchés et aux services identifiés et connectés par les animateurs.

## **Maintenance**

Il convient de noter que l'efficacité de ces dispositions doit être assurée par une maintenance continue, qui est supervisée par le CRDA. Ces aménagements devront intégrer et bien s'adapter au changement climatique pour tenir compte du caractère saisonnier de la zone du projet (précipitations imprévisibles avec des décalages annuels, et vents violents et chauds en été). Par exemple, il s'agit de rendre les routes d'accès existantes résistantes au climat et de construire de nouvelles routes pour relier les communautés isolées identifiées par les parties prenantes, qui nécessiteront toutes deux un entretien. Les animateurs sont chargés de surveiller certains des besoins d'entretien en suivant ce qui fonctionne bien pour les bénéficiaires et en signalant tout changement soudain ou progressif dans les fonctions de ces infrastructures qui ont un impact tangible sur les moyens de subsistance et la qualité de vie des bénéficiaires.

# **5. Suivi et apprentissage**

## **Théorie du changement du projet**

L'approche par gradation est un ensemble complet, holistique, limité dans le temps et soigneusement séquencé d'interventions visant à aider les personnes vivant dans l'extrême pauvreté à développer des moyens de subsistance résilients et durables. Il repose sur la théorie selon laquelle les personnes vivant dans l'extrême pauvreté ont besoin d'un "coup de pouce" pour activer leur potentiel économique latent, renforcer leur capacité et leur résilience pour résister et se remettre des chocs et des vulnérabilités, et les placer sur une trajectoire ascendante vers des moyens de subsistance durables. Les interventions de graduation comprennent une combinaison de transfert d'actifs productifs (par exemple, en espèces ou en nature, comme du bétail, des programmes d'emploi ou des fournitures pour une micro-entreprise) ainsi qu'une formation à la gestion de ces actifs, un soutien à la consommation (soutien régulier en espèces ou en nourriture pendant plusieurs mois à un an), un accompagnement pour fournir un soutien psychosocial et des encouragements, un accès à l'épargne et un soutien sanitaire (par exemple, accès aux services de santé, éducation sanitaire). En combinant ces interventions holistiques, l'approche permet de répondre aux besoins immédiats (transferts d'argent, secours d'urgence) et d'investir à plus long terme (formation, activités génératrices de revenus, liens avec les services de base) pour renforcer les capacités et la résilience des ménages. Il a été prouvé au niveau international que ces interventions entraînent des résultats positifs pour les ménages les plus pauvres, notamment

une amélioration des revenus, de l'épargne, de la consommation totale par habitant, des actifs, de la sécurité alimentaire, de l'inclusion financière, de l'autonomisation des femmes, de la santé physique et mentale, du temps total passé à travailler et de l'engagement politique/communautaire.

Dans le contexte du projet IESS, la sous-composante Graduation vise à contribuer à l'objectif global du projet d'accroître la résilience sociale, économique et climatique des ménages les plus pauvres de Kairouan. Pour ce faire, il cible 2 100 familles dans le besoin et 4 200 familles aux revenus limités pour les faire participer à un programme de graduation offrant des interventions sur les cinq piliers clés de la graduation : Protection sociale, promotion des moyens de subsistance, inclusion financière, autonomisation sociale et résilience climatique. La sous-composante Graduation est logée dans la composante 1 du projet IESS, qui vise à soutenir les familles nécessiteuses et les familles à revenu limité pour bénéficier d'un processus de mobilité sociale, mais fait également des liens programmatiques avec la composante 2 du projet, qui vise à renforcer l'infrastructure productive et la résilience climatique des petits exploitants agricoles dans la zone du projet.

## Cadre logique du projet

Le cadre logique suivant (logframe) pour le projet de graduation IESS-Kairouan a été développé par le BRAC sur la base du manuel de mise en œuvre du projet (PIM) pour l'IESS et les activités prévues du projet de graduation. Ce cadre vise à refléter les réalisations et les résultats nécessaires pour que le projet atteigne sa théorie du changement, et devrait être affiné et validé par les partenaires avant d'être utilisé pour suivre la mise en œuvre du projet IESS-Kairouan Graduation.

L'enquête à mi-parcours portera sur les indicateurs de la "VS" initiale et les données de suivi mensuel. Il s'agit notamment des indicateurs de sortie sur les progrès des ménages et l'impact global du programme Critères de graduation, y compris les mesures de la sécurité alimentaire, l'augmentation de la valeur des actifs, l'augmentation de la diversification des activités génératrices de revenus, le niveau d'épargne, l'accès au crédit, et les changements dans les comportements de recherche de la santé et les pratiques d'hygiène, ainsi que la prise de décision des ménages et l'autonomisation des femmes.

L'enquête à mi-parcours permettra de déterminer dans quelle mesure l'approche de la Graduation est adaptée au contexte et s'il est nécessaire de l'ajuster. La fréquence de l'enquête à mi-parcours sera de 6 mois. L'enquête à mi-parcours abordera certains des indicateurs spécifiques de progrès qui peuvent être enregistrés par l'intervention et fournit des informations importantes, telles que :

- (1) *affichage de l'évolution des connaissances et des attitudes (la performance des animateurs),*
- (2) *participation du ménage à (des formations au fil du temps)*
- (3) *évaluer les services fournis (le nombre et la catégorie de prestataires, par micro zone et par modalité de prestation de services, la motivation des prestataires de services)*
- (4) *capacités et ressources (évaluer les domaines dans lesquels le programme est performant)*



et ceux dans lesquels les ressources doivent être redistribuées)

Ces domaines sont décrits plus en détail dans la matrice des résultats et des indicateurs de suivi ci-dessous.

Description	Indicateurs recommandés	Moyens de vérification	Fréquence
<p><b>Objectif de développement:</b> Augmenter la résilience sociale, économique et climatique des ménages les plus pauvres des collines de Kairouan, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.</p>	% de ménages en mesure de dépasser la catégorie des familles nécessiteuses (FN) en approchant ou en dépassant le seuil de pauvreté national d'un revenu de 585 TND par an et en gérant d'autres vulnérabilités.	Suivi des ménages (bien-être et moyens de subsistance)	VS, suivi mensuel, mi-parcours et Endline.
	Pourcentage de ménages ayant adopté des technologies et des pratiques durables et résilientes au climat (par exemple, accès à l'eau de pluie et à l'eau souterraine dans des citernes, jardin potager, plantation/utilisation de figues de barbarie).	Suivi des ménages (bien-être et moyens de subsistance)	VS, suivi mensuel, mi-parcours, et Endline
	Pourcentage de femmes soutenues ayant un niveau accru d'autonomisation (concernant les décisions relatives à la production agricole et aux ressources productives), le contrôle de l'utilisation du revenu, le leadership dans la communauté et l'utilisation du temps par rapport aux hommes dans le ménage). <sup>20</sup>	Indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture	VS, suivi mensuel, mi-parcours, et Endline
<b>Protection sociale</b>			
<p><b>Résultat:</b> Amélioration des conditions de vie des familles nécessiteuses</p>	Pourcentage des ménages participants qui déclarent avoir perçu une amélioration de leurs conditions de vie.	Enquête de vérification Enquête finale	VS et Endline
	# Nombre de ménages qui déclarent consommer des repas réguliers et nutritifs	Suivi du bien-être des ménages	Mensuel
<p><b>Sortie:</b> Éducation nutritionnelle des ménages et fourniture d'un jardin potager</p>	# Nombre de ménages ayant reçu une formation sur la nutrition.	Suivi du bien-être des ménages	Une fois ( <i>question posée après la prestation d'une formation pertinente</i> )
	# Nombre de ménages ayant reçu des ressources et un encadrement pour développer un jardin potager	Suivi du programme	
<p><b>Sortie:</b> Inscription des ménages au PNAFN et à l'AMG, en s'assurant que les ménages reçoivent bien les transferts d'argent et utilisent l'AMG pour les soins médicaux si nécessaire.</p>	# Nombre de ménages inscrits au PNAFN et à l'AMG	Suivi du bien-être des ménages	Une fois ( <i>la question ne doit pas être posée à nouveau une fois inscrit</i> )
	# Nombre de ménages déclarant avoir reçu avec succès des transferts en espèces dans le cadre du PNAFN.	Suivi du bien-être des ménages	A mi-parcours

<sup>20</sup> <https://www.ifpri.org/publication/womens-empowerment-agriculture-index>

	# Nombre de ménages déclarant avoir eu recours à l'AMG pour des soins médicaux	Ménage Suivi du bien-être	A mi-parcours
<b>Promotion des moyens de subsistance</b>			
<b>Résultat:</b> Promotion d'activités génératrices de revenus durables (AGR)	Nombre d'AGR viables après 2 ans	Ménage Suivi des moyens de subsistance	A mi-parcours
	# Nombre de ménages démontrant l'application des compétences techniques	Ménage Suivi des moyens de subsistance	A mi-parcours Ligne d'extrémité
<b>Sortie:</b> Les ménages suivent une formation sur les moyens de subsistance	# Nombre de ménages ayant participé à des formations techniques (moyens de subsistance et compétences commerciales)	Suivi des moyens de subsistance des ménages	Mensuel
	# Nombre de ménages ayant suivi une formation sur les moyens de subsistance	Suivi des moyens de subsistance des ménages	A mi-parcours
	# Nombre de ménages démontrant l'application des compétences techniques	Ménage Suivi des moyens de subsistance	A mi-parcours
<b>Sortie:</b> Les ménages reçoivent des actifs productifs	# Nombre de ménages qui reçoivent des biens de production	Ménage Suivi des moyens de subsistance	A mi-parcours
	# Nombre de ménages disposant d'au moins deux actifs productifs	Enquête de vérification et enquête finale	VS et Endline
	# Nombre de ménages signalant une augmentation de la valeur de leurs biens par rapport à ce qui a été fourni dans le cadre du programme.	Ménage Suivi des moyens de subsistance	Mensuel
<b>Sortie:</b> Liens avec des services complémentaires (par exemple, coopératives, services de vulgarisation agricole)	# Nombre de ménages reliés avec succès aux services complémentaires	Suivi du bien-être des ménages	A mi-parcours
<b>Inclusion financière</b>			
<b>Résultat:</b> Promotion de l'inclusion financière pour la population cible	Pourcentage des ménages qui ont un comportement d'épargne régulier	Suivi des ménages	Mensuel
	# Nombre de ménages déclarant une augmentation de leur épargne	Enquête de vérification	Ligne de base et ligne finale
	# Nombre de participants qui ont démontré une application positive de la formation en éducation financière.	Ménage Suivi du bien-être	Mensuel

	# Nombre de ménages connaissant l'existence et les procédures des services financiers formels dans la région.	Enquête de vérification et ligne de fin	VS et Endline
<b>Sortie:</b> Relier les participants à des groupes d'épargne et de crédit renouvelables afin de promouvoir l'épargne.	# Nombre de ménages liés à un groupe d'épargne et de crédit existant ou nouvellement créé.	Suivi du bien-être des ménages	Mensuel
	# Nombre de groupes d'épargne et de crédit créés pour les ménages n'ayant pas accès à un groupe existant.	Suivi du bien-être des ménages	mi-parcours et fin de parcours
	# Nombre de ménages faisant partie d'un collectif d'épargne	Enquête de vérification	Ligne de base, mi-parcours et ligne de fin
<b>Sortie:</b> Fournir une formation d'alphabétisation financière aux ménages	# Nombre de ménages ayant suivi une formation sur l'éducation financière	Suivi du bien-être des ménages	Mensuel
<b>Sortie:</b> Faciliter l'accès aux services financiers formels	# Nombre de ménages reliés à des institutions et services financiers formels	Enquête de vérification et endline	VS et Endline
<b>Autonomisation sociale</b>			
<b>Résultat:</b> Les ménages ont un changement de comportement positif et une inclusion sociale accrue.	Pourcentage de ménages capables de se souvenir de comportements positifs dans les trois domaines de formation aux compétences de vie (par exemple, la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la recherche de la santé) et d'exprimer un sentiment d'appartenance à leur communauté.	Endline	Endline
	# Nombre de ménages démontrant l'application des compétences de vie	Suivi des ménages	Mensuel <i>(Différents sujets à chaque enregistrement, basés sur le sujet le plus récent de la formation aux compétences de vie)</i>
<b>Résultat:</b> Renforcer l'autonomisation des femmes	Pourcentage de ménages où les femmes déclarent prendre part aux décisions du ménage (par exemple, achat de biens)	Enquête de vérification et endline	VS et Endline
	Pourcentage de femmes qui déclarent être impliquées dans les décisions concernant l'utilisation de leurs revenus.	Suivi du bien-être des ménages	A mi-parcours et en fin de parcours
<b>Sortie:</b> Encadrement rapproché et individualisé des ménages par les animateurs.	# Nombre de ménages bénéficiant d'un encadrement régulier et individualisé grâce aux visites des animateurs.	Suivi du programme	mi-parcours et fin de parcours
	# Nombre de visites de ménages effectuées par les	Suivi du programme	mi-parcours et fin

	animateurs		de parcours
<b>Sortie:</b> Fourniture de formations sur les compétences de vie aux ménages	# Nombre de sessions de formation aux compétences de vie fournies aux ménages	Suivi du programme	Bi-annuel
<b>Sortie:</b> Faciliter les liens avec les organisations de mobilisation communautaire	# Nombre de ménages liés à des organisations de mobilisation communautaire	Suivi des ménages	Bi-annuel
<b>Sortie:</b> Accès accru aux centres d'éducation préscolaire	# Nombre de ménages qui ont été mis en relation avec des centres d'éducation préscolaire	Suivi des ménages	Annuel
<b>Renforcer la résilience climatique</b>			
<b>Résultat:</b> Amélioration de la résilience climatique des ménages	Les ménages déclarent être mieux préparés à faire face aux impacts des pressions liées au climat qu'au départ/au cours des années précédentes.	Suivi du bien-être des ménages	Annuel
	# Nombre de ménages démontrant l'application de compétences d'adaptation au climat	Suivi du bien-être des ménages	mi-parcours et fin de parcours
<b>Sortie:</b> Former les ménages à de nouvelles pratiques d'adaptation au changement climatique.	# Nombre de ménages formés à la gestion durable des ressources naturelles et aux risques climatiques	Suivi du bien-être des ménages	Une fois ( <i>question posée après la prestation d'une formation pertinente</i> )

## Critères de Graduation

Après s'être mis d'accord sur le cadre logique du projet Graduation, le BRAC et l'UTSS travailleront ensemble pour identifier une liste de **critères de Graduation** qui serviront d'indicateurs de suivi prioritaires. Les critères de gradation représentent les principaux domaines d'amélioration dans lesquels les ménages sont censés progresser au cours de leur participation au programme de gradation. En général, les programmes de graduation établissent 10 à 15 critères, et les ménages sont censés en remplir la plupart à la fin du projet.

Informé par les meilleures pratiques mondiales dans le suivi et la mesure de l'impact au niveau des ménages dans l'approche de Graduation, ainsi que les résultats hautement contextuels de l'enquête de vérification et de la cartographie des ressources communautaires, les critères de Graduation pour le projet IESS visent à refléter les conditions / résultats nécessaires qui indiquent qu'un ménage a atteint un niveau suffisant de résilience, indiquant ainsi que le ménage a réussi à "graduer" du projet. Ces critères couvriront chacun des cinq piliers du projet de graduation IESS pour s'assurer que les ménages atteignent un niveau holistique et durable de résilience.

Tout au long du projet, les critères de graduation seront utilisés de trois manières principales :

1. Pour les ménages, les critères de graduation aident à **communiquer les objectifs** qu'ils poursuivent et leur permettent de **suivre leurs propres progrès** tout en participant au projet.
2. Pour les animateurs, les critères de graduation permettent d'**identifier les personnes qui progressent rapidement et celles qui progressent lentement**, et de **mettre en évidence les domaines spécifiques** dans lesquels les ménages individuels peuvent avoir besoin d'un soutien accru. Cela souligne l'importance d'un suivi régulier et complet des ménages, les critères de graduation étant intégrés dans les formulaires de suivi des ménages.
3. Pour le personnel de gestion du projet, les critères de graduation aident à **faire ressortir les tendances à travers les ménages, les micro-zones et les délégations**, ce qui permet d'affiner la conception en temps réel et de prendre des décisions de mise en œuvre du projet qui reflètent les progrès de la population cible.

## Justification des critères de Graduation

Les critères de Graduation sont importants pour les participants au programme, le personnel et les membres de la communauté. Ils fournissent aux ménages des objectifs spécifiques à atteindre, leur permettent de suivre leurs propres progrès pendant la durée du programme et leur indiquent des points de référence clairs à atteindre à la fin du programme. Les critères de Graduation sont utilisés pour mettre en place les mécanismes de suivi, que le personnel du programme utilise pour mesurer les progrès et identifier les déviations et les problèmes qui doivent être résolus.

Les critères de Graduation doivent être clairs, multidimensionnels, adaptés au contexte et couvrir les principaux piliers de la Graduation. Ils doivent être directement liés aux vulnérabilités et aux besoins des participants, tels qu'ils ont été identifiés lors de l'enquête de vérification, afin de garantir que les interventions sont calibrées de manière à s'attaquer aux obstacles auxquels les participants sont confrontés et aux opportunités qu'ils peuvent exploiter.

Une gamme de 10 à 15 indicateurs est généralement recommandée pour les programmes de Graduation afin de couvrir toute l'étendue de ce que la Graduation cherche à atteindre. Cela inclut généralement un ensemble de critères de graduation plus standard ainsi que des indicateurs supplémentaires spécifiques au contexte qui reflètent les vulnérabilités spécifiques vécues par la population cible. Ensemble, ces indicateurs visent à définir un certain seuil mesurable qui décrit les conditions nécessaires pour qu'un ménage puisse se constituer un moyen de subsistance durable, avoir une famille en bonne santé et établir des liens sociaux significatifs au sein de sa communauté qui, ensemble, favorisent le bien-être et la résilience à long terme. Pour se faire Graduation, un ménage doit remplir tous les critères obligatoires de Graduation.

Grâce à des visites régulières des ménages et à des réunions de révision du personnel de gestion du projet, les critères de Graduation sont suivis de près par le personnel du programme afin de contrôler les performances des participants tout au long du programme. Les critères de Graduation sont essentiels pour le personnel de première ligne (animateurs) comme pour le

personnel de gestion du projet. Pour les animateurs, les critères de graduation mettent en évidence les résultats les plus importants qui indiquent des niveaux suffisants de résilience dans ce contexte, qu'ils suivront pour chaque ménage lors de visites mensuelles. Pour le personnel du programme, les critères de graduation sont utilisés pour mesurer les progrès au niveau du projet et identifier les déviations et les problèmes qui devraient être abordés lors de l'amélioration itérative de la conception et/ou des décisions de mise en œuvre du projet.

Le tableau ci-dessous fournit une liste préliminaire de critères et d'indicateurs de Graduation qui seront finalisés avec le soutien de l'UTSS, puis vérifiés et approuvés par le groupe de travail. Ces critères et indicateurs préliminaires sont également susceptibles d'être révisés en fonction de l'évolution du projet et/ou du contexte (par exemple, des retards dans la mise en œuvre de certaines interventions, des changements importants dans la valeur marchande des AGR).

Pilier de la Graduation	Indicateur de suivi prioritaire	Définition	Justification	
			Vulnérabilités spécifiques identifiées par l'enquête de vérification	Interventions auprès des ménages
Protection sociale	Le ménage du participant est à l'abri de la faim et de la malnutrition.	Le ménage du participant a accès à des repas 2 fois par jour	La VS ne comprend pas d'informations sur la régularité de la consommation des repas.	Une formation aux compétences de vie sur la nutrition encouragera une alimentation correcte
		Le ménage participant déclare avoir consommé des protéines de viande ou d'œuf et des fruits/légumes au cours des 3 derniers jours pendant plus de 50 % du projet (9/18 mois).	Seuls 13 % des ménages ont déclaré avoir mangé de la viande au cours de la semaine écoulée. La consommation déclarée d'œufs était également faible.	Une formation aux compétences de vie sur la nutrition encouragera une alimentation correcte
		Le ménage du participant a un potager actif( <i>facultatif</i> )	n/a	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les ménages dans la gestion des jardins potagers</li> <li>• La formation aux compétences de vie sur le jardin potager et les produits ménagers renforcera la capacité des participants à gérer un jardin potager.</li> </ul>
	Le ménage du participant pratique une élimination	Le ménage participant déclare utiliser l'une des méthodes suivantes	TVS indique que 60 % des ménages brûlent leurs déchets.	Une formation sur la <i>gestion des déchets ménagers</i> encouragera l'élimination

	<b>correcte des déchets</b>	d'élimination appropriée des déchets lorsque le service est disponible : transformation du contenu organique en biogaz, compostage, digestion anaérobie (DA), ou utilisation/vente des déchets.		correcte des déchets.
	Les enfants d'âge scolaire du ménage participant sont <b>inscrits à l'école.</b>	Le ménage participant déclare que les enfants ont été scolarisés au cours des 30 derniers jours pendant plus de 50 % du projet (9/18 mois).	VS rapporte que 13,6% des enfants abandonnent l'école et que 42% des adultes sont analphabètes.	La formation aux compétences de vie sur <i>l'importance d'envoyer les enfants à l'école / Scolarisation des enfants</i> favorisera le changement de comportement des ménages sur la fréquentation scolaire des enfants.
<b>Promotion des moyens de subsistance</b>	Le ménage du participant gagne un <b>revenu plus important et dispose de moyens de subsistance durables.</b>	Le ménage du participant a augmenté ses revenus de 50 % (par exemple, 1,5 fois son revenu de départ), sans tenir compte des flux de revenus passifs (par exemple, les transferts en espèces du PNAFN).  <i>L'indicateur ci-dessus concerne la période de 18 mois, soit la fin du cycle de graduation.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 28% des ménages ont un revenu mensuel de 200 TND</li> <li>• 32% des ménages ont un revenu mensuel compris entre 200 et 250 TND</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à disposition d'actifs pour le ménage</li> <li>• Formation technique et de gestion d'entreprise sur les moyens de subsistance</li> </ul>
		Le ménage participant a une augmentation de 50 % de la valeur totale du ou des actifs productifs (1,5 fois la valeur initiale de l'actif au moment du transfert de l'actif).  <i>L'indicateur ci-dessus concerne la fin du cycle de 18 mois de la graduation. Un suivi à plus long terme (par exemple 4 ans) avec des ménages gradués peut chercher à mesurer des</i>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à disposition d'actifs pour le ménage</li> <li>• Formation technique et de gestion d'entreprise sur les moyens de subsistance</li> </ul>

		<i>augmentations plus importantes de la valeur des actifs, telles que 100% (2x) ou 200% (3x) de la valeur initiale des actifs.</i>		
	Le ménage du participant dispose de <b>diverses sources de revenus.</b>	Le ménage du participant dispose d'au moins 2 sources de revenus, sans compter les flux de revenus passifs (par exemple, les transferts d'argent du PNAFN).		<ul style="list-style-type: none"> <li>● Mise à disposition d'actifs pour le ménage</li> <li>● Formation technique et de gestion d'entreprise sur les moyens de subsistance</li> <li>● La formation en matière d'éducation financière favorisera la diversification des revenus</li> </ul>
Inclusion financière	Le ménage participant <b>établit et/ou augmente son épargne</b>	Le ménage participant dispose d'une épargne totale d'au moins (90-150 DT, fourchette suggérée).	VS rapporte que l'épargne n'est pas courante dans la zone cible, il n'y a donc pas de données suffisantes sur le comportement d'épargne des ménages.	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Relier les participants à des groupes d'épargne et de crédit renouvelables (ou les créer, s'ils n'existent pas déjà) afin de promouvoir l'épargne des ménages.</li> <li>● Fournir une formation d'alphabétisation financière aux groupes d'épargne</li> <li>● Faciliter l'accès/le lien avec les services financiers formels</li> </ul>
		Le membre du ménage participant participe régulièrement à des groupes d'épargne (12/18 mois)		<ul style="list-style-type: none"> <li>● Relier les participants à des groupes d'épargne et de crédit renouvelables (ou les créer, s'ils n'existent pas déjà) afin de promouvoir l'épargne des ménages.</li> </ul>
Autonomisation sociale	Le ménage du participant adopte un <b>changement de comportement positif</b> sur des sujets clés de la vie courante (par	Le ménage du participant démontre avec succès ou demi-succès la rétention des connaissances acquises lors des formations sur les		<ul style="list-style-type: none"> <li>● Formations mensuelles sur les compétences de vie</li> <li>● Création de comités villageois de solidarité sociale</li> </ul>



	exemple, WASH).	compétences de vie pendant plus de 50% du projet (9/18 mois).		
	Les femmes du ménage participent régulièrement aux <b>décisions du ménage</b>	Les ménages participants font état d'une plus grande implication des femmes dans la prise de décision concernant les biens et les revenus du ménage.	Le VS a ignoré les questions sur le genre pour des raisons de sensibilité.	La formation aux compétences de vie sur la <i>Prise de décision conjointe au ménage</i> favorisera un changement de comportement positif dans la prise de décision au sein du ménage.
<b>Renforcer la résilience climatique</b>	Le ménage participant adopte des <b>pratiques résilientes au climat</b>	Le ménage participant démontre qu'il retient les connaissances du ou des sujets de la formation aux compétences de vie sur le renforcement de la résilience climatique.		Une formation sur les <i>risques liés au changement climatique</i> favorisera l'adoption de pratiques résilientes au changement climatique.

## Préparation de la Graduation

L'une des façons les plus importantes pour les programmes de Graduation d'aider les ménages vivant dans la pauvreté à atteindre leur potentiel est de créer des mécanismes pour que les résultats de Graduation soient maintenus au-delà de la fin du cycle du programme.

Au cours des six derniers mois de la progression des ménages dans le programme, le personnel doit consacrer son attention à la préparation des participants à la " Graduation ". Cela signifie qu'il faut s'assurer que les participants atteignent tous les critères obligatoires de Graduation et qu'ils sont en mesure de maintenir les résultats de Graduation après la fin du programme. Il est recommandé au personnel d'utiliser ce temps de manière efficace pour renforcer les messages clés et l'apprentissage, fournir une formation de remise à niveau, faciliter les liens et insuffler aux participants la confiance qu'ils peuvent encore sortir de la pauvreté sans avoir besoin de certains des soutiens plus intensifs fournis par le programme.

- **Formation de remise à niveau:** Le personnel doit organiser des formations de remise à niveau sur les moyens de subsistance, la gestion d'entreprise, la gestion financière et les compétences de vie essentielles. Le contenu doit être adapté en fonction des informations de suivi qui révèlent les critères que certains ménages ont du mal à atteindre. À la fin de la formation de recyclage en groupe, les participants doivent être encouragés à partager avec le groupe la manière dont ils s'engagent à mettre en pratique ce qui est encouragé.
- **Coaching:** Le personnel doit profiter des visites individuelles dans les foyers au cours des six derniers mois du programme pour parler des sentiments ou des inquiétudes que les participants peuvent avoir à propos de la fin du programme. Ceux-ci disposent souvent de moyens pratiques pour trouver des solutions, mais le personnel du

programme doit souligner les formes de soutien dont les participants continueront à bénéficier grâce aux liens avec d'autres programmes, services et réseaux.

- **Liens:** Le personnel du programme doit prendre en compte la manière dont les participants continueront à développer leurs moyens de subsistance, leur accès aux services et leur capital social grâce à des liens nouveaux ou existants. Par exemple, certains participants peuvent se sentir prêts à commencer à épargner ou à emprunter de manière formelle auprès d'une institution de microfinance (IMF) ; ou bien les participants peuvent être prêts à diversifier davantage leurs revenus et choisir de rechercher des capitaux d'emprunt.

Les animateurs doivent s'assurer que les participants se sentent responsables de leurs propres succès. Ils ne doivent pas penser qu'ils ont réussi uniquement grâce au soutien du projet IESS-Kairouan ; ils doivent plutôt considérer leur succès comme le résultat du travail acharné, de la confiance en soi, du courage et de la détermination dont ils ont fait preuve pendant le programme et qu'ils continueront après.

## Maintenir les résultats de Graduation

Au cours des derniers mois de la progression de chaque cohorte dans le projet, le personnel du programme doit utiliser une version adaptée de la liste de contrôle suivante pour s'assurer que les mécanismes sont en place pour que les ménages continuent à apprendre, à créer des réseaux, à développer leurs entreprises et à accéder aux opportunités financières.

Liste de contrôle pour le maintien des résultats de Graduation	
Pilier	Questions
<b>Protection sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● De quel soutien (le cas échéant) les participants auront-ils besoin pour continuer à accéder aux services de base, notamment la santé et l'eau potable ?</li> <li>● Ont-ils tous les documents nécessaires pour pouvoir accéder aux services ?</li> <li>● Les participants ont-ils été informés de tous les droits sociaux auxquels ils peuvent prétendre et ont-ils été mis en relation avec ces droits ? Ont-ils été mis en relation avec d'autres programmes du gouvernement ou d'ONG dont ils pourraient bénéficier ?</li> </ul>
<b>Promotion des moyens de subsistance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Quelles possibilités les ménages ont-ils d'accroître leurs moyens de subsistance ou de les diversifier davantage ?</li> <li>● Les participants sont-ils liés aux marchés locaux et peuvent-ils y accéder de manière indépendante ? Quelles sont les possibilités de développer leurs entreprises ?</li> <li>● Quelles sont les possibilités de lien avec les initiatives de développement de la chaîne de valeur / du marché et comment les ménages peuvent-ils s'y impliquer ?</li> <li>● Quels services contribueront à promouvoir la croissance continue des moyens de subsistance des ménages et dans quelle mesure les ménages sont-ils préparés et capables d'accéder à ces services ?</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les participants ont-ils besoin d'une formation supplémentaire par le biais des institutions d'EFTP pour continuer à développer leurs entreprises ?</li> <li>• Quels liens supplémentaires avec des partenaires du secteur privé pourraient faciliter la croissance de l'entreprise ?</li> </ul>
<b>Inclusion financière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les participants continueront-ils à épargner de manière sûre et à un taux qui leur permet d'envisager un avenir stable ?</li> <li>• Les participants sont-ils conscients des options financières disponibles et de la manière d'y accéder ?</li> <li>• Les participants pourront-ils avoir accès à des microcrédits dans un avenir proche ?</li> <li>• Les participants ont-ils été formellement mis en relation avec des services financiers qui répondent à leurs besoins croissants ?</li> <li>• Les participants renforcent-ils leurs capacités et les garanties (actifs, capital social, logement) qui leur permettront d'obtenir de futurs prêts en toute sécurité ?</li> </ul>
<b>Autonomisation sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les participants sont-ils membres de groupes sociaux auxquels ils peuvent continuer à participer dans leurs communautés locales ?</li> <li>• Les femmes se sentent-elles habilitées à continuer à prendre les décisions clés du foyer ?</li> <li>• La famille a-t-elle des aspirations pour l'avenir qu'elle pense pouvoir réaliser ?</li> <li>• Les participants ont-ils été reliés à d'autres programmes ou mécanismes qui favorisent leur autonomisation continue ?</li> </ul>
<b>Renforcer la résilience climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Y a-t-il d'autres projets de renforcement de la résilience climatique dans la région dont le ménage du participant pourrait bénéficier ? La participante et son foyer sont-ils au courant de ces projets ?</li> <li>• Le ménage est-il suffisamment préparé à un choc lié au climat (par exemple, une sécheresse ou une inondation), en termes de ressources et de compétences ?</li> </ul>

## Suivi des progrès des ménages et du programme

Dans le programme de graduation de l'IESS-Kairouan, le suivi se fera à deux niveaux - le niveau des ménages et le niveau du programme. Le suivi au niveau du programme comprendra le suivi des performances du personnel, tandis que le suivi au niveau des ménages comprendra le suivi du bien-être des ménages et des résultats des moyens de subsistance au niveau des ménages individuels ainsi qu'à travers le projet. Un cadre de suivi est élaboré afin de spécifier les mécanismes de collecte et d'enregistrement des données, de fixer les processus et le calendrier des activités de suivi, de décrire les processus analytiques et de suggérer des questions et des principes directeurs pour l'analyse, la réflexion et l'apprentissage. Le cadre sera intégré au niveau des ménages et du programme pour suivre les progrès, la conformité, la rapidité et la mise en œuvre efficace des activités planifiées et de la prestation de services ; évaluer l'impact des résultats observés au niveau des participants, des ménages, de la communauté et de l'ensemble du programme ; et d'intégrer les apprentissages et les recommandations pour améliorer les activités du programme.

L'objectif du suivi est d'améliorer la performance et la responsabilité du personnel et des participants, et de synthétiser l'apprentissage pour renforcer la conception du programme et les interventions clés. La mise en place d'un système de suivi permettra de maintenir le programme et les plans des ménages sur la bonne voie et d'identifier et de résoudre rapidement tout problème. Collectivement, les informations de suivi permettent au personnel de faire des itérations critiques pour s'adapter aux défis sur le terrain et assurer une mise en œuvre efficace du programme. Pour fournir ce type de programme adapté et intégré, il est nécessaire d'assurer un suivi rapide et cohérent, de sorte que les éventuelles lacunes soient correctement saisies par un système de suivi numérique robuste et un personnel de programme bien formé, capable d'itérer rapidement et de résoudre les problèmes en s'appuyant sur les données du programme. Les fonctions de suivi et d'évaluation (S&E) peuvent être améliorées grâce à un soutien technique et au renforcement des capacités du personnel chargé du suivi, afin qu'il soit en mesure d'analyser et d'utiliser les données pour adapter le programme, ce qui est un élément essentiel pour garantir de bons résultats aux participants.

## Suivi des ménages

Le suivi au niveau des ménages permet au personnel de terrain de suivre les progrès de chaque participant au projet Graduation par rapport à ses objectifs économiques et sociaux. Des visites régulières des ménages, des discussions de groupe et des registres permettent à chaque ménage de constater les progrès réalisés par rapport à ses propres objectifs. Les difficultés peuvent être identifiées lors de visites de suivi régulières au niveau des ménages et traitées avant qu'elles ne deviennent des obstacles plus importants au respect des critères de Graduation. Par exemple, certains ménages peuvent avoir besoin de ressources supplémentaires pour assurer leur subsistance ou résoudre des problèmes familiaux.

Deux types clés de suivi des ménages seront effectués dans le cadre du projet IESS-Kairouan Graduation :

1. **Suivi du bien-être des ménages:** Pendant les visites des ménages, les animateurs rencontreront les participants pour un accompagnement individuel et pour recueillir des informations sur chaque ménage participant afin de suivre et de documenter le statut du ménage dans les domaines de la santé et de l'assainissement, du revenu du ménage, de l'épargne et de la dette pour suivre l'évolution du bien-être général du ménage. Le suivi du bien-être des ménages sera effectué une fois par mois.
2. **Suivi des moyens de subsistance des ménages:** Pendant les visites des ménages, les animateurs rencontreront les participants pour évaluer et documenter le statut du moyen de subsistance, suivre le fonctionnement et les progrès du moyen de subsistance, et documenter tout défi rencontré par le participant. Le suivi des moyens de subsistance des ménages sera effectué une fois par mois.

Il est recommandé de mener les activités de suivi **deux fois par mois lors des visites des ménages** à un intervalle de 2 semaines, en alternant les visites de suivi du bien-être des ménages et les visites de suivi des moyens de subsistance des ménages. Au début du

programme, les animateurs peuvent effectuer des visites hebdomadaires (4x par mois) pour établir leurs relations avec les ménages. Au fur et à mesure que le projet avance, les animateurs peuvent choisir de se concentrer sur les " ménages à progression lente " tout en réduisant la fréquence des visites aux " ménages à progression rapide " à un minimum de 2x par mois.

Les considérations clés pour les cadres de suivi des ménages comprennent :

- Indicateurs ventilés par sexe (hommes et femmes) lorsque cela est possible.
- Une liste d'indicateurs courts, afin de ne pas trop accaparer le temps du participant, ainsi que clairs et simples pour que le personnel puisse facilement les vérifier sans distorsion.
- Les indicateurs doivent se concentrer principalement sur les performances des ménages dans des domaines clés, tels que la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, l'épargne, l'éducation des enfants, parmi d'autres facteurs liés aux critères de graduation et aux résultats escomptés.
- Les périodes de rappel ne devraient pas dépasser un mois afin de garantir l'exactitude des rapports des participants.
- Un système numérique d'information de gestion (MIS) est préférable pour le suivi car il permet la transmission et l'analyse de données en temps réel et permet au personnel d'être plus réactif aux progrès et aux besoins des participants. Cela permet de favoriser l'apprentissage adaptatif et l'itération des programmes et de minimiser les erreurs résultant de l'utilisation d'un système papier.

Les données relatives aux indicateurs seront collectées par les animateurs lors de visites régulières des ménages, de discussions de groupe et dans des registres. Le tableau ci-dessous détaille les questions de suivi, les indicateurs, les sources de données et la fréquence de collecte recommandés. Ceux-ci n'ont pas été finalisés et seront modifiés en fonction des commentaires de l'UTSS lors de la réunion de juin 2022.

## Suivi du programme

Le contrôle au niveau du programme permettra de suivre la qualité, les progrès et les résultats des activités décrites dans le MIP, ainsi que les finances et la conformité. Il s'agit d'examiner régulièrement les plans du projet par rapport à la réalisation effective des activités, les dépenses budgétisées par rapport aux dépenses réelles, et les progrès globaux des participants vers la Graduation. Les données permettront également de comprendre l'impact du programme sur le développement des ménages et de la communauté, et de soutenir l'apprentissage opérationnel. Le suivi au niveau du programme comprendra le suivi de la performance du personnel et examinera la mise en œuvre des activités du programme par le personnel et les progrès vers la Graduation des ménages dans leur dossier. Le suivi d'une cohorte révèle s'il existe des tendances dans la façon dont le programme est exécuté par le personnel et ce qui peut être amélioré pour renforcer la capacité des participants à atteindre les critères de Graduation.

Le suivi des activités du projet sera effectué par les animateurs et leurs responsables, qui examineront également les performances des équipes. Les animateurs et leurs responsables suivront les indicateurs du programme et les rapporteront au personnel de niveau supérieur, qui les rapportera ensuite au plus haut responsable du projet UTSS IESS-Kairouan Graduation, qui partagera régulièrement ses idées avec le groupe de travail.

Les animateurs et les coordinateurs (l'équipe régionale du projet) tiendront des réunions hebdomadaires de coordination et de suivi pour discuter des progrès et des difficultés de la mise en œuvre. L'UGP et l'équipe régionale du projet organiseront des réunions nationales de pilotage et de supervision sur une base mensuelle afin de partager les progrès des animateurs et de permettre un apprentissage croisé entre les micro-zones.

Les priorités clés dans le suivi du programme pour la graduation de l'IESS-Kairouan comprennent :

- Engagement du personnel avec les participants et performance des facilitateurs
- Achèvement de la formation et des activités indiquées dans le plan du programme.
- Qualité des actifs et des autres données fournies aux participants
- Évaluation des progrès réalisés dans le développement des AGR, notamment en ce qui concerne les retours attendus.
- Progrès en termes d'épargne et de niveau d'engagement auprès des institutions financières
- Sensibilité et réponse critique des autres parties prenantes, notamment la communauté, aux ménages extrêmement pauvres

Le tableau ci-dessous détaille les indicateurs de suivi du projet IESS-Kairouan Graduation ainsi que leurs sources de données et leur fréquence de collecte.

Indicateur de suivi du programme	Fréquence	Source des données
Nombre de ménages ayant reçu des transferts en espèces du PNAFN	Mensuel	Animateur, visite à domicile
Nombre d'actifs transférés	Une seule fois	Responsables de l'animation
Nombre de participants ayant bénéficié d'une formation technique liée à leurs moyens de subsistance, d'une formation aux compétences commerciales et d'une formation à l'éducation financière.	Une seule fois	Responsables de l'animation
Nombre de nouvelles entreprises créées grâce à la diversification	Mensuel	Animateur, visite à domicile

Valeur moyenne des actifs, ventilée par date de réception des actifs	Mensuel	Animateur, visite à domicile
Nombre de participants ayant assisté aux réunions du groupe d'épargne et déposé le montant minimum d'épargne.	Mensuel	Animateur, registre de réunion du groupe d'épargne ( <i>pour les participants aux groupes d'épargne nouvellement créés</i> ) OU visite du ménage ( <i>pour les participants liés à des groupes d'épargne existants</i> ).
Valeur de l'épargne mobilisée par le groupe d'épargne	Mensuel	Animateur, registre de réunion du groupe d'épargne ( <i>pour les participants aux groupes d'épargne nouvellement créés</i> ) OU visite du ménage ( <i>pour les participants liés à des groupes d'épargne existants</i> ).
Nombre de visites de ménages effectuées par les animateurs	Mensuel	Responsables de l'animation
Vérifier si les sujets relatifs aux compétences de vie ont été abordés lors des visites de groupe.	Mensuel	Responsables de l'animation
Nombre d'animateurs ayant participé à la formation d'introduction à la graduation	Une seule fois	Responsables de l'animation

## Collecte de données numériques

Les activités actuelles de suivi et d'évaluation de l'UTSS sont déléguées aux animateurs et à leurs responsables. Par conséquent, le suivi des programmes et du personnel se fait essentiellement sur papier. Les données au niveau des ménages sont collectées à l'aide d'enquêtes socio-économiques sur papier en arabe ; cependant, il existe peu d'informations sur la numérisation de ces données par l'UTSS ou sur leur analyse et leur utilisation dans la planification, l'adaptation et le suivi des programmes officiels. Le suivi des activités du projet et les performances du personnel sont examinés régulièrement, mais il y a un manque d'informations claires sur les outils utilisés pour ce suivi ou la formation dispensée au personnel pour ces activités.

Le projet Graduation s'appuiera sur une plateforme de collecte de données numériques dirigée par l'UTSS. L'utilisation d'un système de collecte de données numériques permettra de saisir et de documenter les progrès du projet par rapport à la réalisation des résultats escomptés. Un suivi et une évaluation (S&E) efficaces facilitent la prise de décision fondée sur des preuves et permettent au projet de suivre ses progrès. La plateforme numérique peut être utilisée pour la collecte et le stockage des données afin d'éviter toute perte de données et de préserver la vie privée des ménages bénéficiaires.

Reconnaissant le nombre d'options de plateformes de collecte de données qui existent sur le marché, BRAC a fait une analyse comparative de six plateformes de collecte de données numériques pour l'UTSS. La direction de l'UTSS devrait examiner cette analyse et faire une sélection éclairée d'une plate-forme de collecte de données numériques appropriée pour le projet IESS Graduation, en clarifiant toutes les questions de suivi avec BRAC et en discutant de la sélection avec le groupe de travail avant que la sélection ne soit finalisée. Il est également recommandé d'embaucher un responsable des données pour soutenir la collecte, le nettoyage et l'analyse des données pendant la mise en œuvre du projet Graduation. Le département informatique de l'UTSS examine les plates-formes proposées par le BRAC, décrites ci-dessous.



## ***L'analyse par le BRAC de six plateformes de collecte de données***

### **Kobo**

KoBoCollect est une application gratuite et open-source de collecte de données basée sur l'OpenDataKit. Il est utilisé pour la collecte de données primaires dans les situations d'urgence humanitaire à l'aide d'appareils mobiles. Kobo est simple et direct. Il est facile de concevoir des formulaires d'enquête complexes avec des contrôles logiques. Les utilisateurs peuvent également créer des rapports de synthèse avec des graphiques et visualiser les données collectées sur une carte. Il n'y a pas de limite au nombre de formulaires, de questions et de soumissions qui peuvent être enregistrés sur KoBo. L'application ne permet toutefois pas la gestion des cas.

### **Solutions d'enquête**

Survey Solutions permet aux utilisateurs de concevoir des questionnaires d'enquête complexes. Cependant, il n'est pas convivial. Les personnes qui téléchargeront les questions sur la plateforme devront avoir des connaissances en programmation pour utiliser efficacement la plateforme. Il permet aux superviseurs du personnel de première ligne / des coaches de suivre les actions entreprises (connexion, début d'entretien, abandon d'entretien, etc.) par le personnel de première ligne / les coaches au cours des sept (7) derniers jours. Les superviseurs du personnel de première ligne peuvent également examiner les cas d'enquête soumis par le personnel de première ligne / les coaches et signaler les points de données qui sont douteux. Elle produit son propre tableau de bord qui met en évidence certains indicateurs et les actualise régulièrement. La plate-forme exige également que des missions soient périodiquement confiées au personnel de première ligne/aux coaches et à leurs superviseurs, ce qui peut représenter un surcroît de travail. Survey Solutions est une plateforme gratuite, mais l'application mobile pour la collecte des données n'est pas disponible sur Google Play.

### **TaroWorks**

TaroWorks est une application mobile de gestion de la relation client (CRM) hors ligne conçue pour connecter le personnel de terrain distant à Salesforce.com. TaroWorks donne aux superviseurs du personnel de première ligne une visibilité sur les opérations à distance en obtenant des données en temps réel de la part du personnel de première ligne/des coaches. La plateforme permet de suivre facilement les progrès du personnel de première ligne / des coaches dans la conduite de leur suivi. Il est facile de développer des formulaires complexes et permet la collecte de signatures électroniques. À l'instar de CommCare, TaroWorks est également utile pour la gestion des dossiers ; il permet au personnel de première ligne et aux accompagnateurs de consulter les informations recueillies au cours des périodes précédentes afin de suivre les progrès des ménages. Toutefois, l'application mobile TaroWorks n'est disponible que par l'intermédiaire des représentants de TaroWorks et coûte 550 USD/mois pour 40 utilisateurs en cas de paiement annuel.

### **Magpi**

L'interface de Magpi est conviviale et il est facile de construire des questionnaires et d'inclure des contrôles logiques de base. Le format, cependant, n'est pas flexible car vous ne pouvez pas ajouter de texte dans les questions à étiquette. Il y a peu de tutoriels et de matériel de soutien en ligne. Il ne permet pas non plus de relier des données sous différentes formes pour la gestion des cas. Il dispose d'une fonction intégrée de visualisation des données qui permet aux utilisateurs de créer et de personnaliser des graphiques et des diagrammes. Cette plateforme est idéale pour les enquêtes ponctuelles uniquement. Il coûte 417 USD/mois en cas de paiement annuel.

### **Directeur technique de l'enquête**

SurveyCTO est un outil de collecte de données mobile qui permet de recueillir des données hors ligne dans des environnements mal connectés. Son interface est conviviale et facile à naviguer. La plateforme est facile à utiliser pour élaborer des enquêtes et permet de concevoir rapidement des questionnaires et des contrôles logiques. Elle permet également d'importer des questionnaires au format Excel dans la plateforme. La visibilité instantanée des données est disponible avec les outils de visualisation intégrés, ce qui est une bonne fonctionnalité mais peut ne pas être nécessaire pour ce projet. Son application de collecte de données est

disponible sur IOS et Google Play. Un abonnement à SurveyCTO coûte 198 USD/mois pour 10 000 soumissions de formulaires si le paiement est annuel ou 220 USD si le paiement est mensuel.

#### **CommCare**

CommCare est une plateforme qui permet aux utilisateurs de créer une application adaptée à leurs besoins. Il est très convivial et intuitif ; l'interface est conçue pour les environnements à faibles ressources et pour être utilisée par des travailleurs peu alphabétisés. La plateforme est également flexible et permet de personnaliser l'application en fonction des besoins des utilisateurs. La plateforme permet la gestion des cas en permettant au personnel de première ligne / aux coachs d'accéder aux données précédemment collectées et de les connecter à de nouveaux formulaires. Cette fonctionnalité sera particulièrement utile pour suivre le bien-être économique et social des participants des mois précédents. Cette fonction est également utile pour le personnel de première ligne / les coachs pour voir la progression globale des ménages sous leur mentorat et leur suivi. Il dispose d'une fonction intégrée d'aide à la décision pour le personnel de première ligne / les coaches pour la gestion des cas. Par exemple, si une personne interrogée répond que sa famille n'a pas utilisé ses prestations de santé, le personnel de première ligne ou le coach sera invité à lui rappeler qu'elle a accès à ces prestations. Il s'agit d'un exemple, mais il peut être utile pour la gestion des cas. Un abonnement CommCare coûte 250 USD/mois pour un nombre illimité de soumissions de formulaires et 125 utilisateurs s'il est payé annuellement.

## **Apprentissage et perfectionnement opérationnel**

L'objectif de l'apprentissage est de s'assurer que le programme de graduation de l'IESS-Kairouan est sensible aux conclusions de l'analyse des données de suivi régulier et aux conditions changeantes dans les zones cibles. L'apprentissage devrait être structuré autour de chacun des piliers de la graduation et chercher à examiner les questions, y compris ce qui fonctionne bien, ce qui ne fonctionne pas, et ce qui pourrait devoir être changé en termes de conception de base et d'exécution de la mise en œuvre. L'apprentissage sur les opérations du programme comprend un large éventail de questions directement liées aux interventions du programme qui, une fois répondues, amélioreront la mise en œuvre des composantes clés désignées en rapport avec chacun des piliers. L'apprentissage de l'impact du programme aide à améliorer la conception réelle du programme IESS Graduation en évaluant les éléments de base de la conception du programme et si les résultats et l'impact prévus ont lieu.

Les animateurs et coordinateurs de la Graduation doivent rendre compte à l'UTSS des informations qualitatives suivantes sur une base trimestrielle. L'UTSS doit diffuser les tendances clés et les enseignements de ces informations à la DRAS, au CRDA, au BRAC UPGI et au FIDA. Ces informations seront basées sur les observations des animateurs et des coordinateurs et permettront de répondre à certaines questions clés.

1. Quels sont les changements de comportement positifs et négatifs que vous avez observés chez les participants ?

*Des exemples de changements de comportement positifs sont liés à l'acquisition de compétences de vie telles que le traitement de l'eau, l'utilisation des toilettes, le lavage des mains, la nutrition (nombre de repas et diversité alimentaire), la scolarisation des enfants.*

2. Avez-vous été capable d'identifier les grimpeurs rapides et lents ? Comment les identifiez-vous ?

*Un grimpeur rapide est généralement une personne dont le gagne-pain génère un revenu régulier. En outre, ils épargnent régulièrement et adoptent des compétences de vie telles que le traitement de l'eau, l'utilisation des toilettes, le lavage des mains, la nutrition, la scolarisation des enfants. Ce sont tous des indicateurs qui font l'objet d'un suivi mensuel. Les grimpeurs rapides ont tendance à faire preuve de plus d'assurance dans les réunions de groupe et de ménage, c'est-à-dire qu'ils peuvent faire preuve de leadership et être plus francs.*

*Un grimpeur lent est généralement quelqu'un dont le gagne-pain est en difficulté. Ils sont également en retard dans l'adoption de compétences de vie et dans l'épargne du montant mensuel requis.*

3. Quelles ont été les conséquences involontaires (positives et négatives) des activités du programme ?

*Exemples de conséquences négatives non intentionnelles*

- a. *Conflit entre les hommes et les femmes en raison de la gestion des moyens de subsistance par les femmes.*
  - b. *Conflit entre les hommes et les femmes à la suite d'une formation aux compétences de vie sur des sujets sensibles tels que le planning familial.*
  - c. *Augmentation du travail des enfants parce que plus de soutien est nécessaire pour gérer les moyens de subsistance.*
  - d. *Augmentation des habitudes négatives telles que la consommation de drogues ou de tabac en raison de la distribution d'argent par le biais du mécanisme de réinstallation.*
4. Y a-t-il eu des chocs majeurs qui ont affecté la communauté ? (par exemple, santé, environnement)
5. Quelles sont vos observations concernant l'impact dans les domaines suivants ?
- a. Jeunes
  - b. Genre (dynamique entre le mari et la femme, prise de décision au sein du ménage et de l'entreprise)
  - c. Éducation des enfants
  - d. Santé

## 6. Annexe

1. Exemples de formulaires de suivi
2. Formulaire du groupe d'épargne et de crédit
3. Modèle de formulaire VSSC que les animateurs et les coordinateurs peuvent utiliser pour rendre compte des activités du VSSC sur une base bimestrielle
4. Calendrier général du projet (mise en œuvre)

Autres Annexes: (jointes en tant que documents séparés)

5. Outil de cartographie
6. ToR de l'évaluation du marché
7. Résultats de l'enquête de vérification
8. Rapport sur l'aménagement paysager des ressources communautaires

## 1. Exemples de formulaires de suivi

Exemple A: Adapté de l'Egypte

Nom \_\_\_\_\_, Microzone \_\_\_\_\_, Date \_\_\_\_\_, Nom de l'Animateur \_\_\_\_\_, Type de AGR \_\_\_\_\_

Dans le passé <b>3 jours</b> , combien de repas par jour avez-vous pris (en famille)	un repas deux repas trois repas quatre repas ne sais pas Autre (veuillez préciser)
Combien de fois avez-vous mangé de la viande/du poulet/du poisson la semaine dernière ?	Aucun Juste une fois Deux fois Trois fois Quatre fois
Environ combien de fois avez-vous fait cuire des légumineuses (haricots, pois ou lentilles) la semaine dernière ?	Aucun Une fois Deux fois Trois fois Quatre fois Cinq fois Plus de cinq fois Je ne sais pas Autre (veuillez préciser)
Combien de fois avez-vous mangé des légumes et des fruits la semaine dernière ?	Aucun Une fois Deux fois Trois fois Quatre fois Cinq fois Plus de cinq fois Je ne sais pas
Est-ce qu'un membre de votre foyer est resté un jour et une nuit entiers sans manger la semaine dernière ?	Souvent quelquefois Rarement Jamais
Avez-vous reçu votre allocation mensuelle/transfert PNAFN?	Oui Non

<p>Comment avez-vous dépensé l'allocation que vous avez reçue ce mois-ci ? (vous pouvez choisir plusieurs réponses)</p>	<p>aliments vêtements investir dans les affaires éducation des enfants dépannage à domicile électricité/ eau Médicament transport ne sais pas Autre (veuillez préciser)</p>
<p>Quelles ont été les dépenses les plus importantes de votre ménage, en dehors de la nourriture, au cours des 30 derniers jours ?</p>	<p>Améliorations de la maison Éducation Santé Transport Utilitaires Location Ménage entreprise Autre précisez Je ne sais pas</p>
<p>Votre ménage a-t-il eu des dépenses imprévues au cours des 30 derniers jours ?</p>	<p>Oui Non Je ne sais pas</p>
<p>Comment votre ménage a-t-il payé ces dépenses imprévues ?</p>	<p>Prêt d'une institution financière Emprunter à des proches Emprunter à des amis Usuriers Épargne propre Remise des autres membres de la famille Assistance d'autres ONG Aide de l'institution religieuse Autre précisez</p>
<p>Tous les enfants éligibles du ménage fréquentent-ils régulièrement l'école ?</p>	<p>Aucun enfant éligible Tous viennent régulièrement Certains viennent régulièrement Aucun ne fréquente régulièrement</p>
<p>Quelles sont les raisons de la fréquentation scolaire irrégulière (vous pouvez choisir plus d'une réponse) ?</p>	<p>L'école est loin de chez moi Il travaille et étudie Était malade Les enseignants battent les enfants Ses amis l'ont battu Je ne sais pas Autre (veuillez préciser)</p>

L'un des membres de la famille a-t-il été malade au cours des deux dernières semaines ?	Oui Non
Où êtes-vous allé vous faire soigner ? (vous pouvez choisir plusieurs réponses)	Unité de santé dans le village Unité de santé dans un autre village Clinique d'assurance maladie Hôpital central Hôpital public Hôpital universitaire Hopital PRIVE Dispensaire des lieux de culte Dispensaire d'ONG Clinique privée Obtenir des médicaments à la pharmacie A été traité à domicile (médecine alternative/ a pris des médicaments par moi-même) Cliniques mobiles Convois médicaux Autre (veuillez préciser)
Avez-vous économisé de l'argent le mois dernier ?	Oui Non
Combien avez-vous économisé ?	DT 0-1 DT 2 – 3 JD 4 – 5 DT 5 – 6 DT 7-8 > TD 8
Où gardez-vous ces économies?	Espèces à la maison Espèces avec des amis/parents Banque/institution financière formelle Épargne communautaire Groupe d'épargne Autre précisez
Si invité, avez-vous assisté à des mariages ou à des événements sociaux le mois dernier ?	Non invité Invité et assisté Invité mais n'a pas participé

Ajoutez une section au formulaire sur les indicateurs que les animateurs doivent vérifier par l'**observation**. En effet, certaines questions sont fortement sensibles au biais de désirabilité sociale et difficiles à obtenir des réponses verbales précises. Exemples ci-dessous :

- Les membres du ménage semblent-ils se laver les mains régulièrement ? Vérifiez la présence de savon usagé, d'eau accessible pour se laver, etc.
  
- Le ménage maintient-il la propreté et l'hygiène dans la zone de vie et les espaces d'élevage/d'affaires commerciales ? Vérifier par l'observation de ces espaces.



Exemple B: Adapté de l'Egypte

الجزء الاول			
الأسر الأشد فقراً تحصل على دعم شهري يضمن أمنها الغذائي			
م	السؤال	الإجابة	تخطي السؤال
1	في خلال الـ ٧ أيام اللي فاتوا، (كأفراد الأسرة) أكلتوا تقريباً كام وجبة في اليوم؟ Au cours des 7 derniers jours, combien de repas par jour avez-vous pris (en famille)	وجبة واحدة..... وجبتين..... ثلاث وجبات..... أربع وجبات..... لا أعرف..... أخرى (تذكر).....	1 2 3 4 9 8 9 9
2	أكلتوا كام مرة تقريباً لحمة/فراخ/أسماك في الاسبوع اللي فات؟ Combien de fois avez-vous mangé de la viande/du poulet/du poisson la semaine dernière ?	ولا مرة..... مرة واحدة..... مرتين..... ثلاث مرات..... أربع مرات..... خمس مرات..... خمس مرات فأكثر..... لا أعرف.....	1 2 3 4 5 6 7 9 8
3	أكلتوا طيبخ بس بقوليات (فصوليا - بسلة - عدس - فول) حوالي كام مرة في الاسبوع اللي فات؟ Environ combien de fois avez-vous fait cuire des légumineuses (haricots, pois ou lentilles) la semaine dernière ?	ولا مرة..... مرة واحدة..... مرتين..... ثلاث مرات..... أربع مرات..... خمس مرات..... خمس مرات فأكثر..... لا أعرف..... أخرى (تذكر).....	1 2 3 4 5 6 7 9 8 9 9
4	أكلتني كام مرة خلال الاسبوع اللي فات (يا رز، يا مكرونة، يا عيش الخ)؟ Au cours de la semaine écoulée, combien de fois avez-vous mangé du riz, des pâtes ou du pain?	ولا مرة..... مرة واحدة..... مرتين..... ثلاث مرات..... أربع مرات..... خمس مرات..... خمس مرات فأكثر..... لا أعرف.....	1 2 3 4 5 6 7 9 8
5	طيب وفاكهة أو خضروات؟ Qu'en est-il des légumes/végétales et fruits?	ولا مرة..... مرة واحدة..... مرتين..... ثلاث مرات.....	1 2 3 4

	5 6 7 9 8	أربع مرات..... خمس مرات..... خمس مرات فأكثر..... لا أعرف.....		
في حين الإجابة نعم يتم الانتقال إلى السؤال 7	1 0	نعم..... لا.....	استلمت/ي مبلغ دعم الاستهلاك بتاع الشهر ده؟ Avez-vous reçu l'allocation/transfert d'argent/stipend de ce mois?	6
	1 2 3 4 5 6 7 8 8 8 9 9	أكل..... ملابس..... استثمار في المشروع..... تعليم أطفال..... إصلاحات في البيت..... كهرباء/مياه..... علاج..... مواصلات..... لا أعرف..... أخرى تذكر.....	صرفت مبلغ الدعم بتاع الشهر ده على ايه؟ (يسمح بإجابات متعددة) Comment avez-vous dépensé l'allocation que vous avez reçue ce mois-ci ? (vous pouvez choisir plus d'une réponse)	7
<b>(تم ربط الأسر الأشد فقراً بالخدمات الأساسية (الاوراق الثبوتية)</b>				
<b>(تم ربط الأسر الفقيرة بالخدمات الأساسية (الخدمات التعليمية)</b>				
لو الإجابة بنعم، انتقل إلى 10	1 0	نعم..... لا.....	الأطفال راحوا المدرسة الأسبوع اللي فات؟ Les enfants sont-ils allés à l'école la semaine dernière?	8
	1 2 3 4 5 9 8 9 9	راح يشتغل..... كان عيان..... المدرس ضربه..... أصحابه ضربوه..... لا أعرف..... أخرى تذكر.....	طب ماراحوش ليه (يسمح بإجابات متعددة) Sinon, pourquoi pas?	9
<b>(تم ربط الأسر الفقيرة بالخدمات الأساسية (الخدمات الصحية)</b>				
لو الإجابة بلا، انتقل إلى 30	1 0	نعم..... لا.....	في حد من أفراد الأسرة كان عيان خلال الأسبوعين اللي فاتوا؟ L'un des membres de la famille a-t-il été malade au cours des deux dernières semaines?	10

	1 2 3 4 5 9 8 9 9	أمراض باطنية وقلب..... أمراض جهاز تنفسي..... أمراض جلدية..... مخ وأعصاب..... عظام..... لا أعرف..... أخرى (تذكر).....	كان ايه نوع المرض؟ (يسمح بإجابات متعددة) Pourriez-vous s'il vous plaît me dire quel type de maladie? (vous pouvez choisir plus d'une réponse)	11
	1 2 3 4 5 6 7 8 9 1 0 1 1 1 3 1 4 9 9	الوحدة الصحية اللي بالقريبة..... وحدة صحية بقرية أخرى..... عيادة تأمين صحي..... مستشفى مركزي..... مستشفى عام..... مستشفى جامعي..... مستشفى خاص..... مستوصف دور عيادة..... مستوصف جمعية أهلية..... عيادة خاصة.....أخذت علاج من الصيدلية..... تم معالجته في البيت (طب بديل/ أخذت علاج من نفسي) ..... من خلال عيادات متنقلة..... قوافل طبية..... أخرى.(ذكر).....	تم علاجه فين؟ (يسمح بإجابات متعددة) Où est-il allé se faire soigner? (vous pouvez choisir plus d'une réponse)	12
<b>تم ربط الأسر الفقيرة بالخدمات الأساسية (المياه النظيفة)</b>				
ملاحظات الميسرة Observation de l'Animateur				
	1 0	نعم..... لا.....	هل يتم غسل الأيدي بانتظام؟ (يتم التأكد من خلال وجود مياه، صابون، ألخ Les mains sont-elles lavées régulièrement? (vérification par présence de savon)	13

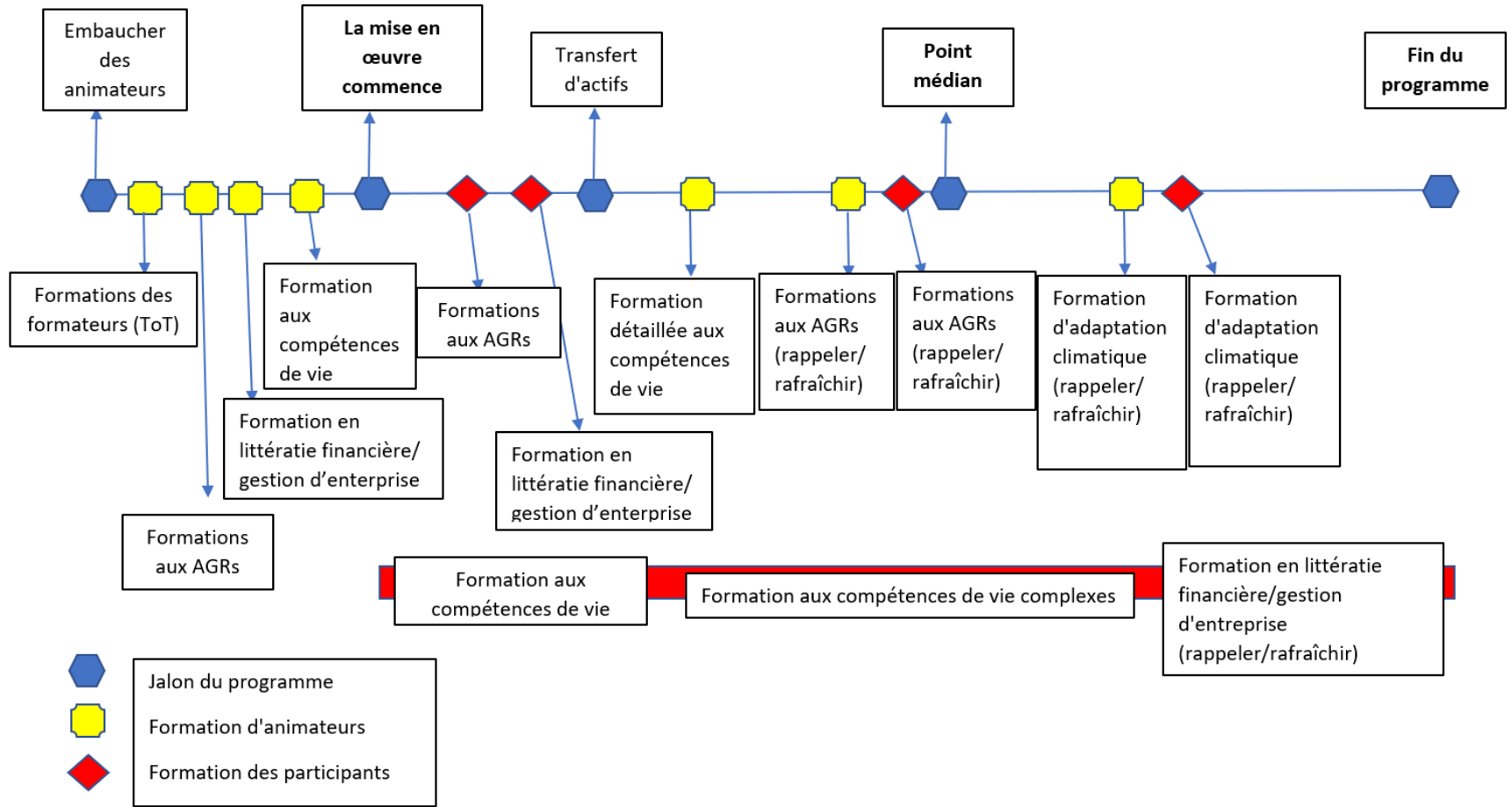
## 2. Formulaire du groupe d'épargne et de crédit

Non.	Date	Des économies			Prêt		
		Déposé	Retiré	Cumulatif	Montant de l'acompte dû	Montant du remboursement	Solde restant/encore à percevoir

**3. Modèle de formulaire VSSC/CSSV** (que les animateurs et les coordinateurs peuvent utiliser pour rendre compte des activités du VSSC/CSSV sur une base bimestrielle)

Région : Mois de déclaration :																
Non.	Nom du Village	Nom du CSSV	Ressources mobilisées													Autre soutien (précisez le cas échéant)
			En espèces	Gentil	Total des ressources mobilisées	Nbre de latrines installées	Nombre de latrines réparées	Nombre de maisons réparées	Nombre de participants ayant reçu un soutien pour un traitement médical			Valeur du soutien mobilisé pour le traitement médical			Nombre d'enfants bénéficiant d'un soutien, par exemple sac d'école/chaussures/livre	
									Prise en charge CSSV uniquement	Assistance CSSV + programme	Total	Prise en charge CSSV uniquement	Assistance CSSV + programme	Total		

#### 4. Calendrier général du projet (mise en œuvre)



**Autres Annexes: (jointes en tant que documents séparés)**

5. Outil de cartographie
6. ToR/TdR de l'évaluation du marché
7. Résultats de l'enquête de vérification
8. Rapport sur l'aménagement paysager des ressources communautaires